

UNIVERSITÉ DE LYON - FACULTÉ DE DROIT

L'IMMIGRATION
ASIATIQUE AUX ÉTATS-UNIS
D'AMÉRIQUE

THÈSE

SOUTENUE

DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

PAR

PAN Nai Wei



LYON

Imprimerie BOSC Frères & RIOU

42, Quai Gailleton, 42

Téléphone 63-56

—
1926

Thèse
Lyon
1926.

L'IMMIGRATION ASIATIQUE AUX ÉTATS-UNIS
D'AMÉRIQUE

UNIVERSITÉ DE LYON - FACULTÉ DE DROIT

L'IMMIGRATION
ASIATIQUE AUX ÉTATS-UNIS
D'AMÉRIQUE

THÈSE

SOUTENUE

DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

PAR

PAN Nai Wei



LYON

Imprimerie BOSC Frères & RIOU

42, Quai Gailleton, 42

Téléphone 63-56

—
1936

UNIVERSITÉ DE LYON - FACULTÉ DE DROIT

PROFESSEURS

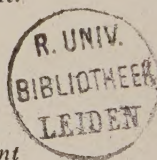
MM

- APPLETON (Charles), *, ☼ I., professeur honoraire.
GARRAUD (René), *, ☼ I., ☒, professeur honoraire, correspondant de l'Institut.
JOSSEMERAND, *, ☼ I., doyen, professeur de Droit civil.
PIC (Paul), * O., ☼ I., professeur de Droit international public.
APPLETON (Jean), O, *, ☼ I., professeur de Droit administratif.
LAMBERT, professeur de Droit comparé.
BOUVIER, ☼ I., professeur de Science financière et de Législation française des finances.
LAMEIRE, ☼ I., professeur d'Histoire de Droit public et de Droit administratif.
LÉVY, *, ☼ I., professeur de Droit civil.
GONNARD, ☼ I., professeur d'Economie politique.
PICARD, ☼ A., professeur de Droit civil.
ANTONELLI, *, ☼ I., professeur d'Histoire des doctrines économiques.
PERROUD, ☼ I., professeur de Procédure civile.
COHENDY (Georges), ☼ A., professeur de Droit commercial général.
GARRAUD (Pierre), ☼ I., professeur de Droit criminel.
ROUBIER, ☼ A., professeur de Droit romain.
MONIER, agrégé, chargé de cours de Droit romain.
HOFFHERR, chargé de cours d'Economie politique.
LAMBERT Jacques, chargé de cours d'histoire du Droit.
BECQ, ☼ I., secrétaire.

MEMBRES DU JURY

- M. P. PIC, Professeur à la Faculté de Droit, *président*
MM. GONNARD, Professeur à la Faculté de Droit }
HOFFHERR, chargé de cours } *assesseurs*

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



L'IMMIGRATION ASIATIQUE AUX ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE

AVANT - PROPOS

Au terme de nos études, nous tenons à nous acquitter ici de notre grand devoir de reconnaissance que nous avons contracté envers tous nos Maîtres. Car, ils ont, par leur enseignement magistral, pris une très large part à la formation de notre esprit scientifique du Droit. Nous les prions de bien vouloir recevoir ici l'hommage de notre grand respect et de notre inaltérable reconnaissance.

Ce serait une ingratitude de notre part si nous ne remercions pas tout d'abord M. le Professeur Pic, qui, toujours, avec son extrême bienveillance, nous a guidé dans le choix de notre sujet et nous a prodigué de précieux conseils pour la préparation de notre travail. Il nous honore grandement en acceptant la présidence du jury de cette thèse. Qu'il nous permette ici de lui exprimer notre sincère gratitude.

Combien nous sommes heureux et émus quand nous jetons un regard en arrière et constatons que, pendant nos longues années d'études passées en France, et particulièrement à la Faculté de Droit de Lyon, nous avons pu rencontrer toutes les meilleures sympathies, dont nous ne saurions trop garder un inoubliable et profond souvenir.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

J.-B. Say a dit : « Chacun a le droit d'aller où il se flatte de respirer plus à l'aise, et c'est de respirer plus à l'aise que de subsister plus facilement ».

Ainsi, le droit d'émigrer nous paraît indiscutable, puisqu'il résulte du droit de vivre, et ne doit être restreint, sauf par des mesures qu'exigent l'ordre public et la paix sociale.

L'homme n'est pas destiné, comme la plante et la plupart des animaux, à demeurer attaché au sol où il a pris naissance ; un instinct, un besoin inné, joints chez quelques individus à un esprit d'aventure et de curiosité, le poussent à avancer devant lui à la recherche de la richesse et du bien-être physique ou moral, à étendre, aussi loin qu'il le peut, son activité. Si l'on reconnaît que l'homme est né libre, il faut lui reconnaître, comme conséquence logique, le droit de vivre librement.

Le mouvement migratoire, considéré d'une façon général, est un mouvement naturel, déterminé par des considérations personnelles, pour des causes, soit morales, soit matérielles, et ne s'arrêtera vraisemblablement que lorsqu'il se sera fait un certain équilibre dans la distribution de l'espèce humaine à la surface du globe.

Sur les premiers mouvements par lesquels les hommes abandonnèrent leurs résidences primitives pour se disperser aux quatre points du monde, nous n'avons, jusqu'à présent, que peu de renseignements ou presque aucun. Cependant, il nous semble qu'ils ont dû être graduels, à commencer par le « vagabondage », qui est en rapport immédiat avec les nécessités alimentaires ou les changements de climat (1).

“ Les véritables mouvements migratoires n'ont commencé que lorsque les hommes furent parvenus à un certain degré de civilisation. D'ailleurs, l'émigration est un des caractères de la civilisation moderne.

Si l'émigration est un fait individuel et déterminée par des considérations personnelles, quant à sa direction, elle est déterminée par de nombreuses causes particulières. En général, les émigrants se dirigent vers des pays peu peuplés, des terres fertiles, où le travail de l'homme est mieux rémunéré par la nature, c'est-à-dire, où l'on a plus de chances de s'enrichir. Cependant, il faut aussi tenir compte de l'accueil que fait le pays d'immigration aux nouveaux arrivants. C'est ainsi que le courant d'émigration du xix^e siècle, laissant de côté les contrées plus riantes et plus fertiles de l'Amérique Centrale et de l'Amérique du Sud, se portait vers l'Amérique du Nord et vers l'Océanie, parce que, dans ces pays, l'émigrant était le bienvenu, au lieu d'être considéré comme un intrus, car l'on savait qu'un travailleur nouveau est une source de richesse pour le pays.

(1) Henry Pratt, Fairchild, Immigration, 1917, p. 2 et 20.

Mais, aujourd'hui, tout ceci a changé. Peuplée et enrichie par les immigrants de tous pays et de toutes races, l'Amérique leur ferme hermétiquement ou presque les portes. Certes, le droit de réglementer l'immigration appartient à chaque pays ; il est une des prérogatives de sa souveraineté ; mais, dans l'exercice de ce droit, il doit y avoir certaines limites, car les mesures trop rigoureuses, prises sans motif sérieux contre les immigrants étrangers, provoquent toujours des représailles. D'ailleurs, elles compliquent inutilement l'administration chargée de les appliquer et souvent nuisent gravement aux industries de la nation.

Au lieu de l'adoption de mesures restrictives, susceptibles d'engendrer des conflits internationaux, il est beaucoup préférable de résoudre le problème de l'immigration par une entente loyale, diplomatique, en vue d'assurer aux ressortissants des puissances contractantes une égale protection, et qu'une coopération volontaire succède à l'âpreté des luttes (1).

Un bon exemple fut donné, pour la première fois, par le traité de travail franco-italien du 15 avril 1904, et depuis, il a été suivi par d'autres pays (2).

(1) P. PIC. Condition juridique des étrangers en France, p. 5.

(2) Le traité de travail est un type de convention diplomatique dont l'objet est de résoudre les conflits nés de la concurrence économique et de l'immigration ouvrière et qui a pour caractéristique l'adoption de principes communs sur le terrain de protection ouvrière et l'égalisation des droits de tous les travailleurs nationaux ou étrangers, sur le territoire de chacun des Etats contractants.

Voir le Traité de l'immigration franco-polonais du 7 septembre 1919 ; le Traité de travail franco-italien du 30 septembre 1919 ; le Traité de l'immigration franco-tchécoslovaque du 20 mars 1920 ; les Traités de travail austro-polonais du 24 juin 1920 et franco-belge du 24 décembre 1924.

Nous constatons d'ailleurs la tendance de constituer un vaste marché englobant des pays industriels au moyen d'accords ayant pour but de consacrer une législation internationale du travail basée sur l'égalité des droits et l'équivalence des garanties légales. A côté des Unions économiques actuelles, qui favorisent et régularisent l'échange des produits ou des idées (Union pour les transports internationaux, Union postale, Union pour la protection de la propriété industrielle, etc...), il faudrait former, par une coopération loyale et féconde des divers gouvernements, une Union internationale pour la protection légale des travailleurs, conforme à l'idéal de justice dont s'honorent les sociétés modernes. Tel est aussi l'esprit partagé par les parties contractantes du Traité de paix de Versailles, qui chargent l'organisation permanente du Travail, entre autres missions, de la défense des intérêts des travailleurs occupés à l'étranger, et parmi les principes qu'elle doit s'efforcer de faire appliquer dans tous les pays, on range la garantie d'un traitement économique équitable à tous les travailleurs résidant légalement dans le pays. Dans ce monde solitaire, on doit comprendre que le bien-être de chacun est la conséquence du bien-être de tous.

Pourtant, à côté de cette évolution heureuse en matière d'immigration, nous voyons que certains pays continuent à maintenir et même à renforcer les mesures restrictives contre l'immigration étrangère par des lois de méfiance, parfois d'une hostilité systématique. Ceci notamment dans les pays anglosaxons. L'Angleterre, déparée de son libéralisme tra-

ditionnel, a pris des mesures rigoureuses contre l'immigration des travailleurs étrangers, se rattachant à une pensée évidente de protectionnisme ouvrier outrancier. L'*Alien Act* de 1905 édictait des mesures déjà rigoureuses, qui furent encore aggravées par l'*Alien Restriction Act* de 1911 et l'*Amendement Act* du 23 décembre 1919. Les mesures exceptionnelles prises pendant la guerre, alors que la nécessité l'exigeait, sont encore maintenues et consolidées après la guerre, par le dernier *Alien Restriction Amendement* de 1919, malgré les protestations indignées de certains représentants devant la Chambre des Communes.

D'ailleurs, les lois sur l'immigration édictées par les grandes colonies britanniques (Australie, Canada, etc.), sont aussi inspirées d'un esprit protectionniste.

Quant aux Etats-Unis d'Amérique, par la dernière loi sur l'immigration, en date du 26 mai 1924, ils contingentent l'immigration de tous les pays du monde qui pourrait être admise sur leur territoire et excluent, d'une façon pure et simple, tous les Asiatiques.

La législation des « *Immigration Acts* » remonte aux Etats-Unis à la loi de mai 1847, par laquelle l'Etat de New-York prend les premières mesures contre l'immigration et crée un « Conseil de Commissaires à l'immigration », et oblige les capitaines à fournir des listes de passagers avec renseignements précis et à donner caution pour le cas où les immigrants débarqués tomberaient à la charge de l'assistance.

Les deux *Acts* votés en 1853 et en 1875 par le Congrès ne furent toutefois que des lois de police (1).

C'est en 1882 que le premier et véritable *Immigration Act* est voté par le Congrès américain.

L'*Immigration Act* du 3 août 1882 établit sur chaque passager un droit de 50 cents, dont le produit doit constituer un « fonds d'immigration » destiné à couvrir les frais de service. Une commission nommée par le Gouverneur de chaque Etat est chargée d'examiner les navires à leur arrivée et de signaler au Receveur des douanes les condamnés, fous, idiots et personnes susceptibles de tomber à la charge publique qui, non autorisés à débarquer, devront être renvoyés à leurs pays.

Une loi du 26 février 1885 défend de favoriser l'immigration aux Etats-Unis des étrangers ayant un contrat de travail, sous peine d'une amende de 1.000 dollars ; il n'y a d'exceptions que pour les artistes, acteurs, chanteurs et conférenciers. Puis, par une loi du 23 février 1887, l'expulsion est autorisée, pendant un an après son arrivée, contre tout étranger ne donnant pas satisfaction aux autorités américaines ou venu avec un contrat de travail.

Plus strict encore, l'*Immigration Act* de 1891 avait ajouté à la liste d'exclus « toutes les personnes pouvant devenir une charge publique, souffrant d'une maladie contagieuse ou dangereuse, ayant été condamnées pour crime ou délit infamant, les polyga-

(1) *Immigration laws and regulations*, publiés par le *Treasury department* à Washington, 1902, p. 13 et suiv.

mes et aussi les personnes dont le billet avait été payé avec l'argent d'autrui ou qui avaient été assistées par autrui pour venir » ; seuls, les délinquants politiques sont exceptés (section I). Les personnes amenant des étrangers d'une classe prohibée sont passibles d'une amende de 1.000 dollars, et le capitaine est obligé de les reconduire au port de départ (section 6). De plus, tous les étrangers d'une classe prohibée et entrés illicitement ou ceux venant de tomber à la charge publique, peuvent être déportés dans l'année (section 2). D'autre part, l'office du Superintendent de l'Immigration est créé et toute une machinerie de l'inspection organisée (sections 7 et 8).

En 1893, nouvelles prescriptions. Les capitaines doivent fournir à l'Officier d'immigration des listes très détaillées de tous les passagers, avec des indications suivantes : « S'il sait lire et écrire ; s'il a payé lui-même son passage ; s'il a de l'argent ; s'il a plus de 30 dollars ; si moins, combien ? S'il vient rejoindre un membre de sa famille, s'il a été en prison, s'il est à la charge de l'assistance, s'il est polygame, s'il a un contrat de travail, s'il est infirme, s'il est dans de bonnes conditions de santé au point de vue physique et moral, etc... » (section 1 et 2). Ces listes doivent être certifiées sous serment par le capitaine et le médecin du bord (section 3), et notons aussi l'organisation d'une enquête devant trois inspecteurs (section 5).

Suivant l'Act du 3 mars 1903, sont exclus comme indésirables : les fous, les idiots, les épileptiques, les personnes ayant eu des crises de folie dans les cinq

dernières années ou deux ou plusieurs crises récentes, les pauvres et personnes pouvant tomber à la charge de l'assistance, les mendiants professionnels, les anarchistes, les personnes atteintes d'une maladie répugnante ou contagieuse, les personnes venant avec un contrat de travail, les prostituées et les souteneurs, les criminels, les polygames, etc..., etc... (section 2).

Tous les étrangers qui sont admis à débarquer doivent acquitter une taxe de 2 dollars.

Une loi du 20 février 1907 est venue renforcer l'Act de 1903, et quelques nouvelles catégories d'indésirables ont été ajoutées, à savoir : les imbéciles, les personnes n'ayant pas une constitution physique parfaite.

La taxe d'entrée est portée à 4 dollars. Enfin, le délai pendant lequel un étranger, entré en fraude de la loi ou tombé à la charge publique, peut être expulsé, est porté à trois ans.

A chaque nouvelle loi, des mesures plus inexorables et souvent vexatoires sont prises contre les immigrants. La loi du 5 février 1917 (1) maintient la taxe de 4 dollars imposée à tout étranger admis à débarquer. La liste des indésirables s'est notablement allongée. Suivant la section 3 de cette loi, ne sont pas admis aux Etats-Unis les catégories ci-dessous d'étrangers : les personnes idiotes, imbéciles, faibles d'esprit, épileptiques et les aliénés, les personnes qui ont eu antérieurement une attaque d'aliénation mentale, les personnes en état d'infériorité mentale constitutionnelle, les alcooliques, les indigents, les mendiants pro-

(1) *Bulletin de l'Office International du Travail*, 1917, Nos 8-9, p. 39.

fessionnels, les vagabonds, les personnes atteintes de tuberculose ou de maladie répugnante, contagieuse, dangereuse ; les personnes non comprises dans les catégories ci-dessus énumérées, chez lesquelles sera constaté, par un certificat émanant d'un médecin chargé de les examiner, quelque insuffisance mentale ou physique de nature à les empêcher de gagner facilement leur vie, les personnes qui ont été reconnues ou qui s'avouent coupables d'un crime, les polygames, les partisans de la polygamie, les anarchistes, les prostituées, les personnes vivant de la prostitution d'autrui, les ouvriers dits engagés par contrat, c'est-à-dire les personnes qui ont été amenées, aidées ou encouragées à l'aide d'offres ou promesses de travail, les personnes qui paraissent devoir constituer une charge publique, les personnes dont le billet ou le passage a été payé par une autre personne ou qui sont assistées par d'autres personnes à leur arrivée, les personnes dont le billet ou le passage est payé directement ou indirectement par une corporation, association, société, municipalité ou gouvernement étranger, les passagers de contrebande, les enfants de moins de 16 ans non accompagnés de leur père ou de leur mère ou de l'un et de l'autre, ou qui ne vont pas les rejoindre, sous cette réserve que le secrétaire d'Etat pourrait admettre ces enfants s'il le juge opportun et s'il estime qu'ils ne semblent pas devoir devenir une charge publique et qu'ils sont admissibles en vertu d'autres dispositions légales.... Dans un délai de trois mois, à compter de la promulgation de la loi de 1917, les personnes âgées de plus de 16 ans, phy-

siquement aptes à lire, mais qui ne savent lire ni l'anglais, ni toute autre langue ou dialect.

Pour l'application de telles dispositions, tous ceux qui arrivent aux Etats-Unis, même les voyageurs qui ne sont pas des immigrants, sont présumés, avant leur débarquement, contrevenants à la loi et obligés à se soumettre à des formalités nombreuses et vexatoires.

D'ailleurs, la Cour suprême des Etats-Unis a décidé (le 3 mai 1905) que les autorités des ports chargées de déterminer quels immigrants appartiennent aux catégories d'exclus, sont investis d'un pouvoir souverain, et qu'en conséquence, un immigrant exclu par ces autorités, est non recevable à se pourvoir devant les cours de justice, même s'il prétend établir qu'il est citoyen américain et non sujet étranger. Cette décision de la Cour suprême a fait encore sensiblement augmenter le nombre d'exclusions arbitraires par les autorités des ports des Etats-Unis. Ainsi, nous voyons que la loi de 1924 n'est que la consolidation du régime hostile contre les immigrants étrangers inauguré depuis 1882 par le Congrès américain.

En dehors de ces mesures législatives générales applicables à tous les immigrants, les Etats-Unis ont pris des mesures spéciales à l'égard des Asiatiques, visant notamment les Chinois et les Japonais. En effet, depuis plus d'une vingtaine d'années, de nombreuses lois fédérales sont votées dans le but d'exclure tous les Asiatiques des Etats-Unis et ils se flattent aujourd'hui d'arriver à leur fermer complètement les portes.

Cette politique anti-asiatique des Etats-Unis insulte

là race jaune, c'est une injustice, une offense qu'ils ont commises vis-à-vis des peuples d'Asie. Elle risquerait un jour de compromettre la paix que le monde veut si ardemment maintenir et que les Américains eux-mêmes prônent si fort. Nous croyons toujours que la question de race peut bien s'arranger sur le terrain diplomatique et nous avons la conviction que d'une entente des peuples pourra sortir une civilisation plus douce, plus féconde qu'aucune des civilisations passées et actuelles.

CHAPITRE PREMIER

Historique de l'Immigration asiatique aux Etats-Unis

SECTION I

L'immigration chinoise

L'immigration chinoise aux Etats-Unis est contemporaine de la mise en valeur du versant de l'Océan Pacifique, après la découverte des mines d'or en Californie (1848). Ce mouvement, d'abord insignifiant, a progressé d'une allure assez rapide à partir de 1854. On estimait à 70.000 le nombre des Chinois qui vinrent dans le pays, au cours des vingt-cinq années suivantes. Ils se fixèrent principalement en Californie, et, plus tard, dans les deux Etats voisins de l'Orégon et de Washington. Quelques milliers se sont répartis dans les autres régions du pays.

Un premier traité de commerce entre la Chine et les Etats-Unis fut déjà signé le 3 juillet 1844, par lequel M. Caleb Cushing, délégué des Etats-Unis, obtenait pour son gouvernement les mêmes avanta-

ges que ceux accordés deux ans plus tôt à l'Angleterre pour son commerce avec la Chine. Onze ans après, en juin 1855, un autre traité fut conclu qui, renouvelant la promesse de protection des citoyens américains en Chine, stipule la sécurité des citoyens Chinois aux Etats-Unis.

Une nouvelle convention, appelée « Traité Burlingame », intervint le 28 juillet 1868 ; les deux parties contractantes reconnaissaient cordialement « le droit inhérent et inaliénable de tout homme à changer de demeure et d'allégeance, ainsi que l'avantage mutuel d'une immigration et d'une émigration libres de leurs citoyens et sujets respectifs d'un pays dans l'autre, soit pour des motifs de curiosité, soit pour affaires, soit pour s'établir en résidence permanente ». La faculté d'entrer aux Etats-Unis, d'y voyager, ou d'y résider est donc parfaitement reconnue aux citoyens chinois, comme elle l'est, d'ailleurs réciproquement, aux citoyens américains dans le territoire de la Chine.

La plupart des immigrants chinois aux Etats-Unis venaient des provinces de Koungtung et Foukien, liés déjà avant leur départ par des contrats de travail et de service. Ils se livrèrent à des occupations variées ; les uns au service domestique, et au travail en plein air ou travail dans la campagne, les autres s'employèrent dans les mines et dans les travaux mécaniques, et un certain nombre furent occupés à la construction des chemins de fer du Pacifique.

Pendant plus d'une vingtaine d'années, les Chinois furent bien accueillis. Mais, en 1878, un premier incident survint. La municipalité de San-Francisco ayant

à faire exécuter d'importants travaux eut recours à la main-d'œuvre chinoise. Cette décision suscita une insurrection de la part des ouvriers américains, dont la répression par les autorités fut longue et difficile. Cet incident à peine clos, un autre survint. Un Chinois commerçant établi depuis de longues années aux Etats-Unis s'avisa de demander la naturalisation. C'était le premier des cas de demande de naturalisation par les Chinois. Il se heurta à un refus formel des tribunaux et ne fut pas plus heureux dans le recours qu'il introduisit à la Cour suprême des Etats-Unis. Or, les lois américaines sur la naturalisation mentionnent que les étrangers, en général, peuvent obtenir la naturalisation. Nous pouvons donc considérer l'arrêt rendu par la Cour suprême comme incontestablement illégal. Ce refus injustifié froissa profondément, et non sans forte raison, les immigrants chinois.

Pourtant, plus tard, les promoteurs de la loi du 5 février 1917 (art. 2169), (39 stat. C. 875, art. 3) refusant aux Chinois (ainsi qu'à toute race autre que la race blanche) le bénéfice de naturalisation prenaient comme principal argument justificatif que les Chinois ne la demandent jamais.

Comment pouvaient-ils dire cela, puisque le premier Chinois, apte d'ailleurs à tous points de vue, qui demanda la naturalisation, se la vit refuser sans motif plausible.

A la suite de ces deux événements fâcheux, les autorités régionales américaines cèdent de plus en plus aux exigences des ouvriers américains. C'est

ainsi que furent votées les lois du Montana et de Nevada. La première prohibant l'emploi des ouvriers chinois dans certaines entreprises d'utilité générale, comme l'irrigation ; la dernière, dans la construction des chemins de fer. Vers la même époque, deux textes votés par le Parlement de la Californie vinrent formuler diverses restrictions de même nature. L'un interdit d'employer les Chinois à des travaux exécutés pour le compte de l'Etat ou des municipalités, l'autre défendit aux fonctionnaires et agents des institutions soumises à la tutelle administrative d'acheter des fournitures produites en totalité ou en partie par le travail des personnes de race mongolienne.

Devant ces mesures vexatoires et prohibitives contre ses citoyens aux Etats-Unis, le gouvernement chinois ne pouvait tarder à protester énergiquement auprès du pouvoir central de Washington, qui chercha un terrain d'entente avec le gouvernement chinois. Par suite de négociations, un arrangement fut signé le 17 novembre 1880, qui reconnaissait aux Etats-Unis le droit de limiter, régler ou suspendre l'immigration des ouvriers chinois (*chinese laborers*) sur leur territoire, lorsque la venue de ces ouvriers ou leur établissement dans le pays leur sembleraient de nature à porter atteinte aux intérêts américains ; toutefois, l'immigration chinoise ne pourrait être prohibée d'une manière définitive, mais seulement temporairement et pour une période de dix ans.

Aussitôt le traité conclu, le Congrès américain s'empressa de le mettre à profit, nous allons dire d'en abuser. Moins de deux ans après la date de l'accord

avec la Chine, il vota, malgré le veto suspensif du Président Arthur, l'Act du 16 mai 1882. Ce texte s'écartait notablement des bases de la convention sino-américaine du 17 novembre 1880 de Pékin, contenant les quatre articles suivants :

Article premier. — Le gouvernement chinois consent à limiter la nouvelle émigration des travailleurs chinois aux Etats-Unis, mais les Etats-Unis ne doivent prendre aucune mesure malveillante à l'égard des immigrants chinois.

Article II. — Les commerçants, missionnaires, étudiants, voyageurs chinois et les travailleurs chinois établis antérieurement aux Etats-Unis jouissent de la libre circulation et de tous droits accordés aux sujets de la nation la plus favorisée.

Article III. — Les Etats-Unis doivent, en vertu des traités conclus, la protection aux citoyens chinois résidant sur leur territoire.

Article IV. — En cas où les Etats-Unis voudraient prendre des mesures restrictives à l'égard des travailleurs chinois, ils devront donner avis préalable au gouvernement chinois et l'accord des deux gouvernements sera nécessaire.

Non seulement, l'Act du 16 mai 1882 interdisait pour une période de dix années l'entrée du territoire fédéral aux personnes de race mongolienne, mais encore il ordonnait l'expulsion à bref délai de toutes celles qui s'y trouvaient à cette époque.

Cette mesure violait non seulement les engagements de la convention de 1880, mais elle violait aussi trop ouvertement les règles générales du droit des gens

pour que le gouvernement chinois ne fut pas fondé à élever sa protestation, ce qu'il ne tarda pas à faire. Le Congrès américain s'en rendit compte et la mesure litigieuse fut rapportée ; néanmoins, un *Act* du 5 juillet 1884 vint interdire aux personnes de race jaune entrées aux Etats-Unis postérieurement à la date du traité (et non seulement à celle de la loi qui l'avait suivi) de continuer à y résider ou séjourner. Contre cette fausse interprétation du traité de 1880, le gouvernement chinois protesta à nouveau ; cependant, il consentit à négocier avec le gouvernement de Washington.

Entre temps, de nombreux Chinois furent tués par des Américains, dans des émeutes regrettables, fomentées par le parti socialiste, particulièrement par Denni's Kearney et quelques-uns de ses amis, dont une particulièrement violente à Rock-Spring, dans le territoire de Wyoming. Les Chinois, en même temps que leur gouvernement protestait devant ces mouvements anti-asiatiques, dont ils étaient maintes fois victimes, ne se sentant plus en sûreté aux Etats-Unis, quittèrent en grand nombre l'Amérique. Ainsi, en 1883, 12,066 Chinois quittèrent les Etats-Unis; en 1884, 14.133, et en 1885, 17.526. Comme suite aux réclamations formulées à l'occasion de ces troubles graves par le gouvernement chinois, le Congrès américain consentit à les accueillir et vota les crédits nécessaires pour indemniser les victimes ou leurs familles.

De nouvelles négociations furent engagées à Washington, entre le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis aux affaires étrangères, M. Bayard, et le Ministre de

la Chine à Washington. Elles aboutirent, le 12 mars 1888, à un traité dont le but principal était d'interdire, pendant une durée de vingt ans, l'entrée des Etats-Unis aux travailleurs chinois. Il était, en outre, stipulé qu'à moins d'avis donné par l'une ou l'autre des parties contractantes six mois au moins avant l'expiration de ce délai, le traité continuerait à être en vigueur pour une nouvelle durée de vingt ans. L'article 2 permettait le retour aux Etats-Unis des travailleurs chinois ayant leur femme légitime, un parent ou grand-parent aux Etats-Unis, ou y possédant une propriété d'une valeur de 1.000 dollars ou des créances de ce taux dont le règlement était pendant. Le traité autorisait d'ailleurs les fonctionnaires, étudiants, professeurs, commerçants et touristes chinois à pénétrer sur le territoire américain, à condition qu'ils fussent munis d'un certificat de leur gouvernement ou du pays de leur dernière résidence.

Mais le gouvernement chinois, voyant que les concessions de sa part étaient allées trop loin, refusa toutefois de ratifier cet acte diplomatique et fit savoir au Représentant des Etats-Unis à Pékin qu'il ne ratifierait ce traité que si la période d'interdiction était abrégée et que si les conditions imposées aux ouvriers chinois pour pouvoir revenir aux Etats-Unis étaient modifiées dans un sens libéral. Le Ministre de la Chine à Washington réclamait également que le certificat de retour fût délivré par le Consul de la Chine, au lieu de l'être par les autorités américaines.

A la suite du refus ou ratification conditionnelle du gouvernement chinois, le Congrès américain vota

successivement deux *Acts* qui aggravaient notablement le régime institué en 1882 et 1884. Le premier en date du 23 septembre 1888 et approuvé le 1^{er} octobre 1888 par le Président des Etats-Unis. Dans son message joint à son approbation, il disait que la justice et la loyauté semblent exiger qu'une loi ou une résolution commune à la Chambre des Représentants et au Sénat décide que pourront débarquer les ouvriers chinois qui, avant le jour où cette loi a été approuvée, se seraient embarqués pour revenir aux Etats-Unis ; au surplus, ceux-ci devraient avoir obtenu légalement, et suivant les formes prescrites, des certificats actuellement délivrés et en vertu desquels ils auraient le droit de revenir d'après les dispositions des lois existantes.

Mais le Congrès ne tint pas compte de la demande du Président et ne prit aucune mesure particulière en faveur des ouvriers chinois qui, porteurs de certificats de retour pour les Etats-Unis, se seraient embarqués avant le vote de la loi.

Un ouvrier chinois, nommé Chac-Chan-Ping, ayant résidé aux Etats-Unis de 1875 au 2 juin 1887, était retourné en Chine, muni d'un certificat l'autorisant à revenir et délivré conformément aux dispositions de la loi du 6 mai 1882, modifiée par l'amendement du 5 juillet 1884. Quand il revint à San-Francisco, le 8 octobre 1888 (1), le Receveur des douanes ne lui permit pas de débarquer, disant que son certificat était devenu nul depuis la loi du 1^{er} octobre 1888.

(1) *Federal Reports*, t. xxxv, p. 431, et *American Law Review*, t. xxiii, p. 140.

L'ouvrier chinois contesta la validité de la loi comme entraînant l'expulsion d'ouvriers chinois contrairement aux dispositions et violant les droits accordés à ces ouvriers par les lois du Congrès. Mais la Cour suprême des Etats-Unis, méconnaissant la non-rétroactivité de la loi et ne tenant aucun compte des droits acquis, reconnut, par un arrêt arbitraire, la validité de la loi du 1^{er} octobre 1888 disant : « La faculté d'exclure les étrangers faisant partie des droits de souveraineté appartenant au gouvernement des Etats-Unis, puisqu'elle lui a été déléguée par la Constitution, peut être mise en mouvement à toute époque... » Ainsi donc, toute permission de revenir accordée aux ouvriers chinois avant la loi du 1^{er} octobre est subordonnée à la volonté du gouvernement (2).

Le second Act (du 5 mai 1892) prorogea pour dix années l'Act de 1882, alors sur le point d'expirer et imposa aux ouvriers chinois résidant aux Etats-Unis l'obligation de se faire immatriculer au *Bureau of Internal Revenue* de leur district et de se munir, dans les six mois, d'un certificat de résidence. Cette pièce devait contenir entre autres indications un signalement très détaillé du titulaire. Le gouvernement chinois déféra, immédiatement après son vote, la loi de 1892 à la Cour suprême des Etats-Unis comme imposant à ses sujets une obligation contraire aux stipulations du traité sino-américain de 1880, qui n'a pas été dénoncé. Mais le pourvoi fut rejeté à égalité de voix par la Cour, après une longue délibération.

(2) J.-B. Moore Digest.

Les négociations entre les gouvernements de Pékin et de Washington, interrompues en 1888, furent reprises en 1894 et aboutirent à la conclusion d'un traité du 17 mars 1894, qui fut ratifié le 8 décembre 1894.

Après avoir affirmé le désir du gouvernement chinois d'interdire lui-même à ses nationaux l'émigration aux Etats-Unis, le traité stipule que « pendant une période de dix ans, ayant pour point de départ la date des ratifications de la convention, l'entrée des ouvriers chinois aux Etats-Unis est suspendue ».

L'article 2 permet le retour aux Etats-Unis des ouvriers chinois dont les noms sont portés sur les registres et qui ont une femme légitime, un parent ou un enfant en Amérique ou qui y possèdent une propriété d'une valeur de 1.000 dollars ou des créances établies par titres ; toutefois, pour pouvoir revenir aux Etats-Unis, les ouvriers chinois devront, avant de quitter le pays, déposer chez le Receveur des douanes de leur district de résidence, une description complète de leur famille, de leurs biens ou de leurs créances et le Receveur des douanes remettra à chacun de ces ouvriers un certificat constatant son désir de revenir. Le droit de retour, fixé pour un délai d'un an à compter de la date de départ, pourra être exercé pendant une période additionnelle qui ne pourra excéder un an, dans le cas où l'ouvrier chinois n'aurait pu revenir plus tôt pour raison de santé ou tout autre cas de force majeure.

L'article 3 déclare que les dispositions de la présente convention n'affectent en aucune manière le

droit accordé aux citoyens chinois qui sont fonctionnaires, commerçants, professeurs, étudiants et touristes, etc..., de venir librement aux Etats-Unis et d'y résider. Pour être admis sur le territoire américain, ils devront néanmoins produire un certificat de leur gouvernement ou du gouvernement de leur dernière résidence, visé par un Représentant diplomatique ou consulaire des Etats-Unis.

Dans l'article 4, le gouvernement américain promet aux citoyens chinois résidant sur son territoire la protection de leur personne et de leurs biens et tous les droits accordés aux citoyens de la nation la plus favorisée. Le gouvernement chinois consent à ne s'opposer aux mesures imposant l'obligation d'enregistrement à ses sujets par la loi du 5 mai 1892, à condition de réciprocité que ces mêmes mesures d'enregistrement seront imposées aux Américains résidant en Chine.

L'article 5 oblige le gouvernement des Etats-Unis à fournir au gouvernement chinois, dans un délai d'un an à partir du jour de l'échange des ratifications de la présente convention et annuellement dans la suite, un rapport indiquant le nom, l'âge, l'occupation et le lieu de résidence de tous les citoyens américains résidant en Chine, à l'exception toutefois des représentants diplomatiques des Etats-Unis, résidant ou voyageant en Chine dans un but officiel et des domestiques attachés à leur personne.

Enfin, l'article 6 prévoit une durée de dix ans pour le traité, et si, six mois avant l'expiration de cette période, aucune des parties contractantes n'a donné

à l'autre l'avis de son intention d'y mettre fin, le présent traité sera renouvelé *ipso facto* pour une autre durée de dix ans.

Plusieurs mois avant l'expiration du délai fixé, le gouvernement de Pékin a fait parvenir à Washington une dénonciation formelle du traité du 8 décembre 1894. Toutefois, rappelons que le traité du 28 juillet 1868 (traité Burlinghame, signé à Washington) (1) n'a été dénoncé par aucun des deux gouvernements et qu'il reste, par conséquent, encore en vigueur.

Depuis la dénonciation du traité de 1894 par la Chine, M. Hay, alors secrétaire d'Etat au Département des affaires étrangères des Etats-Unis, et les représentants du gouvernement chinois ont essayé de négocier une nouvelle convention, mais sans y parvenir.

Cependant, les lois américaines interdisant l'entrée du territoire des Etats-Unis aux ouvriers chinois sont toujours appliquées, malgré les protestations du gouvernement chinois, qui considère, en se basant sur le traité de 1868, que ces lois sont contraires aux engagements pris par le gouvernement américain.

D'ailleurs, M. Chester Holcombe, ancien secrétaire de la légation des Etats-Unis à Pékin et membre de la *Chinese Immigration Commission* de 1880, soulève une question fort intéressante et son point de vue ne fait que confirmer celui du gouvernement chinois.

« Comme nous venons de le voir, dit-il, le traité de 1894 a été dénoncé par la Chine. Ce traité avait été substitué à une convention du 17 novembre 1880

(1) V. Suffra. p. 20.

et l'a annulée. Les Etats-Unis se trouvent donc aujourd'hui dénués de pouvoir et d'autorité pour empêcher l'immigration des travailleurs chinois et toute exclusion prononcée depuis le 8 décembre 1904 (date de la dénonciation par la Chine du traité de 1894) est illégale comme inconstitutionnelle. Le traité de 1868 seul n'a pas été dénoncé. Il est encore aujourd'hui en vigueur et cela est incontesté aux Etats-Unis. Or, ce traité a posé un principe large et fondamental, à savoir que tout être humain pouvait, à son gré, changer son lieu de résidence et sa nationalité. Ce fut ce principe fondamental qui rendit nécessaire de nouvelles négociations pour restreindre l'entrée des Chinois aux Etats-Unis. Le gouvernement chinois ne céda à une demande qui ne pouvait que lui être désagréable, puisqu'elle fermait à une partie de ses citoyens un pays qui restait ouvert aux sujets de toutes les autres nations, qu'à deux conditions : que l'interdiction des ouvriers chinois ne serait que temporaire ; que les lois réglant leur immigration seraient libérales. C'est cette seconde condition qui, n'étant pas observée, a amené la dénonciation à l'expiration du délai prévu de la convention de 1894. Si cette convention a cessé d'avoir force exécutoire, le principe énoncé plus haut lie les Etats-Unis et ouvre toute grande la porte aux Chinois. » (1)

Le raisonnement de M. Chester Holcombe est fort juste. En effet, il est dit, dans le préambule de la convention du 17 novembre 1880 : « Attendu que le

(1) CHESTER HOLCOMBE. *The question of Chinese exclusion Out look*, 5 juillet 1905,

gouvernement des Etats-Unis, à cause de l'augmentation croissante des travailleurs chinois sur le territoire américain et les inconvénients résultant d'une telle immigration, désire négocier une *modification* des traités existants qui ne sera pas en contradiction directe avec *l'esprit de ces derniers* ». Et la convention du 8 décembre 1894 s'exprime ainsi : « Attendu que le 17 novembre 1880 un traité a été conclu entre la Chine et les Etats-Unis en vue de régulariser, de limiter ou de suspendre l'émigration des ouvriers chinois aux Etats-Unis.... ». Ni le traité de 1880, ni celui de 1894 n'ont donc abrogé la convention de 1868 qui est, par conséquent, toujours en vigueur, donc, l'inconstitutionnalité de toute exclusion, après la dénonciation du traité de 1894, ne peut plus être contestée.

« La politique des Etats-Unis à l'égard des ouvriers chinois est indigne d'un grand pays, écrit encore M. Chester Holcombe, alors que nous avons accueilli et admis au bienfait de la naturalisation des citoyens de toutes les autres nationalités, parmi lesquels se trouvaient les auteurs des troubles contre les Chinois et nous avons plutôt puni que protégé ces derniers qui étaient leur innocentes victimes. Il va sans dire qu'un changement radical dans la législation s'impose. Après nous être assurés du consentement de la Chine à une restriction qui ne serait, aux termes de la convention, que provisoire et libérale, nous avons voté des lois draconiennes qui méconnaissaient toutes les réserves formulées dans le traité et étaient en même temps qu'une insulte pour la Chine, une honte

pour les Etats-Unis. Tout Chinois, même marchand, voyageur ou étudiant était gardé à bord du navire et présumé violer la loi jusqu'à preuve du contraire ! Le système de mensuration Bertillon leur était appliqué... Aucun homme intelligent et impartial ne peut approuver une telle interprétation d'une restriction, qui était peut-être en elle-même raisonnable, et un tel abus d'un privilège accordé par la Chine au gouvernement américain, à l'encontre de son orgueil national et au désavantage de ses sujets. Bien plus, on ne peut s'empêcher de sympathiser au refus du Ministre de la Chine à Washington d'approuver toute nouvelle mesure de restriction. Notre propre orgueil national et notre bon renom exigent qu'on mette fin à tout jamais à toute mesure de ce genre. »

M. Chester Holcombe est compétent, par sa connaissance sur la question d'immigration chinoise, et son plaidoyer plein de justice et de bon sens mérite d'attirer l'attention du législateur américain ; mais, malheureusement, celui-ci ne l'écoute guère.

En 1882, les représentants de l'Etat de Californie avaient cherché, sans y parvenir, à obtenir du Congrès le vote d'un texte interdisant l'immigration chinoise à titre définitif. Quand la question du second renouvellement de l'Act de 1882 vint à se poser, ils reprirent leurs anciennes propositions. Malgré les efforts faits par le gouvernement chinois auprès de Washington, afin d'empêcher le vote de l'Act d'exclusion, le Congrès consolida le régime d'exclusion contre l'immigration chinoise par l'Act du 29 avril 1902.

Aux termes de l'Act de 1902, modifié le 27 avril 1904, sur des points de détail, l'entrée du territoire est interdite aux personnes de race chinoise, quelle que soit leur nationalité, exception faite pour les fonctionnaires, professeurs, commerçants, étudiants et touristes, qui continuent à être admis, comme par le passé.

Toute infraction à cette prohibition entraîne l'application de peines très sévères : la déportation pour l'immigrant, une amende considérable et l'emprisonnement pour les personnes ayant provoqué ou favorisé l'entrée des immigrants délinquants sur le territoire américain. Si cette entrée a eu lieu par voie de terre, les pénalités consistent en une amende de 1.000 dollars et un emprisonnement d'un an. Si, au contraire, l'introduction a eu lieu par voie de mer, le capitaine de navire, à son défaut l'armateur ou le consignataire dans l'ordre, est passible de 500 à 1.000 dollars d'amende et d'un emprisonnement d'un à cinq ans, sans préjudice de la confiscation du bâtiment. Au cas d'introduction frauduleuse de plusieurs ouvriers chinois simultanément, les complices seront l'objet d'une poursuite distincte, à raison du concours prêté à chacun d'eux (1).

D'autres mesures viennent après, pour renforcer ce régime d'exclusion des immigrants de race chinoise, parmi lesquelles, citons : l'arrêté du 23 décembre 1904, du Gouverneur des Iles Philippines, sur le départ des Chinois résidant aux Iles Philippines qui

(1) M. DEWAVRIN. La législation sur l'immigration aux Etats-Unis. Questions diplomatiques et coloniales, mars 1912,

se rendent à d'autres parties ou possessions des Etats-Unis ; l'Act du 5 février 1917 sur l'immigration (générale) ; le règlement du 1^{er} mai 1917 régissant l'admission des Chinois.

Enfin, la dernière loi du 26 mai 1924 sur l'immigration aux Etats-Unis exclut, cette fois, non seulement les personnes de race chinoise, mais, d'une manière générale, tous les Asiatiques. En effet, la section 13 C de cette loi est ainsi conçue : « Aucun étranger inadmissible au droit de cité ne sera admis aux Etats-Unis, à moins que cet étranger : 1° ne soit admissible en qualité d'immigrant non contingenté ; 2° qu'il ne s'agisse de la femme ou de l'enfant célibataire, âgé de moins de 18 ans, d'un immigrant admissible aux termes du paragraphe (d) de l'article 13 ; ou 3° qu'il ne soit pas un immigrant tombant sous la définition de l'article 3, c'est-à-dire fonctionnaires et leur suite, touristes, commerçants, marins étrangers... etc...

Or, comme nous allons le voir dans la troisième section du présent chapitre, d'après la loi du 5 février 1917, les Etats-Unis excluaient déjà la plupart des Asiatiques comme immigrants, et la Cour suprême des Etats-Unis, se basant sur cette loi, déclarait que tous les Asiatiques n'ont pas le bénéfice de devenir, par naturalisation, citoyens américains.

C'est donc une exclusion pure et simple que l'article 13 C de la loi de 1924 stipule pour les Asiatiques.

Pour justifier les mesures législatives de l'exclusion chinoise, d'ailleurs contraires au droit, comme nous l'avons déjà démontré, on a mis en avant bien des arguments qui sont faciles à réfuter.

On reprochait aux ouvriers chinois de venir gagner de l'argent aux Etats-Unis et de retourner ensuite dans leur pays et de ne pas devenir Américains. Or, une enquête (faite en 1905) a démontré que, pour une période de dix ans de travail passée aux Etats-Unis, chaque ouvrier chinois n'avait pu amassé 500 dollars (1). Bien au contraire, les ouvriers chinois émigrants dépensent souvent trop, sans penser aux dépenses de leurs familles restant en Chine, auxquelles ils devaient subvenir par une part de leurs salaires. Ainsi, l'article 10 de la loi chinoise du 21 avril 1918 sur l'émigration ouvrière (2) prescrit que 20 % au moins du salaire de l'ouvrier émigrant seront réservés pour les dépenses de sa famille ; l'employeur devra retenir mensuellement cette somme sur le salaire de l'ouvrier et la remettre au Directeur du Bureau de l'émigration ouvrière de l'Etat. Ce Directeur transmettra la somme à la succursale d'une banque en Chine, désignée par lui, laquelle succursale remettra cette somme à la famille de l'ouvrier. Si les ouvriers chinois émigrants amassaient l'argent gagné pour l'emporter dans leur pays, la loi chinoise n'aurait pas eu besoin d'édicter cette mesure de retenue sur le salaire de l'ouvrier.

D'ailleurs, les Etats-Unis s'enrichissaient sûrement plus par le travail des ouvriers chinois que ceux-ci ne s'enrichissaient par le salaire qu'ils gagnaient. Et, encore, si le salaire des ouvriers chinois était infé-

(1) Art. cité CHESTER HOLCOMBE.

(2) Migrations, p. 55, *Bulletin de l'Office International du Travail*, 1918.

rieur à celui des ouvriers américains, c'est qu'ils furent victimes de marchandages des entrepreneurs et employeurs américains et non pas parce qu'ils voulaient abaisser leur salaire pour faire concurrence à la main-d'œuvre américaine. Pourtant, au lieu de les protéger, comme il le devait, contre ces abus des employeurs américains, le gouvernement américain prenait ce fait comme argument pour l'exclusion des ouvriers chinois, parce qu'ils acceptaient un salaire inférieur à celui des ouvriers américains !

Quant à dire que les Chinois immigrants ne veulent pas devenir américains; nous devons rappeler que le premier cas de demande de naturalisation par un commerçant chinois, fut refusé vexatoirement par le Tribunal et la Cour suprême des Etats-Unis (1), et ce n'est que depuis ce refus sans motif que les Chinois ne veulent guère se faire naturaliser américains. A quoi bon? puisque leur demande serait presque sûrement refusée.

On dit également qu'une assimilation n'est pas possible entre la race américaine et la race chinoise. Cependant, on observera qu'on doit s'attendre à ce que peu d'immigrants étrangers puissent s'assimiler à leur nouveau milieu en une seule génération. Or, le temps écoulé depuis la date de la première immigration asiatique jusqu'au vote de la loi excluant les Chinois est trop court pour permettre de se faire une opinion définitive sur les qualités d'adaptation et d'assimilation de ces immigrants comparés aux

(1). Voir plus haut, p. 11.

colons étrangers des races classées comme aptes à acquérir le droit de nationalité en Amérique. Que l'on remarque encore que le progrès dans l'assimilation ne peut se développer que dans une atmosphère sympathique d'un traitement juste et équitable. Son développement ne peut qu'être entravé sous la pression de différence de traitements, comme celles auxquelles les Asiatiques ont été soumis sur le territoire américain.

Il n'est pas juste de se plaindre de l'inaptitude qu'ont les Asiatiques à se fondre dans la communauté sociale américaine, alors que ce même milieu décide de les tenir écartés du reste de ses membres. Que l'on regarde aussi que dans les universités américaines, les Chinois, Japonais sympathisent parfaitement avec les Américains, professeurs comme étudiants, car dans ce milieu universitaire, tous les étrangers reçoivent le même traitement sans différence ; tandis que les organisations ouvrières américaines, même d'un caractère amicale, n'admettent pas les Asiatiques.

Comme écho à ces mesures exclusives à l'égard des ouvriers chinois, un mouvement parti de Shanghai et qui s'est propagé dans toute la Chine, propose de boycotter le commerce américain. Devant ce boycott général, les filateurs du Sud, avec unanimité, s'élevèrent contre la politique d'exclusion. Le Far-West demande un retour à des procédés plus libéraux et la Chambre de commerce de Portland (Orégon) a adressé au Président Roosevelt une lettre qui affirmait clairement que les Etats du Pacifique ne sont pas plus en faveur de l'exclusion que les autres parties

de l'Union. Le document en question proposait de laisser entrer les travailleurs chinois aux Etats-Unis chaque année dans la proportion de 1/10 de 1 % de la population totale de l'Union.

Ainsi, nous constatons que la politique américaine d'exclusion des ouvriers chinois n'est justifiée par aucune raison.

D'ailleurs, la législation sur l'immigration chinoise est aussi jugée sévèrement par ceux-là même qui sont chargés de l'appliquer. Le Commissaire général de l'immigration déclare dans son rapport de 1909 que « cette législation est d'une sévérité injustifiée (*unduly harsh*) sur des points où la rigueur ne peut être que nuisible, et, d'après M. Noroh, Commissaire à San-Francisco, la loi d'exclusion contre les Chinois de 1902, telle qu'elle figure dans les statuts, est aussi incomplète, inefficace et déraisonnable... »

Malheureusement, il y avait au fond du problème de l'immigration chinoise une question électorale. Sur ce point, laissons parler M. Chester Holcombe : « Nous avons eu aux Etats-Unis bien des preuves et bien des exemples de fait que les leaders des grands partis politiques mêlent aux luttes des partisans des questions qui ne devraient y avoir aucune place, ignorent complètement et souvent compromettent les intérêts publics autrement plus importants que le succès de tel ou tel candidat. Il en fut ainsi pour l'exclusion des ouvriers chinois. Les leaders des deux grands partis nationaux n'étaient, en principe, nullement partisans de l'exclusion des travailleurs chinois ; mais chacun s'en empara comme d'une massue contre l'au-

tre dans la lutte pour la suprématie sur la Côte du Pacifique. »

Quoiqu'il en soit, nous ne cesserons de dire : Limiter et contrôler l'immigration sur son propre territoire, est une des prérogatives de la souveraineté de chaque Etat ; mais il ne doit, dans l'exercice de ce droit, commettre aucune injustice flagrante à l'égard d'une nation étrangère, au mépris du respect des accords internationaux et règles ordinaires du droit des gens.

La Chine, pas plus que les autres nations, n'a le moindre motif de souhaiter que ses enfants aillent vers des régions où l'on ne veut pas beaucoup d'eux ; mais elle veut que ses citoyens soient traités avec équité et courtoisie.

SECTION II

Immigration japonaise

Vers la fin du XIX^e siècle, des Japonais commençaient d'émigrer sur la Côte occidentale des Etats-Unis et dans l'île de Hawaï ; mais cette émigration prit assez rapidement depuis une certaine extension. Cependant, le nombre des Japonais aux Etats-Unis a été beaucoup moins fort qu'on ne l'imagine. En 1890, on y comptait 2.039 Japonais ; en 1920, 111.010. De plus, la proportion à l'égard de la population totale est assez faible et la Californie où se trouve le plus grand nombre d'immigrants japonais n'en compte, en 1924, que 54.000 sur un total de 3.427.000 habitants, soit moins de 2 % (1). Dans l'île de Hawaï, territoire sous la dépendance des Etats-Unis depuis 1898, il y avait en 1923, environ 120.000 Japonais.

Remarquons d'abord que les immigrants japonais

(1) Art. de L. ARCHIMBAUD, *Revue du Pacifique*, juillet 1924 : Le différend entre l'Amérique et le Japon.

ont toujours été moins populaires sur la Côte du Pacifique que dans le reste des Etats-Unis.

Pendant des années, l'immigration japonaise était soumise au régime du droit commun. Or, depuis la guerre russo-japonaise, l'hostilité des Américains contre les Japonais est manifeste et cela ressort clairement du fait que les différentes chambres législatives de la Californie ont demandé, maintes fois, au Congrès, d'étendre aux Japonais les lois d'exclusion.

En même temps, un mouvement anti-japonais s'est produit sur le terrain politique national à l'occasion de l'élection présidentielle. Les votes de Californie vont au candidat qui aura inscrit dans son programme l'exclusion des Japonais.

Le renvoi des élèves japonais des écoles publiques ordinaires de San-Francisco a amené un incident diplomatique qui, sans l'habileté du Président des Etats-Unis, aurait peut-être déchaîné une guerre entre le Japon et les Etats-Unis.

Dans sa séance du 11 octobre 1906, le *Board of Education* de San-Francisco prenait la résolution suivante :

« Conformément à l'article X, section 1662 de la loi des écoles de Californie, à partir du 15 octobre, les Directeurs doivent envoyer tous les enfants chinois, japonais ou coréens à l'école orientale publique, située sur la façade sud de Clay street, entre Powell et Mason streets. »

Déjà, le 6 mai 1905, le même Board of Education avait publié qu'il était « résolu à installer des écoles séparées à l'usage des élèves chinois et japonais, non

seulement pour aérer les écoles actuellement encombrées, mais encore en vertu de cette idée que l'on ne doit pas exposer les enfants américains au contact des élèves de race mongole. »

Ces deux résolutions de 1905 et 1906 sont dues à la propagande de la *Japanese and Korean Exclusion League*, qui s'est formée pour obtenir du Congrès des Etats-Unis un *act* excluant les Japonais et Coréens. Dès le 22 octobre 1905, la ligue avait dépêché son comité exécutif au *Board of Education* pour demander que des écoles fussent réservées aux enfants mongols de San-Francisco.

Le 15 octobre 1906, jour où la décision du Comité scolaire devenait effective, 93 élèves japonais suivaient les cours des écoles publiques : 68 étaient nés au Japon, 25 aux Etats-Unis. Ceux-ci, en vertu de l'article XIV^e de la Constitution américaine peuvent devenir citoyens des Etats-Unis et de l'Etat où ils résident ; comme tels, ils sont soumis aux lois de la nation aussi bien que de l'Etat. Les 93 élèves étaient répartis entre 23 écoles primaires et selon leurs connaissances entre les 8 degrés des *public-schools*.

L'Ecole orientale publique qu'on réservait à ces enfants est dans la partie brûlée de San-Francisco, une bâtisse provisoire construite après le tremblement de terre. Le programme d'études y est le même que dans les autres écoles ; mais les Japonais vivaient dispersés dans les divers quartiers de la ville, qui sont mal desservis depuis le tremblement de terre ; les forcer à ne fréquenter que cette école, c'était empêcher beaucoup d'entre eux de profiter de l'enseignement scolaire.

La majorité des professeurs s'accordaient à dire que ces enfants mongols s'étaient toujours bien conduits, qu'ils étaient propres et, en général, d'esprit très vif. San-Francisco était la seule ville à prendre de telles mesures ; les étudiants chinois et japonais étaient admis et appréciés à l'*University of California* (Kerkeley) institution d'Etat, et à l'autre Université de Californie, l'*Université libre de Laland Stanford*.

La plupart des éducateurs de l'Etat reconnurent que les Japonais et Chinois devaient avoir les mêmes privilèges scolaires que les autres étrangers. Néanmoins, le *Board of Education* refusa de revenir sur sa décision, disant que, du moment qu'une école spéciale existait pour les enfants chinois, japonais et coréens, ceux-ci n'en devaient fréquenter une autre (1).

Le 24 octobre, le Consul du Japon à San-Francisco écrivait au Gouverneur de l'Etat de Californie pour lui demander d'intervenir. Il invoquait le traité Gresham-Kurino du 22 novembre 1894, qui assurait aux Japonais habitant aux Etats-Unis, en tout ce qui concerne la résidence, les mêmes privilèges, libertés ou droits que ceux dont jouissent les citoyens américains ou les sujets de la nation la plus favorisée. Il faisait ressortir que le droit des Japonais aux avantages d'un moyen commun d'éducation, aux charges duquel ils contribuaient dans une juste proportion, est fondamentalement compris dans le droit de résidence ; ce dernier étant le droit à une égale facilité pour trouver du travail ou exercer une profession quelconque.

(1) Louis AUBERT. *Américains et Japonais*, p. 111 et s.

En effet, le traité de 1894 prévoit que les citoyens ou sujets de chacun des deux Etats auront pleine liberté d'entrer, de voyager, ou de résider dans n'importe quelle partie du territoire de chaque Etat contractant et jouiront d'une entière et parfaite protection pour leur personne et leurs propriétés. En ce qui concerne le droit de résidence et de voyage, les citoyens ou sujets des deux parties contractantes jouiront sur le territoire de l'autre des mêmes privilèges, libertés et droits et ne seront soumis en ces matières à aucun impôt ou charge plus lourds que ceux imposés aux nationaux, citoyens ou sujets de la nation la plus favorisée (2).

Le Gouverneur Pardec répondit que la Constitution lui défendait d'intervenir ; mais la thèse du Consul Japonais de San-Francisco, soutenue par l'ambassadeur du Japon de San-Francisco, fut acceptée sans difficulté par le Gouverneur fédéral, et le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, M. Root, envoya à M. Wright, alors ambassadeur des Etats-Unis à Tokio, un câblogramme le chargeant d'assurer au Gouvernement japonais que les Etats-Unis n'admettaient à aucun moment l'idée d'un traitement à l'égard du peuple japonais qui différerait du traitement accordé aux nationaux d'une nation européenne amie et que le Président avait invité le département de la Justice à faire une enquête immédiate et à prendre les mesures que réclamaient les circonstances pour maintenir les droits reconnus aux Japonais par les traités.

(2) *Columbia Review*, février 1907, art. M. Siméon E. BALWIN.

D'autre part, le Gouvernement japonais maintint que partout, aux Etats-Unis, le droit à l'instruction est compris dans le droit de résidence et que ses nationaux, en vertu de la clause de la nation la plus favorisée, avaient, comme les enfants des autres nations : Français, Italiens ou Allemands, droit aux *public-schools* ; or, suivant l'article 6 de la Constitution américaine « tous les traités conclus ou à conclure sous l'autorité des Etats-Unis, seront la loi suprême du pays, et les Juges, dans chaque Etat, sont tenus de l'observer, même si la Constitution ou les lois de l'Etat y contredisent. » Le Japon réclama du Gouvernement fédéral qu'il fit respecter en Californie le traité de 1894.

Le Gouvernement fédéral usa de toute son influence pour amener les autorités scolaires de San-Francisco à modifier la résolution qu'elles avaient prises. La thèse juridique du Gouvernement fédéral était presque la même que celle du Gouvernement de Tokio. Il prétendait :

1° Que l'acte du *Board of Education* de San-Francisco n'était pas justifié par la loi même de l'Etat de Californie.

2° Qu'au cas où la loi californienne le justifierait, la résolution serait nulle et non avenue, comme faite en violation du traité du 22 novembre 1894.

A ce propos, M. J. Barthélemy écrit (1) qu'au point de vue international, la question ne saurait faire de

(1) J. BARTHÉLEMY, « L'exclusion des élèves japonais des écoles publiques de San-Francisco ». *Revue de Droit international public*, sept. 1907,

doute : Un Etat a pris un engagement international, l'Etat co-contractant peut lui en réclamer l'exécution. Le Gouvernement débiteur de l'obligation ne saurait être admis à prétendre que, d'après la Constitution, il n'avait pas qualité de prendre l'engagement. L'Etat créancier n'a pas à entrer dans ces détails d'administration intérieure. Un traité qui dépasse la compétence constitutionnelle n'est pas nul pour cela. Il ne faut pas appliquer ici les règles du droit privé et assimiler le Gouvernement à un mineur qui aurait fait seul un contrat exigeant l'intervention du conseil de famille. Les parties ne sont pas, en effet, ici, deux individus devant obéissance à la même loi ; ce sont deux êtres à part, indépendants l'un de l'autre, et chacun n'a pas à observer la constitution de son co-contractant. Il a seulement besoin de savoir quelle est l'autorité compétente pour négocier et ratifier les traités. C'est là, la seule portée du principe posé par Vattel : « C'est dans les lois fondamentales de chaque Etat qu'il faut voir quelle est la puissance capable de contracter valablement au nom de l'Etat. » En dehors de ce point, il n'est tenu de se soumettre au droit constitutionnel de l'autre puissance. On lui refuserait évidemment toute compétence pour interpréter ce droit constitutionnel, et, dès lors, il devrait se soumettre à la décision des autorités intérieures de cet Etat, ce qui serait contraire à sa souveraineté. A l'extérieur, le pays est valablement représenté par le Gouvernement, les dispositions d'ordre intérieur qui limitent ou définissent les pouvoirs de ce Gouvernement, n'ont pas de valeur internationale. Les Etats-Unis sont

liés par le traité signé par le Gouvernement fédéral, même excédant sa compétence. Ils pourront seulement demander des comptes au Gouvernement fédéral.

Au point de vue constitutionnel, la question est plus délicate. La Constitution américaine a accordé au Gouvernement fédéral le pouvoir de conclure des traités : « Le Président pourra conclure des traités avec l'assentiment des deux tiers des membres du Sénat. La présente constitution et les lois qui seront faites en vertu d'elle et les traités déjà conclus ou qui seront conclus sous l'autorité des Etats-Unis (*under the authority of the United States*) seront la loi suprême (*the supreme law*) du pays. » Les juges de chaque Etat seront liés par un traité, nonobstant la constitution ou les lois de chaque Etat particulier. La Cour suprême des Etats-Unis, par de nombreux arrêts, a admis la règle que les statuts d'un Etat doivent s'incliner devant les traités.

Cependant, le conflit entre le Gouvernement fédéral et le Gouvernement de Californie menaçait de s'éterniser (1).

(1) L'hostilité contre les Japonais fut soulignée par le boycott organisé en octobre 1906 contre les restaurants japonais et par des attaques dirigées contre les Japonais. Du 3 au 24 octobre, le syndicat des cuisiniers et des garçons boycotta les restaurants japonais de San-Francisco. A leur porte, on distribuait des boîtes d'allumettes sur lesquelles on lisait : « Blancs, hommes et femmes, ne patronnez que votre propre race ». On empêchait les clients d'entrer et, sous l'œil bienveillant de la police, on jetait des pierres dans les façades. Une ou deux fois, elles atteignirent les propriétaires. Un patron japonais s'inquiétait de la durée probable du boycott, on lui répondit : « Cela ne finira pas tant que les Japonais n'auront pas fermé boutique, fait leurs paquets et ne seront pas retournés dans leur pays ». L'Union des Restau-

L'Etat de Californie refusait de céder et le Gouvernement de Washington, redoutant une guerre avec le Japon, soutenait les prétentions de celui-ci. La seule solution du conflit, vraiment légale au point de vue constitutionnel, c'était de soumettre la question aux tribunaux. Deux procédures furent engagées au mois de janvier 1907 : l'une, devant la Cour de l'Etat de Californie pour obtenir un ordre (*Writ of Mandamus*) enjoignant aux directeurs d'écoles publiques d'admettre les élèves japonais dans leurs écoles ; l'autre, devant la Cour de circuit, afin d'obtenir un *writ of subpoena*, c'est-à-dire, une sommation judiciaire sanctionnée par des astreints, de se soumettre à la prétention des demandeurs.

Le Président Roosevelt pensa que l'intervention judiciaire ne ferait qu'envenimer le conflit. Si les tribunaux donnaient raison aux autorités scolaires de San-Francisco, les prétentions du Gouvernement fédéral d'exercer un contrôle sur la conduite des Etats (particuliers) seraient définitivement condamnées, ce que M. Roosevelt voulait à tout prix éviter ; c'était ensuite l'impossibilité de donner satisfaction au Gouvernement du Japon et probablement une guerre internationale. Si les tribunaux donnaient tort aux autorités scolaires de San-Francisco, il était à craindre que la Californie n'opposât une résistance acharnée.

rants Japonais de San-Francisco demanda à s'affilier au syndicat, mais essuya un refus ; alors, elle proposa de verser au chef des boycotteurs une somme de 550 dollars ; après l'envoi d'un premier chèque de 100 dollars, le boycott s'arrêta (L. AUBERT. *Les Américains et les Japonais*, p. 118 et 119).

Le Gouvernement fédéral aurait dû imposer le respect des décisions de la justice, et c'eût été la guerre civile (1).

M. Roosevelt sortit de cette impasse par des négociations. Avant qu'aucun jugement fût intervenu, il invita le Bureau d'Education (*the Board of Education*) de San-Francisco à venir conférer avec lui. Son invitation fût acceptée et le Bureau d'Education se rendit à Washington. Le résultat de six conférences successives fut résumé dans un procès-verbal, signé par le Président Roosevelt et le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, M. Root, d'une part et par le Maire de San-Francisco et le Bureau d'Education, d'autre part.

Le Bureau d'Education rapporta sa résolution du 11 octobre 1906 et décida :

1° Les enfants de race étrangère qui parlent la langue anglaise, afin de déterminer le degré propre pour lequel ils sont aptes à être inscrits, devront être d'abord examinés au point de vue de leurs capacités par le Directeur de l'école où leur inscription doit être faite ;

2° Les enfants de naissance étrangère ayant dépassé les âges de 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16 ans doivent être respectivement inscrits dans l'une des 1^e, 2^e, 3^e, 4^e, 5^e, 6^e, 7^e, 8^e classes ;

3° Si l'un des dits étrangers est trouvé insuffisant dans son aptitude à parler, ou insuffisant dans les éléments de la langue anglaise ou inapte à suivre les classes mentionnées ; ces enfants seront inscrits dans

(1) J. BARTHÉLEMY, article cité.

une école ou dans une classe spéciale, exclusivement établie pour eux dans des conditions que le *Board of Education* jugera bonnes et trouvera expédientes.

Ainsi, la distinction de race dans les écoles publiques des Etats-Unis fut désormais supprimée. Le Japon, ayant obtenu satisfaction dans cette affaire des écoles de San-Francisco, consentait, en retour, à restreindre par lui-même l'immigration de ses nationaux aux Etats-Unis et s'abstenait d'élever des réclamations contre l'*Immigration Bill*, voté par le Congrès et signé par le Président des Etats-Unis le 20 février 1907. D'après cette loi, les sujets japonais ne peuvent plus désormais pénétrer aux Etats-Unis sans passeport. En fait, le Gouvernement Japonais n'accordait de passeports aux ouvriers que pour les îles Philippines et Hawaï ; mais ceux-ci ne considéraient leur séjour dans les possessions insulaires que comme un stage, avant de passer sur le territoire continental américain. Le passage d'un territoire américain sur un autre territoire américain n'étant pas considéré comme d'immigration, les autorités américaines se trouvaient désarmées devant cette immigration masquée. En vertu de l'Act de 1907 (art. 1 *in fine*), le Gouvernement fédéral lorsqu'il a acquis la conviction que les passeports délivrés par un gouvernement étranger pour se rendre dans un pays étranger ou dans la zone du canal de Panama, sont employés par les porteurs pour pénétrer dans le territoire continental des Etats-Unis au détriment de la main-d'œuvre américaine, aura le droit de refuser l'accès de son territoire continental.

L'*Immigration Act* de 1907 pouvait être considéré comme violant le traité Gresham-Kurino qui stipulait la libre admission réciproque des sujets des deux nations. On s'attendait à des protestations de la part du Gouvernement japonais. Cependant, le Gouvernement fédéral fut surpris agréablement quand il reçut, le 22 février 1907, le télégramme de Tokio donnant l'approbation sans réserve à l'*Immigration Act* qui venait d'être promulgué par le Président des Etats-Unis.

L'*Immigration Act* de 1907, refusant l'accès du territoire continental aux étrangers porteurs de passeports pour les possessions insulaires, ferme les Etats-Unis à la plupart des émigrants japonais. En effet, le Gouvernement japonais s'était engagé, en mars 1907, à ne livrer de passeport aux travailleurs que pour les colonies américaines. Nous voyons que c'est encore une nouvelle catégorie qui est venue s'ajouter à la liste des Indésirables.

Un mois après le vote de l'Act du 20 février 1907, les Gouvernements japonais et américains ont signé, après plusieurs échanges de notes, le *Gentlemen's agreement* (arrangement d'honneur). En voici les grandes lignes (1) :

1° Le Gouvernement japonais prend l'engagement de ne livrer de passeport aux ouvriers pour le continent américain ;

2° Le Japon reconnaît au Gouvernement fédéral le droit de refuser l'accès de son territoire aux ouvriers

(1) K. K. KAWAKAMI, *The Real Japanese question*, p. 64 et 65.

japonais non porteurs de passeport pour les Etats-Unis ;

3° Le Gouvernement japonais ne délivrera de passeport qu'aux personnes appartenant aux catégories suivantes :

a) Non-travailleurs (*non laborers*), tels que : les fonctionnaires, les touristes, les commerçants, les professeurs, les étudiants, etc...

b) Les japonais qui résidaient déjà aux Etats-Unis avant 1907, sans distinction de travailleurs ou non-travailleurs ;

c) Les personnes possédant des intérêts agricoles dans le continent des Etats-Unis et qui veulent retourner dans ce pays pour les exploiter.

Un décret du Président Roosevelt, en date du 14 mars, vint interdire l'entrée des Etats-Unis, aux ouvriers japonais venant des îles de Hawaï, du Mexique ou du Canada.

En 1909, le nombre des Japonais admis aux Etats-Unis ne fut que de 2.432. Et de 1908 à 1924, l'excédent des Japonais entrant aux Etats-Unis sur ceux en sortant ne fut que de 8.681.

En 1913, de nombreux projets de loi contre les immigrants japonais, non moins de quarante, furent soumis au Congrès de l'Etat de Californie, et malgré les efforts tentés par M. Wilson, alors Président des Etats-Unis, et par le Secrétaire d'Etat, M. W.-J. Bryan, en vue d'empêcher le vote de ces projets, le *Henry-Webb Bill* fut voté. Ce *bill* retira aux Japonais le droit de propriété foncière, ne leur laissant que celui de conclure des baux de fermage pour moins de trois ans, droit qui leur fut encore enlevé en 1920.

Mais la politique hostile contre les Japonais ne s'arrêtait point là, car, en effet, depuis 1907, une alliance était conclue entre les représentants des Etats-Unis du Sud et de la Côte du Pacifique. Les premiers s'engageaient à soutenir leurs collègues californiens dans leurs efforts pour obtenir le vote au Congrès d'une loi d'exclusion contre les Japonais, ce qui aboutit enfin à la loi de 1924.

SECTION III

L'immigration des autres pays d'Asie

Nous avons exposé dans les précédentes sections l'historique des immigrations chinoise et japonaise aux Etats-Unis. Quant à l'immigration de autres pays d'Asie, elle fut toujours d'un nombre minime et jusqu'en 1917, n'a guère attiré l'attention du Congrès américain. D'après la statistique officielle des Etats-Unis, parmi le total d'immigrants asiatiques qui fut en 1907 de 40.524, il y avait seulement 898 Indiens, 8.053 Turcs d'Asie et 386 autres, venus du reste de l'Asie. En 1910, la répartition de l'immigration asiatique, d'après la nationalité, montrait les chiffres suivants : 71.531 Chinois, dont 66.070 hommes et 4.675 femmes ; 72.157 Japonais, dont 63.070 hommes et 9.087 femmes et enfin 3.092 immigrants des autres pays d'Asie, parmi lesquels on comptait 83 femmes et 3.092 hommes.

La loi du 5 février vint pourtant étendre l'ap-

plication des mesures prohibitives à tous les Asiatiques. Elle désigne d'ailleurs non pas nominativement, mais indirectement en fixant par détermination de ses limites géographiques, une zone dont les natifs sont *ipso facto* exclus des Etats-Unis.

Nous lisons, en effet, dans l'article 3 *in fine* de ladite loi : « A moins que des traités en vigueur n'en décident autrement, les personnes originaires d'îles n'appartenant pas aux Etats-Unis et dépendant du continent asiatique entre le 20° degré de latitude nord, à l'ouest du 160° degré de longitude est de Greenwich, et le 10° degré de latitude sud, ou qui sont originaires de pays, provinces ou colonies du continent asiatique situés entre le 110° degré de longitude est de Greenwich et le 50° degré de latitude nord, à l'exclusion de la partie dudit territoire situé entre le 50° et le 60° degré de longitude ouest de Greenwich et le 24° degré de latitude nord... »

Ainsi, d'après la loi de 1917, les Etats-Unis ferment désormais leur portes à tous les immigrants asiatiques, y compris ceux originaires des pays suivants : Hindoustan, Alghanistan, Belouchistan, Népaul, Bou-tan, Siam, Birmanie, Presqu'île de Malaca, Indo-Chine française, toute l'Insulinde, sauf les possessions américaines : Ceylan, les îles Seychelles, Chigos, Laquedives, Maldives, Nicobar et Andaman.

Toutefois, cette exclusion des Asiatiques comporte quelques exceptions pour les personnes appartenant aux classes, catégories ou professions énumérées par la même loi art. 3), à savoir : Les fonctionnaires de gouvernement, les professeurs ou ministres de tout

cultes, les missionnaires, les avocats, les médecins, les chimistes, les ingénieurs civils, les artistes, les commerçants les voyageurs voyageant pour leur instruction ou pour leur plaisir, les épouses légitimes des personnes appartenant aux catégories ci-dessus énumérées et leurs enfants de moins de seize ans voyageant avec eux ou qui demandent, par la suite, à être admis aux Etats-Unis.

Tous les Asiatiques, même ceux qui sont déjà admis aux Etats-Unis, n'ont pas le bénéfice de se faire naturaliser Américains. Cette question a soulevé parfois des contestations devant les tribunaux fédéraux, dont les décisions ne furent pas toujours les mêmes. Mais, la Cour suprême des Etats-Unis intervint le 19 février 1923 et par sa décision confirma la légalité du refus du droit de naturalisation aux Asiatiques, sans distinction aucune. L'arrêt de la Cour suprême dit notamment : « Ce n'est pas sans signification à cet égard que le Congrès, par la loi du 5 février 1917, 39 statut, 874. C. 29, section 3, a aujourd'hui exclu de l'admission en ce pays tous les originaires d'Asie, dans des limites de latitude et de longitude déterminées. Non seulement cela constitue la preuve concluante de l'attitude d'opposition du Congrès à l'immigration asiatique en général, mais cela démontre une attitude semblable à l'égard de la naturalisation asiatique, puisqu'il n'est pas vraisemblable que le Congrès serait disposé à accepter comme nationaux une catégorie de personnes qu'il rejette comme immigrants. » (1)

(1) *Revue de Droit international privé et de Droit pénal international*, 1923, p. 576.

Mais, quelque habile que soit la décision de la Cour suprême en interprétant la loi de 1917, il est incontestable que cette loi même est contraire à l'esprit libéral de la Constitution des Etats-Unis. C'est ainsi que lorsque, le 29 janvier 1917, cette loi fut adoptée par la Chambre basse, le Président Wilson n'hésita pas à la frapper de son veto par un message au Congrès du 29 janvier 1917, en se basant sur l'inconstitutionnalité et l'inopportunité des mesures de cette loi. ,

Mais la Chambre persistait aveuglément et l'adoptait une seconde fois le 1^{er} février, par 285 voix contre 106 ; le 5 février, le Sénat la votait à son tour par 62 voix contre 19. L'opposition présidentielle était brisée et le Président Wilson fut obligé de la promulguer.

CHAPITRE II

La Loi américaine du 26 Mai 1924 réglementant l'immigration aux Etats-Unis

Les Américains ont constaté que les immigrants se recrutèrent de plus en plus parmi les nationaux de l'Europe méridionale et centrale, races que les Américains considèrent comme offrant des qualités moindres que la race anglo-saxonne. Ils décidèrent de limiter le nombre de leurs immigrants par une nouvelle loi fédérale. La Chambre et le Sénat établirent chacun un projet : la Chambre proposait une quote-part de 1 % du nombre d'étrangers établis aux Etats-Unis d'après le recensement de 1910, et le Sénat une quote-part de 2 % sur la base du recensement de 1890.

Une commission conjointe fut chargée d'harmoniser les projets des deux assemblées. Les deux projets comportaient l'exclusion pure et simple de tous les Asiatiques. Le projet du Sénat est finalement adopté par la Commission conjointe et voté, le 15 mai,

au Sénat par 69 voix contre 9, et à la Chambre par 308 voix contre 58. Cette loi, intitulée, d'après son article premier, « Loi de 1924 sur l'immigration », est approuvée par le président Coolidge, le 26 mai 1924, et mise en vigueur depuis le 1^{er} juillet suivant.

A) L'article 3 donne la définition du terme « Immigrant ». Est immigrant tout étranger partant d'un lieu quelconque en dehors des Etats-Unis à destination de ce pays, à l'exception : 1) des fonctionnaires de gouvernement, de leur famille, de leur suite, de leurs domestiques et de leurs employés ; 2) des étrangers visitant temporairement les Etats-Unis en qualité de touristes ou pour leurs affaires ou leur plaisir ; 3) les étrangers en transit à travers le territoire des Etats-Unis ; 4) des étrangers légalement admis et qui s'en vont plus tard, en transit, d'une partie des Etats-Unis dans une autre, à travers un territoire étranger contigu ; 5) des marins étrangers bona-fide employés en cette qualité sur un navire arrivant dans un port des Etats-Unis et qui cherchent à y pénétrer temporairement et uniquement en vue de l'exercice de leurs professions de marins ; enfin, 6) des étrangers ayant le droit de pénétrer aux Etats-Unis pour faire du commerce aux termes des traités en vigueur.

B) Immigrants non contingentés (*non quota immigrants*) et immigrants contingentés (*quota immigrants*).

1° Est immigrant non contingenté, d'après l'article 4 :

a) Un immigrant qui est l'enfant célibataire, âgé de moins de 18 ans, ou la femme d'un citoyen des

Etats-Unis qui y réside au moment de la présentation de la demande de visa ; b) un immigrant précédemment admis légalement aux Etats-Unis et qui revient d'un voyage temporaire à l'étranger. Dans ce cas, l'article 10 impose à tout étranger sur le point de s'absenter d'adresser au Commissaire général, en vue d'obtenir une autorisation de rentrer aux Etats-Unis, une demande déclarant son absence projetée et les raisons de celle-ci. Cette demande sera établie sous forme de serment et contiendra tous renseignements prescrits par les règlements. La validité de cette autorisation ne dépassera pas un an, sauf la possibilité, pour des motifs sérieux, de la prolonger d'une ou plusieurs périodes ne dépassant pas six mois chacune. Une taxe de 3 dollars sera perçue pour l'obtention de l'autorisation de rentrer et pour chaque prolongation ; c) un immigrant qui est né dans le dominion du Canada, à Terre-Neuve, dans la République du Mexique, dans la République de Cuba, dans la République de Haïti, dans la République Dominicaine, dans la zone du Canal de Panama, ou dans un pays indépendant de l'Amérique Centrale ou du Sud, ainsi que sa femme et ses enfants célibataires âgés de moins de dix-huit ans, s'ils l'accompagnent ou s'ils le suivent pour le rejoindre ; d) un immigrant qui, pendant deux années au moins précédemment à la demande d'admission, a exercé sans interruption la profession de ministre du culte ou de professeur de collège, d'académie, de séminaire ou d'université, et qui ne désire entrer aux Etats-Unis qu'en vue d'exercer cette profession, ainsi que

sa femme et ses enfants célibataires âgés de moins de dix-huit ans, s'ils l'accompagnent ou le suivent pour le rejoindre ; enfin, e) un immigrant qui est un étudiant bona fide, âgé d'au moins quinze ans et qui désire entrer aux Etats-Unis en vue de faire des études dans une école, un collège, une académie, un séminaire ou une université accrédités qu'il désigne nommément et que le Secrétaire du Travail approuve, ces institutions ayant accepté de notifier au Secrétaire du Travail la fin des études de chaque étudiant immigrant. Si une de ces institutions omet de fournir rapidement cette notification, l'autorisation sera retirée.

2° Est désigné sous le nom « immigrant contingenté » tout immigrant qui n'est pas un immigrant non contingenté. Un étranger qui n'est pas particulièrement désigné, au cours de la présente loi, comme non immigrant ou immigrant non contingenté, ne sera pas admis comme non immigrant ou immigrant non contingenté, en raison d'un lien de parenté avec un individu qui est ainsi désigné ou pour la raison qu'il échappe à l'application de toute autre loi réglementant ou interdisant l'immigration.

3° Rang de préférence des immigrants contingentés. Les visas d'immigration sont délivrés à des immigrants suivant l'ordre de préférence :

a) A un immigrant contingenté qui est l'enfant célibataire âgé de moins de 21 ans, le père, la mère, le mari ou la femme d'un citoyen des Etats-Unis âgé de 21 ans ou plus ;

b) A un immigrant contingenté qui est qualifié en agriculture, à sa femme et à ses enfants à sa charge

âgés de moins de 15 ans, s'ils l'accompagnent ou s'ils le suivent pour le rejoindre. Ce terme « immigrant qualifié en agriculture » s'applique aux cultivateurs et aux travailleurs de ferme qui sont qualifiés dans les semailles, la culture et la moisson des récoltes, ainsi qu'aux personnes qualifiées en sylviculture, horticulture et dans l'élevage des bestiaux. Mais cette préférence donnée aux agriculteurs ne s'appliquera pas aux immigrants dont le coefficient annuel est inférieur à 300.

Dans aucun cas, la préférence donnée aux immigrants d'une nationalité ne dépassera 50 % du coefficient annuel de cette nationalité. La préférence sera accordée, dans le cas d'immigrants contingentés, d'une nationalité quelconque, dans le mois de l'année civile pour lequel le droit à la préférence est établi, si le nombre des visas d'immigration qui peuvent être délivrés dans ce mois à des immigrants contingentés de cette nationalité n'est pas encore atteint ; dans le cas contraire, la préférence sera donnée dans le mois suivant.

4° Restriction numérique des immigrants contingentés. Le coefficient annuel d'une nationalité sera de 2 % du nombre d'individus de cette nationalité nés à l'étranger et domiciliés aux Etats-Unis continentaux, tel qu'il est déterminé par le recensement des Etats-Unis de 1890. Le coefficient annuel pour l'année fiscale (qui commence le 1^{er} juillet de l'année) 1927 et pour chacune des années suivantes sera un chiffre de 150.000, ce qui fera une diminution en total de 12.000 environ sur les admissions actuelles

d'immigrants. Toutefois, le coefficient minimum d'une nationalité sera de 100.

Le tableau que nous donnons ci-dessous montre quel est le nombre des immigrants à admettre annuellement, de 1924 à 1927, d'après leur pays d'origine, comparé avec celui prévu par le projet de la Chambre des Représentants et celui prévu par la loi de 1921 :

IMMIGRANTS DE	Loi en vigueur de Février 1921 au 30 Juin 1924	Projet du Sénat (loi adoptée)	Projet de la Chambre des Représentants
Grande-Bretagne ..	77.342	62.458	62.558
Allemagne	67.707	50.159	45.229
Italie	42.057	3.889	4.689
Pologne	30.979	8.872	8.972
Russie	24.405	1.792	1.892
Suède	20.042	9.561	9.661
Tchéco-Slovaquie ..	14.357	1.873	1.973
Norvège	12.205	6.453	6.553
Roumanie	7.419	631	731
Yougoslavie	6.426	735	835
Hongrie	5.747	488	588
France	5.729	3.878	3.978
Danemark	5.619	145	245
Hollande	3.602	1.637	1.737
Suisse	3.752	2.081	2.181
Grèce	3.063	100	135
Turquie	2.654	100	123
Portugal	2.465	474	574
Lithuanie	2.622	302	402
TOTAL y compris les immigrants des autres pays	357.801	161.990	169.083

C) Exclusion des Etats-Unis.

Outre l'exclusion des Asiatiques que nous avons énoncée plus haut, dans la section première du précédent chapitre, et qui fait l'objet essentiel de notre étude, la loi de 1924 maintient les articles 9 et 10 de la loi de 1917, en les amendant dans un sens plus sévère, qui excluent des Etats-Unis des catégories de personnes qu'ils désignent « indésirables ».

Le territoire des Etats-Unis est interdit à tout étranger atteint d'idiotie, de démence, d'imbécillité, de faiblesse d'esprit, d'épilepsie, d'infériorité mentale congénitale, d'alcoolisme chronique, de tuberculose sous toutes ses formes ou d'une maladie contagieuse répugnante ou dangereuse. Toute personne, y compris une compagnie de transport, tout armateur, capitaine, agent ou consignataire d'un bateau qui aurait introduit un étranger atteint d'une de ces maladies paierait une amende de 1.000 dollars, et en sus, une somme égale à celle payée par l'étranger dont il s'agit pour son transport.

Il est interdit également à toute personne d'amener à un port quelconque des Etats-Unis un étranger arfligé d'une incapacité mentale autre que celles désignées plus haut, ou de défaut corporel d'une nature novant affecter sa capacité de gagner sa vie ou qui ne sait pas lire, sous peine d'amende d'une somme de 1.000 dollars.

Tout étranger qui ne paraît pas, à l'inspecteur examinant l'immigrant dans le port d'arrivée, avoir le droit, clairement et sans aucun doute, de débarquer,

aux termes des stipulations de la présente loi ou de toute autre loi sur l'immigration, sera détenu pour être examiné à cet égard par un comité d'enquêtes spéciales. Ce comité procèdera de la manière stipulée à l'article 17 de la loi du 5 février 1917. Les étrangers exclus par une décision d'un comité d'enquêtes spéciales auront le droit d'en appeler au Secrétaire du Travail.

D) Visas d'immigration.

Tous les étrangers sollicitant l'admission aux Etats-Unis doivent posséder un visa d'immigration ; seuls sont exceptés de cette règle : *a)* Les fonctionnaires d'un gouvernement, leur famille, leur suite, leurs domestiques et employés ; *b)* les étrangers en transit, voyageurs visitant les Etats-Unis temporairement, comme touristes ou pour affaires ; *c)* les étrangers admis légalement et qui se rendent en transit d'une partie des Etats-Unis dans une autre, à travers un territoire étranger contigu ; *d)* les marins étrangers de bonne foi qui pénètrent aux Etats-Unis temporairement pour l'exercice de leur profession ; *e)* les commerçants étrangers ; *f)* les étrangers domiciliés légalement aux Etats-Unis qui reviennent d'une visite temporaire à l'étranger et qui possèdent un permis de retour non expiré ; *g)* les étrangers domiciliés légalement aux Etats-Unis qui reviennent d'un voyage temporaire au Dominion du Canada, à la République du Mexique, à Terre-Neuve ou à la République de Cuba, que ces étrangers possèdent ou non le permis de retour.

Les visas d'immigration sont délivrés par un agent consulaire ou diplomatique des Etats-Unis (art. 2), sauf en ce qui concerne la zone du Canada et les possessions insulaires des Etats-Unis ; ils sont délivrés par un agent désigné spécialement par le Président.

Tout immigrant, dans sa demande de visa d'immigration, devra déclarer : 1) son nom véritable et complet, son âge, son sexe et sa race, ses date et lieu de naissance, les lieux de ses résidences pendant les cinq années précédant immédiatement la demande ; s'il est marié ou célibataire, ainsi que, s'il y a lieu, les noms et lieux de résidences de sa femme ou de son mari et de ses enfants mineurs, ses professions ou occupations, sa description personnelle, y compris la taille, le teint, la couleur des cheveux et des yeux, ainsi que les signes particuliers d'identification, son aptitude à parler, lire et écrire, les noms et adresses de ses père et mère ; si aucun n'est vivant, le nom et l'adresse de son parent le plus proche dans le pays d'où il vient ; sa destination définitive et éventuelle au delà du port d'entrée ; s'il va rejoindre un parent ou un ami, le but dans lequel il se rend aux Etats-Unis ; s'il n'a jamais été en prison ou dans un hospice ; si lui-même ou l'autre de ses parent n'a jamais été dans une institution ou dans un hôpital destinés au traitement des aliénés ; 2) dans le cas où il réclame la qualité d'immigrant non contingenté, les faits sur lesquels il base sa réclamation ; 3) les renseignements nécessaires à l'exécution des lois sur l'immigration et des lois sur la naturalisation, ainsi qu'il pourra être prescrit par les règlements (art. 7, b).

L'immigrant devra, en outre, fournir à l'agent consulaire, avec sa demande de visa, deux copies de son « dossier », ainsi que de son « casier judiciaire » et de ses papiers militaires, deux copies de tous autres documents publics utiles le concernant, conservés par le gouvernement dont il est ressortissant. Un exemplaire des documents ainsi fournis sera joint, d'une manière permanente, à chaque exemplaire des demandes, pour en faire partie (art. 7, c).

Une taxe d'un dollar sera perçue pour le dépôt et la certification de chaque demande. Une taxe de neuf dollars sera aussi perçue pour la remise de chaque visa d'immigration (art. 2, h). La validité d'un visa d'immigration expirera à la fin de la période spécifiée à chaque visa et qui ne devra pas dépasser quatre mois (art. 2, c).

E) Ordonnances et règlements.

En vertu de l'article 24, le Commissaire général de l'immigration, avec l'approbation du Secrétaire du Travail, rendra des ordonnances et des règlements pour l'exécution des dispositions de la loi sur l'immigration ; toutefois, les ordonnances et règlements, dans la mesure où ils se rapportent à l'application de la présente loi par les agents consulaires, seront rendus par le Secrétaire d'Etat, sur la proposition du Secrétaire du Travail (art. 24).

F) Nationalité.

L'article 12 consacre l'influence de *jus soli* sur la nationalité ; en effet, il est dit que « la nationalité

sera déterminée par le pays de naissance. Toutefois, la nationalité d'un enfant âgé de moins de 21 ans, qui n'est pas né aux Etats-Unis et qui est accompagné de son père étranger qui n'est pas né aux Etats-Unis ou de sa mère étrangère qui n'est pas née aux Etats-Unis, sera déterminée par le pays de naissance de ce père ou de cette mère.

Un étranger né aux Etats-Unis, qui a perdu son droit de cité aux Etats-Unis, sera considéré comme étant né dans le pays dont il est citoyen ou sujet, ou, s'il n'est citoyen ni sujet d'aucun pays, dans le pays d'où il vient.

G) Loi s'ajoutant aux lois sur l'immigration.

D'après l'article 25, les stipulations de la présente loi de 1924 devront s'ajouter et non se substituer aux dispositions des lois sur l'immigration ; elles seront mises en vigueur comme faisant partie de ces lois ; toutes les stipulations, pénales ou autres, de ces lois, et qui ne sont pas incompatibles, seront appliquées concurremment avec les dispositions de la présente loi.

Ainsi, un étranger, bien qu'admissible aux termes de la présente loi, ne sera pas admis aux Etats-Unis s'il s'en trouve exclu par une disposition des autres lois sur l'immigration ; de plus, un étranger, bien qu'admissible aux termes des dispositions des lois sur l'immigration autres qu'une disposition de la présente loi, ne sera admissible aux Etats-Unis que s'il ne s'en trouve pas exclu par la présente loi.

La loi du 19 mai 1921 restera, nonobstant sa date

d'expiration du 30 juin 1924, en vigueur après cette date pour l'imposition, la perception et l'exécution de toutes les pénalités qui peuvent en découler (art. 30).

De sorte que de nombreuses lois antérieures sur l'immigration restent en vigueur concurremment avec la loi de 1924, à savoir notamment :

1° Loi du 5 février 1917, relative à la réglementation de l'immigration et du séjour des étrangers aux Etats-Unis ;

2° Loi du 16 octobre 1918, tendant à exclure et à expulser des Etats-Unis les étrangers appartenant à des organisations anarchistes ;

3° Loi du 10 mai 1920, relative au refoulement des étrangers indésirables et au refus de réadmission des étrangers refoulés ;

4° Loi du 5 juin 1920, modifiant la loi du 16 octobre 1918, tendant à exclure et à expulser des Etats-Unis les étrangers appartenant à des organisations anarchistes et similaires ;

5° Loi du 5 juin 1920, amendant l'article 3 de la loi intitulée « Loi du 5 février 1917 », relative à la réglementation de l'immigration et du séjour des étrangers aux Etats-Unis ;

6° Loi du 26 mai 1922, tendant au refoulement de certains étrangers condamnés pour crimes.

H) Refoulement (déportation).

Aux termes de l'article 14, un étranger, à un moment quelconque après son entrée aux Etats-Unis,

est trouvé n'avoir pas été, au moment de son entrée, autorisé par la présente loi à pénétrer aux Etats-Unis, ou y être resté plus longtemps qu'il n'était autorisé, sera arrêté et refoulé, sur mandat du Secrétaire du Travail et au choix de celui-ci ; le refoulement des étrangers sera effectué, soit dans le pays d'où ils sont venus, soit dans le port étranger dans lequel ils se sont embarqués à destination des Etats-Unis... (de la manière stipulée aux articles 19 et 20 de la loi de 1917).

Toutefois, le Secrétaire du Travail peut, aux conditions et sous réserve de restrictions concernant l'entretien et les soins qu'il peut juger nécessaires, accorder la permission de rester en permanence aux Etats-Unis à un enfant qui, alors qu'il était âgé de moins de 16 ans, avait été auparavant admis temporairement aux Etats-Unis, qui se trouve à cette époque aux Etats-Unis, et dont le père ou la mère est citoyen des Etats-Unis.

CHAPITRE III

L'exclusion des Asiatiques envisagée au point de vue économique

La plupart des économistes et des hommes d'Etat ont exprimé l'opinion, qui nous paraît bien fondée et confirmée par les faits, que l'émigration était, pour la mère-patrie, une perte souvent considérable ; par contre, elle était un gain certain et parfois inestimable, pour les pays vers lesquels elle se dirigeait.

Il est indiscutable qu'un homme arrivé à l'âge adulte représente, au point de vue économique, un capital, ne serait-ce que celui qui a été dépensé pour le nourrir et l'élever. S'il part, le capital part ; s'il arrive, le capital en sera accru.

Les Etats-Unis d'Amérique doivent certainement beaucoup aux immigrants de tous pays et de toutes races qui ont, par leurs forces de travail, contribué considérablement à leur grandeur actuelle. M. Robert Watchorn, ancien commissaire de l'immigration

du port de New-York, en a donné un témoignage en disant : « L'immigration a fait des Etats-Unis une grande nation. Le jour où l'immigration cessera de se porter vers les Etats-Unis, les Etats-Unis resteront stationnaires pendant quelque temps et déclineront ensuite rapidement. » (1)

Mais ces paroles de M. Robert Watchorn, si raisonnables qu'elles soient, ne pouvaient attirer suffisamment l'attention des protectionnistes américains.

Les Etats-Unis, au lieu de favoriser, comme ils devaient le faire, l'immigration, la prohibent ou du moins ne la laissent entrer qu'au compte-goutte.

La population des Etats-Unis est encore de très faible densité, 14 habitants par kilomètre carré, et dans la partie ouest la densité kilométrique est moins de 10 habitants. Alors que leur superficie totale représente les trois quarts de celle de l'Europe, leur population est cinq fois moindre.

Tandis que, dans les pays d'Europe et d'Asie, la densité d'habitants par kilomètre carré est de 72 en France, 127 en Allemagne, 126 en Italie, 150 dans l'Archipel Britannique, 42 en Chine et 150 au Japon.

La plus grande partie des terres américaines de l'Ouest réclame encore des bras pour l'exploitation agricole que la population concentrée dans les quelques grandes villes ne peut lui fournir.

D'ailleurs, les Américains ne sont pas faits pour les travaux de la terre ; ils doivent faire appel aux bras étrangers. Miss Jane Adams, une des sociologues

(1) Charles SALVY. L'immigration aux Etats-Unis, p. 161.

les plus en vue des Etats-Unis, donnait à ses concitoyens le pratique conseil de ne pas parler avec trop de désinvolture des immigrants et de songer que les moins cultivés et les moins habiles des immigrants sont plus utiles aux Etats-Unis que les autres plus instruits, car seuls ils consentent à travailler la terre.

Dans ce présent chapitre, nous nous bornons à envisager l'exclusion des Asiatiques, notamment les Chinois et les Japonais, et à démontrer ses conséquences économiques. Les mesures de discrimination de race prises à l'égard de ces peuples peuvent porter gravement atteinte aux intérêts américains qui sont installés sur les marchés d'Extrême-Orient.

Etudions, d'abord, les relations commerciales entre la Chine et les Etats-Unis.

Le 28 août 1784, un commerçant de New-York, M. Samuel Shaw, arriva à Canton par le Cap de Bonne-Espérance, sur son grand voilier « Herriet », de cinquante-cinq tonnes. Il fut le premier commerçant américain en Chine. En 1786, il revint dans la même ville, avec un commissaire désigné par le Congrès pour remplir les fonctions de consul américain à Canton.

Le commerce sino-américain a, depuis, pris un essor remarquable. Le tableau ci-dessus nous montre les chiffres d'exportation et d'importation entre ces deux pays.

Année	Importations américaines en Chine (en dollars)	Importations chinoises aux Etats-Unis (en dollars)
1810	5.715.000	5.745.000
1820	8.173.000	8.186.000
1830	742.000	3.878.000
1840	1.010.000	6.641.000
1850	1.605.000	6.593.000
1860	8.906.000	13.567.000
1870	9.040.000	14.628.000
1880	1.101.000	21.770.000
1890	2.946.000	16.260.000
1900	15.259.000	26.897.000
1910	16.321.000	29.990.000
1915	19.748.000	52.858.000
1916	31.516.000	80.042.000
1917	40.292.000	125.106.000
1918	52.571.000	110.971.000
1919	105.515.000	154.154.000
1920	145.737.000	192.708.000

Les principales marchandises américaines importées en Chine sont : tissus de coton, denrées alimentaires, farine, charbon, pétrole, produits pharmaceutiques, articles de quincaillerie, tabac, cigarettes, ouvrages en peau et en cuir, papier, métal (or, argent, acier), etc...

Parmi les exportations chinoises vers les Etats-Unis, on trouve : thé, soie grège, tissus de soie, porcelaine, nattes, huile, laine, dentelles, meubles, tapis, vêtements, etc...

De 1910 à 1920, le commerce sino-américain a augmenté neuf fois de valeur. Il est évident que la grande guerre en était la cause, car pendant la période d'hostilité en Europe, les Etats-Unis trouvaient en Chine un des grands fournisseurs des matières premières ; la Chine a fait une grande partie de ses achats en Amérique. Mais, après la guerre, le commerce entre les deux pays a pu maintenir sa situation acquise. Pour l'année 1923, les exportations chinoises vers les Etats-Unis accusent une valeur de 126.803.000 taëls et les importations américaines en Chine ont atteint un total de 154.477.000 taëls.

Si l'on examinait les causes de cet essor rapide du commerce sino-américain, l'immigration chinoise aux Etats-Unis en serait une ; car ils ont, d'une part, contribué par leur travail à la prospérité des diverses industries américaines et, d'autre part, ayant pris l'habitude des produits américains, une fois rentrés dans leur pays, ils font une propagande pour la consommation de ces articles.

Remarquons d'ailleurs que les dépenses faites aux Etats-Unis par les Chinois (touristes, fonctionnaires, commerçants, étudiants et immigrants, etc...) s'élèvent à des dizaines de millions de dollars par an. Ce qui constitue une importante exportation invisible qu'on appelle l'exportation dans l'intérieur du pays (1).

(1) En 1920, le nombre des Chinois aux Etats-Unis est de 45.614 : 6.081 étudiants, 186 fonctionnaires, 7.477 commerçants, 790 employés dans les transports, 5.049 travailleurs agricoles, 150 mineurs, 462 spécialistes des professions libérales et ingénieurs, 30.706 ouvriers travaillant dans les usines. En 1921, il y avait 8.230 Américains en Chine,

Si les Américains voulaient conserver leur rang commercial acquis sur les marchés chinois, il leur serait plus prudent de ne pas froisser le peuple chinois et de maintenir les meilleures relations existant entre les deux nations. Toutes les mesures prohibitives contre les immigrants chinois sont trop vexatoires ou outrageuses et ne peuvent se justifier par aucune raison, d'autant plus que la Chine ne désire guère que ses nationaux s'expatrient pour trouver du travail ailleurs, car l'industrialisation du pays, commencée depuis une trentaine d'années, se poursuit avec beaucoup de progrès. La main-d'œuvre est demandée partout dans le pays par les usines et manufactures nouvellement installées, dont le nombre augmente toujours. Ce dont la Chine a le plus besoin aujourd'hui, c'est un corps de bons ingénieurs pour équiper rationnellement ses ouvriers en vue d'un meilleur développement de ses industries naissantes. On peut facilement constater que le nombre d'étudiants chinois s'accroît dans les universités et grandes écoles européennes, tandis que le nombre d'ouvriers émigrants diminue ; c'est parce que ceux-ci sont absorbés par les marchés de travail chinois et qu'ils préfèrent aussi travailler dans leur pays, au lieu d'émigrer vers des pays étrangers.

Pour répondre à certains griefs que formulent les ouvriers américains contre l'immigration asiatique, dont le principal est que les ouvriers de race jaune, en acceptant un salaire relativement plus bas que celui des Américains, leur font concurrence. Nous avons déjà dit plus haut que si les ouvriers asiati-

ques sont souvent rémunérés par un salaire inférieur, ils ne l'ont pas consenti volontairement. C'est simplement l'effet du marchandage au rabais des employeurs américains à leur égard. Cet abus pourrait être évité si les autorités américaines prenaient le soin de déterminer un taux minimum du salaire, conformément à l'esprit de l'article 427 du Traité de Versailles que « les règles édictées dans chaque pays au sujet des conditions du travail devront assurer un traitement économique équitable à tous les travailleurs résidant légalement dans le pays ».

C'est aussi dans ce même esprit que la Commission Internationale d'Emigration, saisie de la demande du délégué du gouvernement chinois, a adopté, en août 1921, la résolution de proposer à la Conférence du Travail de 1922 d'inscrire à son ordre du jour : « l'égalité de traitement économique, sans distinction d'origine, pour tous les immigrants légalement admis dans le pays d'immigration » (1).

M. Cary Coolidge a écrit : « Ce n'est pas que les Asiatiques se contentent de salaires plus bas ; l'expérience a montré qu'ils sont prompts à saisir ce qu'ils peuvent gagner, mais ils acceptent plus d'heures de travail que l'ouvrier américain ».

Pour remédier à cet inconvénient, on a conclu la convention internationale adoptant le principe de la limitation des heures de travail à huit heures, lors de la Conférence Internationale du Travail qui s'est

(1) *Emigration et Immigration*, publié par le *Bureau International du Travail*, Genève, 1922, p. 436.

tenue à Washington, en 1919 (octobre-novembre), suivant le principe énoncé par l'article 427 du Traité de Versailles. Mais, malheureusement, les Etats-Unis ont refusé de signer cette convention.

N'existe-t-il pas, d'ailleurs, aux Etats-Unis, quelques lois fédérales et un grand nombre de lois des Etats particuliers limitant la journée du travail des ouvriers. Après l'application de ces lois, il est invraisemblable que les ouvriers asiatiques puissent accepter à travailler plus d'heures que les autres ouvriers.

Citons parmi ces lois américaines : la loi du 28 juin 1868, portant que la journée de travail sera de huit heures pour les ouvriers qui pourront être employés par le gouvernement ou pour son compte ; une loi du 19 juin 1912 rend applicable la journée de huit heures aux agents des chemins de fer ; les lois de Pensylvanie, New-York du 19 avril 1912, de Massachusets du 31 mars 1911 et du 12 avril 1912 fixent à dix heures la journée légale de travail pour les ouvriers adultes, avec un maximum hebdomadaire variant entre cinquante-quatre et soixante heures ; une loi de Colorado de 1913 décrète que la journée légale de travail sera de huit heures seulement.

Il convient encore de noter que, sous l'influence des associations ouvrières, les chefs d'industrie ont progressivement réduit la journée de travail à dix heures, neuf heures, puis huit heures, à l'instar des travaux publics exécutés pour le compte de l'Etat ou des municipalités. La journée de huit heures est consacrée récemment par la plupart des contrats collectifs de travail,

Enfin, comme nous avons vu d'autre part que le plus grand nombre d'immigrants chinois étaient souvent engagés d'avance par contrat. Les lois fédérales sur l'immigration considèrent tous les ouvriers engagés par contrat ou venus avec promesse de travail comme indésirables et les excluent d'une façon générale. Cette prohibition est absolument injuste et inadmissible (1). Tandis que, dans tous les autres pays, les ouvriers étrangers ayant contrat sont, au contraire, les mieux accueillis, parce qu'ils sont souvent plus qualifiés et plus habiles et que leur présence répond certainement à la juste demande du marché de la main-d'œuvre; de plus, on n'a pas à craindre, en les admettant dans le pays, qu'ils puissent un jour tomber à la charge publique (2).

Il est incontestable que les immigrants chinois ont rendu de précieux services dans le développement de la côte américaine du Pacifique et particulièrement en Californie. Il y a environ un demi-siècle, dans le delta formé par les rivières Sacramento et San-Joaquin, ce n'était que des millions d'hectares de marais, de roseaux, qu'on appelait « *tule land* ». Ces terres de riches alluvions, qui pouvaient produire plus de 40 boisseaux de froment à chaque hectare. Par conséquent, il était désirable de dessécher ces marais et de les mettre en culture.

(1) Paul LEROY-BEAULIEU : De la colonisation chez les peuples modernes, p. 466.

(2) Voir notamment l'accord franco-polonais du 17 avril 1924 sur l'immigration des travailleurs polonais en France, et les articles 4 et 5 du protocole de la Conférence du Travail franco-polonaise, de février 1920,

Mais aucun ouvrier américain n'a voulu y travailler et ce furent les ouvriers chinois qui ont finalement accompli cette tâche si dure, en transformant ces marais malsains en cinq millions d'hectares de beaux jardins et de fermes, qui ont accru considérablement les richesses de la Californie. Ils ont fourni leur travail à creuser les mines et à construire les chemins de fer, notamment le Central Pacific Railroad, qui a occupé plus de 15.000 ouvriers chinois à côté de 800 ouvriers américains seulement.

Quand les immigrants chinois portaient aux Etats-Unis, c'était souvent pour répondre aux appels des autorités et des entrepreneurs américains. Comment aurait-on pu concevoir qu'après leurs appréciables services rendus, les Américains les excluent aujourd'hui brutalement.

Si l'émigration n'est pas, pour la Chine, une nécessité, quoiqu'elle présente certainement une grande utilité, elle l'est pour le Japon. L'émigration a pour lui une immense importance.

La population de ce pays augmente chaque année de 750.000 habitants. On a calculé que, dans une cinquantaine d'années, la population actuelle aura doublé et qu'elle atteindra 100 millions d'habitants vers 1960. Au point de vue de la densité, la population du Japon vient au quatrième rang dans le monde, et d'après le recensement d'octobre 1920, il y a en moyenne 2.239 habitants par ri carré. Le nombre de Japonais qui s'expatrient chaque année pour s'établir en pays étrangers est d'environ 60.000, nombre trop faible pour avoir une influence sensible pour la solution du problème de la population. L'accroissement

rapide de celle-ci donne une acuité particulière au problème du chômage et ne cesse de le compliquer, et vient par là-même augmenter le malaise social. Malgré l'idiosyncrasie nationale, le gouvernement japonais n'a cessé d'établir des projets d'émigration.

Quoiqu'il en soit, le nombre des immigrants japonais aux Etats-Unis n'a jamais été considérable et tendait, depuis les dernières années, à diminuer encore, ainsi que nous le montre le tableau suivant :

Année	Immigrants japonais aux Etats-Unis
1916	8.991
1917	10.213
1918	10.064
1919	9.279
1920	7.531
1921	6.361

Et, tandis que les intérêts américains et japonais ont de multiples points de contact, le commerce entre les deux pays est de plus en plus important. Nous donnons, d'après l'annuaire financier et économique du Japon (1), les chiffres suivants, représentant la valeur du commerce américain japonais :

(1) 1921, p. 96-99.

Année	Exportations japonaises aux Etats-Unis (en yen)	Exportations américaines au Japon (en yen)
1907	131.101.015	80.697.362
1908	121.996.586	77.636.556
1909	131.547.139	54.043.172
1910	143.702.249	54.699.166
1911	142.702.249	81.250.909
1912	168.708.896	127.015.757
1913	184.473.382	122.408.361
1914	196.539.008	96.771.077
1915	204.141.844	102.534.279
1916	340.244.817	204.078.950
1917	478.536.845	359.707.858
1918	530.129.393	626.025.530
1919	828.097.621	766.381.438
1920	565.017.906	873.177.075

45 % des exportations japonaises sont allées, en 1922, aux Etats-Unis, et 32 % des importations japonaises en sont venues. Ces proportions sont considérables et montrent combien les deux pays ont besoin l'un de l'autre et se complètent. 90 % du thé y vont aussi, le tiers de la faïence, le quart des tissus de soie, etc... De leur côté, les Etats-Unis fournissent au Japon 41 % de ses machines, 60 % des barres d'acier, tôles et fils de fer, 70 % du bois, 80 % du pétrole, 93 % du sulfate d'ammoniaque, 80 % des divers métaux de construction, la plus grande quantité du coton dont le Japon a besoin. La catastrophe du tremblement de terre du 1^{er} septembre 1923 a blessé le

Japon qui a encore fort à faire pour reconstruire les villes détruites. Ce qui le lie encore plus aux Etats-Unis par les relations économiques les plus étroites et les plus fortes. Les renseignements du commerce extérieur du Japon pour 1923 ont encore montré que son trafic avec les Etats-Unis a augmenté de 25 % environ.

En 1924, on annonçait la formation d'un trust maritime nippon-américain ; un emprunt de 150 millions de dollars a été émis par le gouvernement japonais à New-York, et a été couvert en 24 heures.

Si l'on compare l'importance des relations économiques existant entre l'Asie et les Etats-Unis avec le nombre d'une dizaine de milliers au total d'immigrants asiatiques que les Etats-Unis tiennent à exclure par discrimination de races, il ne serait nullement exagéré de qualifier une folie la politique américaine vis-à-vis des Asiatiques.

Quant au droit de possession du sol des Asiatiques, une loi californienne de 1913 leur interdit la possession de terres ; une autre loi du même Etat, de 1920, en vertu de laquelle les étrangers inéligibles ne peuvent posséder des terres ou les prendre à bail pour trois ans. Un Asiatique ne peut, par conséquent, louer de terre pour l'agriculture, ni passer un contrat lui donnant le droit à la moitié des récoltes, ni acquérir les actions d'une société agricole (1). La loi de l'Etat de Washington de 1921 interdit aux étrangers non susceptibles de devenir citoyens américains ou qui

(1) *Revue de Droit international privé*, 1923-1924, p. 253.

n'ont pas déclaré leur intention de devenir citoyens des Etats-Unis, s'ils en sont susceptibles, de posséder ou de louer des terres pour l'agriculture. Ainsi, de vexations en vexations, on ne leur permet même plus d'être métayers là où, grâce au travail accompli, ils pouvaient espérer jadis devenir propriétaires.

Devant les protestations des intéressés, qui se plaignaient d'être traités illégalement, les Etats de Californie et de Washington saisirent de la question la Cour suprême des Etats-Unis et lui demandèrent de déclarer si la législation interdisant la possession du sol aux étrangers est ou non contraire à l'esprit des lois fédérales américaines. La Cour suprême a rendu son arrêt le 11 novembre 1923. Elle a déclaré que la législation en question n'est pas contraire à la Constitution fédérale, quand il s'agit des étrangers non susceptibles de devenir citoyens américains et lorsqu'il n'est pas porté atteinte aux traités en vigueur. Cette décision frappe cruellement la race asiatique, dont les membres ne sont pas admis à la naturalisation aux Etats-Unis.

Le gouvernement japonais a essayé d'invoquer, pour venir en aide à ses ressortissants, le traité de commerce qu'il a conclu avec les Etats-Unis en 1911. Mais les Américains déclarent qu'il ne s'y trouve aucune disposition formelle relative à l'acquisition ou même à la location de biens-fonds en vue d'une exploitation agricole. Ils citent généralement, à ce propos, une lettre du Secrétaire d'Etat, M. Bryan, du 16 juillet 1913, adressée au vicomte Chinda, où il serait, soi-disant, démontré que le gouvernement amé-

ricain n'a jamais entendu autoriser les Japonais à devenir possesseurs du sol. Le traité, disent-ils encore, est essentiellement une convention de commerce et de navigation, ayant pour but de fixer les normes des relations commerciales entre les deux pays et seulement ce genre de relations. Mais ces arguments des Américains ne sont pas absolument concluants.

En effet, le traité de 1911 reconnaît au Japonais le droit « de louer des terres pour y établir leur résidence ou pour le commerce ». Cette formule est assez large pour comprendre les exploitations agricoles. Au fond, cette affaire est le résultat de malentendus créés par des circonstances locales regrettables. Mais les Etats-Unis ne sont pas de cet avis.

Pourtant, ne peut-on pas invoquer le principe de réciprocité en cette matière ?

En Chine, il n'y a aucun traité, parmi ceux conclus avec d'autres puissances, qui fasse mention de droit de propriété (immobilière). Mais elle accorde, par ces traités, aux étrangers résidant dans le pays, le droit d'affermage du bail et que ce bail peut avoir une durée plus ou moins limitée, qu'en fait, il a toutes les apparences de la propriété et que les locataires furent toujours traités comme de véritables propriétaires.

Le traité sino-américain de Wanghéa, du 3 juillet 1844, dans son article 17, accorde aux Américains le droit de « hiring sites » en Chine.

Au Japon, la loi du 13 avril 1910 annule celle du 17 janvier 1873, qui refusait aux étrangers le droit de propriété foncière, mais a reconnu, sous réserve de réciprocité, à ceux-ci la faculté d'acquérir la pro-

priété du sol et les droits relatifs aux baux à long terme, tandis que le droit de superficie, l'emphytéose, et les hypothèques, etc..., sont reconnues indépendamment de cette loi.

L'article 1^{er} de la loi de 1910 contient les clauses suivantes : « Les étrangers domiciliés ou résidant au Japon et les sociétés étrangères ayant été dûment enregistrées au Japon ne seront autorisés à jouir de la pleine propriété du sol que dans le cas où dans leur propre pays les sujets du Japon, aussi bien que les sociétés japonaises, auront réciproquement la faculté d'être propriétaires de la terre, avec plein droit de possession et sous réserve du consentement préalable du Ministre de l'Intérieur, lorsqu'il s'agit de l'acquisition de la pleine propriété du sol par les sociétés étrangères. »

« Les stipulations du paragraphe précédent s'appliquent seulement aux sujets ou citoyens et sociétés des pays qui seront spécialement énumérés dans une ordonnance impériale. »

L'article 2 de cette même loi constitue une disposition restrictive et énonce : « Par contre, aucun étranger ou aucune société étrangère ne peut obtenir l'autorisation de posséder des immeubles en pleine propriété dans les régions suivantes : 1° Hokkaido; 2° Formose; 3° Sakharine; 4° les emplacements considérés comme nécessaires à la défense nationale. Ces emplacements seront déterminés par décret impérial (1).

(1) Rapport de M. Tsunejiro Miyaoka. *Bulletin de la Société de Législation comparée*, juillet-septembre 1925, p. 354.

Nous faisons remarquer que cette loi japonaise de 1910 n'a jamais été mise en vigueur jusqu'à ces dernières années et que le régime de la loi de 1873 restait applicable longtemps encore après le vote de la loi de 1910. Le Japon n'a pu la mettre en vigueur par la difficulté pratique de déterminer quels sont les nationaux aptes à jouir du bénéfice de la nouvelle loi à l'exclusion des autres. Mais, d'après la loi de 1873 même, les citoyens et sociétés de tous pays étrangers ont la faculté d'occuper des terrains par des baux et avec droit de superficie pour une longue durée de 999 ans.

En 1925, un projet fut présenté à la Diète japonaise tendant à mettre en vigueur la loi du 13 avril 1910.

Ce projet comporte naturellement des mesures de représailles à l'égard des Etats-Unis. Aussitôt, le gouvernement de Washington a formé des réclamations et a protesté contre la distinction de traitement en matière de propriété foncière que le Japon aurait voulu adopter vis-à-vis des ressortissants des Etats-Unis, ce qui est d'ailleurs une conséquence logique de l'application du principe de la réciprocité.

Les Américains croyaient qu'il était possible d'avoir une politique égoïste chez eux à l'égard des nations asiatiques et d'exiger une politique généreuse de celles-ci envers eux.

Mais, en matière de relations internationales, les obligations sont mutuelles. Si l'on désire recevoir quelque chose, il faut aussi savoir donner.

CHAPITRE IV

L'Exclusion des Asiatiques envisagée au point de vue politique internationale

En droit international, quand on envisage le sujet d'admission des étrangers, on constate que la théorie qui déduit de l'interdépendance des Etats l'obligation juridique pour chacun d'eux d'ouvrir son territoire aux ressortissants des autres nations compte aujourd'hui un nombre de plus en plus grand de partisans. Citons notamment les noms de MM. Bluntschli, Poezl, Mohl, von Liszt, von Ullmann, Pillet, de Lapradelle, Fauchille et Pasquale Fiore.

Au sujet de l'admission et de l'immigration des étrangers, M. Bluntschli proclame le principe fondamental qu'« aucun Etat n'a le droit d'interdire d'une façon absolue aux étrangers l'entrée de son territoire et de fermer le pays au commerce général » (1). Les Etats, dit-il, sont membres de l'humanité, ils sont

(1) BLUNTSCHLI: Droit international codifié, art. 361.

tenus de respecter les liens qui unissent les nations entre elles. Leur souveraineté n'est pas absolue; elle est limitée par le droit international, qui est le droit commun de l'humanité. Le droit international actuel ne tolère plus cet exclusivisme. Et il écrit d'autre part : « Lorsqu'un gouvernement interdit, sans motif, l'entrée du territoire à un étranger dûment légitimé, ou l'expulse sans cause et avec des formes blessantes, l'Etat dont cet étranger est citoyen a le droit de réclamer contre cette violation de droit international et de demander au besoin satisfaction. »

M. A. Pillet écrit, dans ses *Recherches sur les droits fondamentaux des Etats*, que « le droit d'indépendance de l'Etat est entendu dans ce sens que tout Etat étant souverain est maître de faire ce que bon lui semble sur son territoire, sans qu'il appartienne à un autre Etat de s'immiscer en quoi que ce soit dans sa conduite ».

« Si bien établie qu'elle soit, nous n'hésitons pas à attaquer de toutes nos forces cette théorie de l'indépendance de l'Etat réputée loi fondamentale du droit international public, étant convaincus que c'est l'erreur la plus grave qui ait jamais été commise dans ce domaine et que cette erreur à elle seule est responsable de la plus grande part des imperfections de notre science. L'Etat n'est pas indépendant ; s'il l'était, le droit international ne pourrait pas exister. »

Plus loin, M. Pillet continue : « Il n'est pas vrai que l'Etat soit maître d'appliquer aux étrangers ses propres lois, sa propre volonté. L'étranger, lésé dans ses intérêts essentiels, dans son droit au commerce

international, recourra à la protection de son propre souverain et le principe de ce droit à la protection ne sera pas contesté. »

« Une même loi gouverne la vie des individus et des peuples : la loi de l'interdépendance, et plus cette vie se perfectionne, plus cette charge d'interdépendance devient constante et lourde. Les uns et les autres ne participent aux bienfaits de la civilisation qu'en aliénant leur liberté... » (1)

Et, d'après M. Pasquale Fiore : « Tout homme, citoyen d'un Etat organisé, membre d'une tribu nomade ou même habitant de pays sauvages, a le droit de pénétrer librement dans toute portion de territoire d'un Etat ouvert au commerce et d'y séjourner, en se soumettant aux lois en vigueur applicables aux étrangers et principalement aux dispositions de police et de sûreté et à celles protectrices de la sécurité publique. »

« Un Etat ne peut fermer absolument aux étrangers l'entrée de son territoire. L'adoption d'un tel système serait contraire au droit international. » (2)

L'Institut de droit international a aussi étudié cette question dans ses sessions successives de 1888, à Lausanne, de 1892 à Genève, et de 1897 à Copenhague. Ses solutions n'ont pas été toujours identiques, mais l'Institut s'est montré de plus en plus libéral. En 1888, il déclare qu'« en principe, tout Etat souverain peut

(1) A. PILLET: *Revue générale de Droit international public*, tome v, pp. 67 et s.

(2) Pasquale FIORE: *Droit international codifié et sa sanction juridique*, articles 406 et 418.

régler l'admission des étrangers de la manière qu'il juge convenable ». C'est la théorie ayant pour base l'ancienne règle de droit de souveraineté. Mais, dans sa session de 1892, il estime alors que ce droit ne doit pas être appliqué arbitrairement : « L'humanité et la justice obligent les Etats à ne l'exercer qu'en respectant le droit et la liberté des étrangers qui veulent pénétrer sur le territoire ». Et de là, il pose les règles suivantes : 1° l'entrée libre des étrangers sur le territoire d'un Etat civilisé ne peut être prohibée d'une manière générale et permanente qu'à raison de l'intérêt public et des motifs extrêmement graves » (art. 6) ; 2° « la protection du travail national n'est pas, à elle seule, un motif suffisant de non admission » (art. 7) ; 3° « l'Etat conserve le droit de restreindre ou de prohiber temporairement l'entrée des étrangers en temps de guerre, de troubles intérieurs ou d'épidémie » (art. 8) ; 4° « l'entrée des étrangers ne peut être subordonnée à la perception de taxes excessives » (art. 10) ; 5° « l'entrée du territoire peut être interdite à tout individu étranger en état de vagabondage ou de mendicité, ou atteint d'une maladie de nature à compromettre la santé publique, ou fortement suspect d'infractions graves commises à l'étranger contre la santé ou la vie des personnes ou contre la propriété ou la foi publique, ainsi qu'aux étrangers condamnés à raison des dites infractions » (art. 12) ; 6° « un Etat peut, à titre exceptionnel, n'admettre des étrangers que temporairement et sous défense pour eux de se domicilier dans le territoire » (art. 13).

Le projet de convention que l'Institut de droit international a adopté en matière d'immigration le 1^{er} septembre 1897 est plus libéral. En effet, l'article 1^{er} de ce projet dispose comme suit : « Les Etats contractants reconnaissent la liberté d'immigrer aux individus isolés ou en masse, sans distinction de nationalité. Cette liberté ne pourra être restreinte que dans les limites rigoureuses des nécessités d'ordre social ou politiques. »

En octobre 1921, l'Institut de droit international a encore pris la résolution, à la suite d'un projet conçu et déposé devant lui par M. de Lapradelle, de faire la « Déclaration des droits et devoirs des Etats. »

L'article 6 déclare : « Les Etats ont des devoirs, au regard non seulement des autres Etats, mais des hommes ; il est des cas où le devoir au regard des individus et des groupes de faire respecter leur vie, leur liberté, leurs croyances, prime celui de respecter la liberté des autres Etats. »

Certes, il y a d'autres représentants du droit international qui s'obstinent de dire que les Etats sont souverains absolus sur leur territoire et qu'il n'est pas possible de les empêcher de le fermer ou de l'entr'ouvrir seulement si telle est leur volonté. Une pareille doctrine est inacceptable, car elle est en réalité destructive de toutes relations pacifiques entre les Etats et peut entraîner incessamment des conflits internationaux. Le droit de souveraineté des Etats ne va pas jusqu'à leur permettre de faire tout ce qu'ils veulent dans les limites de leurs frontières ; chaque Etat est obligé de tenir compte des droits des autres

Etats ; or, parmi les droits d'un Etat figure, en même temps que le droit au commerce mutuel, le droit de protection des intérêts de ses propres sujets.

Tout Etat a un devoir juridique de recevoir sur son territoire les ressortissants des autres Etats qui se présentent à ses frontières et les étrangers ont en principe un droit à l'accès du territoire (1). Les peuples sont aujourd'hui économiquement solidaires les uns des autres. Les relations entre les nations deviendraient pratiquement impossibles si chaque Etat avait la liberté d'exclure, à son gré, suivant son bon plaisir, non seulement les produits des autres pays, mais encore leurs sujets, intermédiaires nécessaires du commerce international. Tout Etat fait partie de la communauté, il est tenu de respecter les liens qui l'unissent à elle. La liberté individuelle impose, d'autre part, cette solution. Dans le droit moderne, l'homme possède le droit d'aller et de venir où bon lui semble, afin de trouver dans une société qu'il juge meilleure des facultés plus grandes pour arriver à son perfectionnement matériel et moral. Comment l'individu pourrait-il exercer son droit d'émigrer ou de s'expatrier s'il n'avait la liberté de se fixer dans les pays étrangers ?

Sans doute, le droit d'émigration n'est pas, non plus, absolu ; mais il peut être réduit, ce doit être pour des raisons légitimes et non pour des raisons de race ou de nationalité.

Revenons maintenant au sujet particulier que nous

(1) Paul FAUCHILLE: *Traité de Droit international public*, N° 441,

nous proposons d'envisager ici : l'exclusion des Asiatiques aux Etats-Unis.

Posons d'abord cette question : Les Etats-Unis ont-ils, comme les propriétaires sur leurs terres, le droit de planter des poteaux avec cette inscription : Le public n'entre pas ici. Nous pouvons répondre, sans hésitation, que non. Le droit international moderne ne peut jamais tolérer cette prétention de constituer sur ce monde une sorte de « terra clausa ».

Il y a quelques siècles, des Etats ont essayé d'étendre aussi loin que possible leur souveraineté et ont réclamé le droit de se réserver la mer, ou certains mers ou fleuves et d'exploiter à leur profit exclusif les bienfaits de la nature. Les Etats du moyen-âge allaient même jusqu'à s'arroger de la haute-mer. La République de Gênes prétendait avoir la propriété exclusive de la mer Ligurienne; Venise s'était adjudgé l'Adriatique; les rois d'Espagne et de Portugal soutenaient qu'ils étaient seuls maîtres des mers du Nouveau-Monde. Au XVIII^e siècle même, l'Angleterre prétendait avoir seule la souveraineté des mers entourant les Iles Britanniques.

Ces abus, ce qu'on appelait « Mare clausum », ont dû enfin cesser devant les progrès lents, mais continus, du droit des gens. Le monde civilisé actuel reconnaît les deux grands principes en ce qui concerne les mers : 1^o Aucun Etat n'a de droit de souveraineté sur la haute mer; 2^o « les mers intérieures sont ouvertes à la libre navigation de tous les peuples » (1).

(1) BLUNTSCHLI: p. 29.

Le droit des gens a ainsi fini par faire justice de cette prétention ; mais allons-nous la voir revivre sous la forme encore plus intolérable de « *terra clausa* ».

On reconnaît aujourd'hui à toutes les nations le droit d'entretenir des relations de tous genres entre elles ; on veut que ces relations soient facilitées, protégées, afin que l'humanité produise plus et mieux, afin que les destinées du genre humain puissent être réalisées.

Les pays d'Asie orientale s'étaient, dans les derniers siècles, isolés complètement et interdisaient l'entrée de leur territoire à tous les étrangers de l'Europe et de l'Amérique. De même, la Chine et le Japon étaient aussi des pays fermés depuis des milliers d'années. Or, en 1842, la Chine fut contrainte par l'Angleterre à ouvrir ses ports en signant le traité de Nankin. En 1853, l'escadre du commandant Perry arriva au Japon et força, sous menace de bombardement, les Japonais à ouvrir les portes aux étrangers. Les Japonais n'ont pu que protester contre cette façon brutale de forcer leur porte que le droit pénal moderne qualifie de crime d'effraction.

Ainsi, c'est devant l'ultimatum sous forme de menace armée des Anglo-Saxons que ces deux grands pays ont ouvert leurs frontières aux étrangers.

Et aujourd'hui, ce sont ces mêmes Anglo-Saxons qui excluent les Asiatiques de leurs territoires par raison de race.

M. John Westlake écrit : « Les Etats-Unis et les colonies britanniques d'Australie ont créé contre la race jaune une législation qui, se basant sur le carac-

tère national des immigrants, ne peut se comparer à des exclusions spéciales. La pratique est donc très inégale entre les grandes divisions de l'humanité et, depuis que le Japon et la Chine ont été admis à la pleine communion des droits internationaux, on ne peut expliquer cette inégalité que comme la conséquence du fait que le droit international ne reçoit qu'une application partielle entre les Etats de civilisation européenne et d'autres civilisations (1).

Il est indiscutable, en droit international, que quand un traité existe à cet égard entre deux Etats, aucun d'eux ne saurait toutefois y déroger par une loi sans assentiment de l'autre. Ainsi, si deux Etats admettent sans réserves dans un traité, la liberté d'immigration pour leurs nationaux, un de ces Etats ne pourra par une loi interdire ou limiter l'entrée de son territoire aux sujets de l'autre. C'est cependant ce qu'ont fait les Etats-Unis en rendant, le 1^{er} octobre 1888, une loi fermant aux Chinois leurs frontières, alors que le traité conclu par eux avec la Chine le 18 juillet 1868 avait garanti la libre circulation et la libre émigration respectives de leurs ressortissants ; la Cour suprême des Etats-Unis siégeant à Washington, n'en a pas moins, par la décision du 13 mai 1889, déclaré valable la loi de 1888, « les traités, disait-elle, n'étant que l'équivalent d'un texte législatif et dès lors pouvant être abrogés ou modifiés selon le bon plaisir du Congrès. » (2).

(1) John WESTLAKE: Traité de Droit international, p. 227.

(2) CAILLEUX: La question chinoise aux Etats-Unis, p. 69.

Cette décision de la Cour suprême des Etats-Unis est une violation frappante du principe fondamental du droit des gens. Un traité dûment conclu et ratifié est assimilé aux lois constitutionnelles de l'Etat. La Constitution américaine même proclame que tout traité conclu par les Etats-Unis et les puissances étrangères sera « *supreme law of the land* » comme les lois constitutionnelles. On ne peut jamais admettre qu'un texte législatif ordinaire d'un seul Etat puisse abroger, ou seulement modifier, un traité international qui est l'accord juridique entre nations. Ce sera la destruction même du droit international.

Il est vrai que la loi de 1888 fut votée à l'approche des élections et qu'elle fût une tactique politique du parti républicain en dépit des traités existants. Le gouvernement de Washington reconnaissait au fond que la loi d'exclusion violait les règles du droit des gens ; pour tranquilliser sa conscience, il proposa au gouvernement de Pékin de négocier un nouveau traité qui fut signé le 17 mars 1894. Ce dernier prohibait pour dix ans l'immigration chinoise aux Etats-Unis ; ce traité a expiré en 1904, mais les Etats-Unis n'ont pas rapporté la loi de 1888 qui restait en vigueur après 1904, contrairement au traité de 1868.

En 1908, la Cour suprême des Etats-Unis a décidé, dans l'affaire *Ju Toy* (198, U. S. 253) qu'un citoyen de race chinoise auquel les autorités administratives refusaient la frontière, quand il revenait d'un séjour temporaire au dehors, l'accès du territoire n'avait pas le droit de faire juger par les tribunaux la question de savoir s'il était citoyen. Bien que l'act du Congrès

ne permette pas à l'autorité administrative de fermer le territoire aux citoyens, la Cour estime qu'il lui donne le pouvoir de déterminer si telle ou telle personne est ou non citoyen. De sorte qu'un citoyen américain de race chinoise peut se voir refuser arbitrairement l'accès du territoire américain selon le bon plaisir de l'autorité administrative (1).

Cette décision de la Cour suprême est incontestablement inconstitutionnelle. Le quinzième amendement de la Constitution américaine énonce que les droits civiques des citoyens des Etats-Unis ne doivent être déniés ou limités ni par les Etats-Unis, ni par aucun des Etats qui les composent, pour des raisons de race, de couleur. Comment peut-on admettre qu'un citoyen des Etats-Unis, pour la seule raison qu'il est de race non américaine, puisse être exclu des Etats-Unis par l'autorité administrative sans pouvoir en appeler devant les tribunaux.

D'autre part, les Etats-Unis ont étendu leur politique antiasiatique à leurs possessions tropicales où les conditions économiques et sociales sont toutes différentes. Dès avant l'annexion, on avait arrêté l'immigration des travailleurs chinois à Hawaï, malgré les services fort utiles qu'ils rendaient pour les plantations, et aux Philippines, on leur a aussi fermé les portes.

Pendant les années, le gouvernement mandchou, dont la faiblesse en politique extérieure a coûté cher au peuple chinois, avait semblé indifférent à tout cela.

(1) *Revue de Droit international privé*, 1909, p. 401.

Pour un empire asiatique qui compte plusieurs centaines de millions d'habitants, le sort de quelques ouvriers de Kouangtung n'attirait guère son attention. Aux Etats-Unis, on ne redoutait pas une revanche de leur part. Mais le peuple chinois a ressenti l'humiliation des traitements injustes infligés à ses compatriotes aux Etats-Unis. Le boycottage de 1905 contre les Américains était une manifestation du talent d'organisation du peuple chinois dont jusqu'alors on ne s'était pas douté, et il força les Américains à se rendre compte que si la Chine n'est pas forte comme puissance militaire, son peuple est pourtant capable de rendre coup pour coup et de frapper juste lorsque l'on méconnaît ses droits et ses sentiments.

Lors du vote de l'act de 1924, les Etats-Unis dénoncent le Gentlemen's agreement act qu'ils ont conclu avec le Japon en 1907 sans avertir ni consulter la nation intéressée. Ce qui est aussi contraire à l'usage courant du droit international et n'est qu'une vexation brutale à l'égard d'un co-contractant.

La loi de 1924 établit pour les peuples asiatiques un régime de complète exclusion qui les oppose à tous les autres peuples de race blanche. On semble les considérer comme non-civilisés et les stigmatiser comme indignes.

L'Américain, ivre de sa puissance matérielle, fier de son or et de son industrie, s'arroe le droit de mépriser la race jaune et sa civilisation et de la regarder comme inférieure. Mais si l'Asiatique avait une intelligence réellement inférieure aux autres peu-

ples, il n'aurait pas la civilisation la plus ancienne du monde. L'Asie est le berceau de l'humanité et des religions, sa civilisation égale la civilisation occidentale. Elle n'est d'ailleurs pas antagoniste avec la dernière ; elles ont, au contraire, toutes deux les mêmes principes libéraux tant en philosophie qu'en politique ; elles proclament la fraternité de tous les peuples du monde. La solidarité des nations nous impose de fondre les deux civilisations occidentale et orientale pour en créer une meilleure, plus avantageuse pour l'humanité entière. Nous ne saurions trop condamner ceux qui, avec leurs préjugés injustes de race, croient devoir maintenir à l'écart les deux civilisations l'une loin de l'autre.

Déjà Elysée et Onésime Reclus écrivaient il y a plus de vingt ans dans l'Empire du Milieu : « Quelles que soient les destinées politiques et militaires de la Chine et du Japon dans leurs rapports avec les puissances européennes, une chose est certaine, c'est que les nations de l'Orient et de l'Occident sont désormais solidaires et qu'elles le seront de plus en plus, avec une intensité croissante, comme la boule de neige qui, de simple flocon, devient avalanche... Le monde est devenu trop étroit pour que les civilisations puissent se développer isolément, en des bassins géographiques distincts, sans se mêler en une civilisation supérieure. »

Les Européens ont pour la plupart une idée fausse à cause de l'éloignement géographique de la Chine, du Japon et d'autres pays d'Asie contemporaine. Le prodigieux bouillonnement d'idées par lequel s'opère

lentement, mais progressivement et sûrement, la synthèse des deux civilisations leur échappent presque entièrement.

La conduite des Etats-Unis à l'égard des Asiatiques n'a rien de raisonnable. Elle obéit à une violente poussée de nationalisme, à une sorte d'ivresse de souveraineté. Ce qui est au fond des esprits américains, certains de leurs journaux l'expriment naïvement : le principe de la séparation des races doit être établi d'une façon absolue. (1).

Il est d'ailleurs bien facile de remarquer que la politique internationale des Etats-Unis d'aujourd'hui est sans conteste une politique impérialiste qui consiste à imposer partout leurs désirs et méconnaître souvent les revendications les plus justes, les droits les plus légitimes des autres nations. Leur politique sur l'immigration des Asiatiques n'est qu'un des aspects de cet impérialisme américain.

On voit que les Américains accusent les Français d'impérialisme à l'égard des Allemands parce que les Français réclament ce qui leur est dû au nom du traité solennel de Versailles. Tandis que les Anglo-Saxons réclament avec âpreté le remboursement des dettes que la France avait contractées vis-à-vis d'eux pour assurer le triomphe de la cause commune. Cependant, comme l'a écrit M. J. Barthelemy, « pas un dollar n'a traversé l'Océan, pas une livre n'a passé la Manche. Les crédits que nous ont consentis nos Alliés ont été intégralement dépensés sur leur terri-

(1) L. COUCHOUD: Dans le conflit du Pacifique. *Progrès Civique*, août 1924.

toire, leurs avances n'étaient qu'une contribution à la défense commune ; nous donnions surtout les soldats, les Américains donnaient les choses. C'est nous qui sommes les débiteurs !... Aux Américains, nous avons acheté surtout du blé, du pétrole et des métaux divers ; aux Anglais, nous avons demandé surtout du charbon et des frêles. Or, nos Alliés nous ont livré ces fournitures ou fait ces prestations à des prix qui étaient majorés de 250 à 1.000 % sur les prix d'avant-guerre. Nous n'étions pas à une époque où il était permis de marchander. Aussi, le montant de notre dette a-t-il été usurairement gonflé. » (1).

L'impérialisme américain, a écrit, d'autre part, M. E. Boutmy, a deux caractères : l'excès de l'infatuation, la vivacité de la convoitise. Les Etats-Unis n'admettent pas qu'on ait un autre avis que le leur en ce qui concerne les affaires de leur continent. Ils s'attendent à être consulté avec déférence dans les questions qui intéressent les autres parties du monde. De plus, chaque fois qu'ils rencontrent un territoire bon à prendre, ils éprouvent une envie instinctive de se l'approprier et ensuite une difficulté extrême à y renoncer par sagesse. » (2).

Tel fût déjà l'impérialisme américain, il y a une vingtaine d'années ; mais de nos jours, l'égoïsme américain ne fait qu'augmenter leurs prétentions.

Certes, la nation américaine a fait un progrès extraordinaire et elle est devenue aujourd'hui à la

(1) Jean AUDEMAR : L'impérialisme anglo-saxon, p. 238.

(2) Emile BOUTMY : Psychologie du peuple américain, p. 334.

fois le grenier à blé, le chantier de charbon et de fer, le dépôt de coton où vont puiser tous les peuples. Elle se sent forte et croit que la force lui crée un droit. Ce droit se tourne encore en prétentions qui se manifestent partout dans sa politique impérialiste. Mais ce que la force a fait, la force peut le défaire.

Quand les Etats-Unis excluent tous les Asiatiques de leur territoire, ils prétendent qu'ils sont en droit d'agir ainsi en vertu du principe de la souveraineté. Leur territoire leur appartient, et charbonnier est maître chez soi, disent-ils. Mais là, leur logique même est en défaut. C'est au nom du beau principe de chance égale que les Anglo-Saxons ont forcé toute l'Asie de laisser les portes grandes ouvertes pour qu'ils puissent y venir accaparer les grands marchés orientaux, intervenir dans les affaires intérieures de ces pays pour satisfaire leurs intérêts égoïstes. Comment peuvent-ils expliquer cette porte fermée contre cette même Asie ?

L'Asie est surpeuplée. Pour que ses enfants ne meurent pas un jour de faim, il faut que certains d'entre eux émigrent dans d'autres parties du globe pour chercher leur pain quotidien. Et les Anglo-Saxons prétendent accaparer des millions de kilomètres carrés de terres dont la grande partie reste encore vierge et qui ne seront pas en valeur avant un bon siècle. Le grenier de blé, dit-on, appartient à son propriétaire qui peut en disposer comme il veut. Oui, mais quand ses voisins sont pris par la famine, il n'a pas le droit d'y mettre le feu.

M. Paul Leroy-Beaulieu a fait justement remar-

quer que l'immigration, reconnue comme un droit individuel, est un sûr moyen d'empêcher les envahissements armés et les conquêtes violentes ; si l'immigration individuelle était supprimée, est-ce que, par désespoir de pouvoir nourrir et accroître leur population sur un territoire encombré, les nations prolifiques, confinées, enserrées, étouffées dans les limites étroites d'une terre ingrate, ne songeraient pas à s'emparer par la force des pays voisins plus favorisés par la nature et plus dénués d'habitants. (1).

Encore, les droits anglo-saxons sont de bien fraîche date. Ils n'ont historiquement rien à prétendre. Il ne s'agit pas du tout d'une possession millénaire comme celle de la Chine par les Chinois, celle du Japon par les Japonais, ou celle de l'Égypte par les Égyptiens. Voilà tout au plus la durée d'un âge d'homme que les Américains sont maîtres de la Californie qu'ils ont prise de force au Mexique et qu'ils occupent le Washington et l'Orégon dont ils ont dépossédé les anciens et légitimes maîtres du sol, c'est-à-dire les Peaux-Rouges. Il n'y a pas plus d'un siècle que les Australiens sont possesseurs du Nord et de l'Est. Cet accaparement, cette avidité de territoires ressemblent trop à la séquestration.

Les nations asiatiques n'ont jamais refusé aux États-Unis de limiter d'une façon stricte s'il est nécessaire leur immigration par un accord diplomatique comme nous l'avons vu au cours de notre exposé historique de l'immigration asiatique. C'est ainsi que la

(1) Paul LEROY-BEAULIEU : *Economiste français*, 24 septembre 1892.

Chine a consenti maintes fois à conclure des traités qui limitaient, même parfois, suspendaient pour une durée déterminée, l'immigration de ses ressortissants aux Etats-Unis. Le Japon, par le Gentlemen's agreement act de 1907, a pris l'engagement de réduire considérablement le nombre de départs de ses ouvriers. De même le Siam a conclu avec les Etats-Unis le 16 décembre 1920 une convention dont les articles 1 et 15 réglementent strictement l'immigration siamoise en Amérique.

La Chine, par une loi sur l'émigration du 21 avril 1918 et une ordonnance promulguée à la même date a pris des dispositions rigoureuses réglementant l'émigration des ouvriers chinois. Le recrutement des ouvriers par les agences chinoises ou étrangères sont assujetties au contrôle de l'Etat et elles doivent être autorisées par l'autorité. Tous les contrats de travail doivent être approuvés par le Bureau de l'Emigration Ouvrière. Des commissariats de l'émigration sont créés à l'étranger. Toutes ces mesures faciliteraient l'application des conventions d'immigration avec les pays étrangers.

Mais les Etats-Unis, par orgueil de leur force, croient pouvoir mépriser les peuples asiatiques en leur organisant une véritable mise en quarantaine sur les rivages de l'Océan Pacifique.

La note que l'ambassadeur du Japon à Washington a remise le 31 mai 1924 à la Maison Blanche démontre aux Etats-Unis leur injustice. Il y est dit notamment : « Il n'est pas sans doute nécessaire d'établir que les distinctions entre nations, quels qu'en soient la forme

ou l'objet, même si elles sont basées sur des raisons purement économiques, sont contraires aux principes de la justice et de l'équité, sur lesquels les relations amicales entre les nations doivent reposer en dernière analyse. C'est à ces principes mêmes que la doctrine de l'égalité de traitement, maintenant largement admise et avec le concours constant des Etats-Unis, doit son existence. A plus forte raison, est irrecevable la différence de traitement basée sur la différence des races. C'est la condamnation profonde d'une telle pratique qui a évidemment amené le gouvernement américain, en 1922, à dénoncer le traité de commerce entre les Etats-Unis et la Russie, à la suite de la résolution de la Chambre des Représentants du 13 décembre 1911, pour protester contre le traitement injuste et inégal réservé en Russie à des étrangers d'une race déterminée (massacre des Juifs à Kichinew). »

« Cependant c'est bien d'une distinction de nature identique qu'il s'agit dans les nouvelles dispositions législatives américaines. Le règlement de 1924 sur l'immigration considéré à la lumière de l'interprétation par la Cour suprême des lois de naturalisation, a clairement établi la règle que l'admission des étrangers aux Etats-Unis repose non sur leurs mérites ou leurs qualités personnels, mais sur la différence de la race à laquelle ils appartiennent. »

D'ailleurs, du tableau des contingents d'immigrants à admettre, il ressort que la loi de 1924 a établi aussi des discriminations pour d'autres races que la race jaune. Elle classe en quelque sorte les nationaux de

l'Europe méridionale, c'est-à-dire des races slave et latine comme indésirables à côté des Anglo-Saxons et Germaniques.

Pour les Italiens, le chiffre des admissions est réduit à 3.889 alors qu'il était de 42.057 d'après la loi de 1921. C'est pour eux un coup dur. Si le duc Mussolini a accepté de voir classer les citoyens romains parmi les indésirables sans protester, c'est qu'il a escompté sur son attitude d'abstention un meilleur règlement pour les dettes que l'Italie a contractées aux Etats-Unis. En effet, il a pu obtenir des conditions plus favorables de remboursement lors du dernier voyage du comte Volpi, ministre des finances italien, à Washington. D'autre part, l'Italie n'est peut-être pas fâchée de voir son émigration se détourner vers d'autres pays qui, comme l'Amérique du Sud, l'Asie Mineure ou la Tunisie, pourront mieux accepter la colonisation italienne.

Pour la Roumanie, le nombre d'admission est réduit de 7.419 à 631 ; Yougoslavie de 6.426 à 735 ; Russie de 24.405 à 1.792 ; Turquie et Grèce à 100.

A l'égard des immigrants des pays d'Europe, la prohibition américaine, quoique beaucoup moins sévère n'est pas moins cruellement égoïste. De ces pays d'Europe, dont la plupart ont été ravagés par la guerre, par la révolution, par la famine, des milliers d'hommes regardent outre-mer pour y chercher sinon la fortune, du moins un asile. Vous représentez-vous quelle est leur situation lors du débarquement au moment où la queue qui se presse aux barrières se trouve brusquement coupée par un comptage impitoyable et refoulée sur le bateau, puis en Europe,

En somme, la politique américaine sur l'immigration est égoïste et impitoyable. Mais ce qui irrite le plus les races asiatiques, c'est l'exclusion complète qu'elle a adoptée à leur égard et qui d'ailleurs sans aucune utilité, sans nécessité pour les Etats-Unis pourrait compromettre la paix du monde.

Les Etats-Unis qui pendant de longues années avaient le titre du grand ami en Extrême-Orient veraient désormais diminuer, par leur propre maladresse, leurs influences morales et intérêts commerciaux et économiques en Asie. Car il est trop dur pour les Asiatiques d'aimer les Américains sans réciprocité.

Et l'amitié entre nations serait un vain mot, si elle ne reposait pas sur un respect mutuel et sur une observation scrupuleuse des grands principes du droit des gens.

CONCLUSIONS

Lors de la conférence de Paris de 1919, le monde espérait qu'enfin une paix juste et universelle allait s'établir. Mais une fois de plus, l'hégémonie anglo-saxonne a prévalu et beaucoup de droits et intérêts légitimes d'autres nations ont été méconnus et sacrifiés.

Les délégués chinois à la conférence, notamment M. Wellington Koo, réclamaient, au nom des principes wilsonniens, la rétrocession du Chantong à la chine. Cette demande, basée sur le « Droit des Peuples », a mis le président Wilson dans l'embarras ; mais M. Lloyd George avait décidé d'imposer à la Chine les articles 156, 157 et 158 du traité de Versailles qui prétendent enlever à celle-ci des droits importants sur une de ses provinces. Ce qui a déterminé la délégation chinoise à refuser, non sans amertume, de signer le traité de Versailles (1).

La question de l'émigration jaune en Amérique et en Australasie fut aussi posée à la conférence ; mais l'Angleterre et l'Amérique refusèrent toute discussion

(1) Dans les pourparlers ultérieurs entre la Chine et le Japon sur la question du Chungtung, la Chine a tenu toujours à sauvegarder ses droits souverains sur cette province.

à ce sujet. Le marquis Saionji, délégué du Japon, se rabattit alors sur une demande plus générale, tendant à faire reconnaître le principe de l'égalité des races en droit international. Là encore, le veto de l'Angleterre et des Etats-Unis fut absolu. Malgré le suffrage de la France et la certitude d'une majorité à la conférence, les Asiatiques n'ont pu faire écarter par les puissances anglo-saxonnes ce principe injuste et humiliant de la « racial discrimination ». Il avait suffi que la question fut posée pour que le président Wilson et M. Lloyd George en oubliassent instantanément l'un de ses Quatorze points, l'autre ses sermons humanitaires ; la charité anglo-saxonne s'arrêtait à la couleur de la peau. Malgré le Décalogue wilsonnien, malgré le Covenant et la Société des Nations, la lutte des races subsistait toujours et toute question politique restait une question de force.

Le conflit américano-asiatique sur l'immigration, ou plus exactement la question des races, nous apparaît désormais comme un point noir grossissant et qui menace d'obscurcir, un jour prochain, le ciel du Pacifique !

Les Américains provoqueraient une guerre contre les peuples d'Asie ? Nous ne voulons pas le croire. Pourtant des inquiétudes sont sérieuses. Les puissances anglo-saxonnes poussèrent leurs armements.

Le programme naval que les Etats-Unis adoptaient en 1920 comporta pour 1924, en force de première ligne : 27 cuirassés type dreadnought, ou postérieurs, 6 croiseurs de bataille, 16 croiseurs légers, 316 destroyers, 116 sous-marins. Ils ont obtenu d'autre part,

à la conférence de Washington la promesse d'aide morale britannique dans le Pacifique.

Assis, inébranlablement, entre leurs deux océans, n'ayant rien à redouter d'aucun voisin, les Etats-Unis sont dans une position géographique que tous peuvent envier, mais que nul ne peut atteindre. Alors, pourquoi tous leurs préparatifs de guerre, sinon contre l'Asie ?

De son côté, l'amirauté japonaise prévoit pour l'échéance de l'année 1924, 16 dreadnoughts, 8 ou 12 croiseurs de bataille, 25 croiseurs légers, 143 destroyers et 44 sous-marins. Mais dans cette course aux armements, les Etats-Unis arrivaient les premiers avec 27 capital ships contre 16.

M. L. Couchoud a reproduit, dans un article qu'il a écrit en 1924 (1), la conversation que M. Anatole France a eue, au printemps de 1918, avec un diplomate chinois au sujet de la grande guerre : « La présente guerre contre l'Allemagne, disait-il, finira bientôt dans quelques mois ou dans quelques années, Mais la paix ne s'établira pas. Nous entrons dans une ère belliqueuse. C'est la première fois dans l'histoire que le monde entier se livre en même temps à la guerre. Pour la première fois, tous les patriotismes, tous les nationalismes sont échauffés, tous les impérialismes exaspérés. Pour la première fois, des peuples autrefois sans armes ont levé des armées immenses : les Etats-Unis n'avaient jamais eu tant d'hommes sous les drapeaux, sinon pour lutter les uns contre les autres. Ils avaient une force navale, à pré-

(1) L. COUCHOUD : article cité,

sent, ils ont aussi une force militaire. Après la guerre, ils n'auront pas le goût, ni le courage de désarmer complètement. Et le peuple qui a une armée forte ne résiste pas longtemps à la tentation de s'en servir. L'intervention américaine va demain mettre fin à la guerre contre l'Allemagne, mais elle nous prépare pour après-demain des guerres plus terribles. Et c'est contre vous, peuples d'Extrême-Orient, qu'éclatera la première. »

Ce n'est certainement pas sans de grandes raisons que le sage Français nous donne l'alarme.

La conférence de Washington qui dura du 12 novembre 1921 au 6 février 1922 a, conformément au désir du Président Harding, traité de toutes les questions intéressant la politique du Pacifique et les armements navals. L'accord de Washington avait réalisé, dans l'ordre de la politique intérieure américaine, le triomphe du parti républicain qui venait alors de s'emparer du pouvoir. Mais il avait surtout pour but de consolider, en limitant les armements navals des puissances rivales, la situation navale prépondérante des Etats-Unis et de l'Angleterre. Ce texte leur permettait, d'autre part, de réaliser une économie appréciable pour un budget déficitaire et de résoudre de la seule façon possible l'angoissant problème des équipages.

Remarquons que si les Américains ont voulu fixer le tonnage maximum autorisé à 35.000 tonnes de déplacement, leur arrière-pensée est que ce tonnage limite représentait précisément le plus élevé auquel le canal de Panama, tel qu'il existe aujourd'hui, peut

livrer passage. Ils ont ainsi obtenu le nouvel avantage de pouvoir conserver leurs flottes dans l'un ou l'autre de leurs océans, à leur choix, sans avoir à construire un nouveau canal, ou même à élargir l'ancien.

Si les Etats-Unis ont convoqué cette conférence, ce n'est pas qu'ils voulaient désarmer comme ils invitent les autres nations à le faire. La conférence de Washington était une des tactiques militaires américaine.

Nous ne devons d'ailleurs pas négliger la tendance manifeste des deux peuples anglo-saxons de se coaliser et de se dresser en bloc devant le reste du monde. Cela nous souligne encore la gravité du danger.

M. Chamberlain a déclaré : « Je refuse de parler des Etats-Unis comme d'une nation étrangère. Nous sommes tous de la même race et du même sang ; nous sommes les branches d'une même famille. » Et lord Derby s'adressant au D^r Dillon : « L'idéal le plus élevé que je puisse prévoir dans l'avenir pour mes concitoyens, c'est l'époque où nous serons admis dans l'union américaine pour ne former qu'une grande fédération. » Enfin, c'est M. Carnegie qui s'écriait : « J'affirme qu'aussi sûrement que le soleil dans les cieux brilla sur l'Angleterre et sur l'Amérique unies, aussi certainement il se relèvera un matin et brillera encore joyeusement sur les Etats-Unis, à nouveau, de l'Union américaine et britannique... L'idée de réunion serait accueillie avec enthousiasme aux Etats-Unis. » (1).

(1) J. AUDEMAR : Impérialisme anglo-saxon, p. 225 et 226.

Une coalition de ces deux puissances formidables est trop menaçante et oblige, par la logique des choses, d'autres peuples, particulièrement les peuples asiatiques, à se grouper pour s'en défendre. Ce qui rendra, hélas ! plus facile la chance d'une guerre future.

Le problème issu de la rivalité des races est un des plus redoutables qui existent. Si la diplomatie ne s'emploie pas à le résoudre, l'humanité assistera à la plus sombre tragédie que le monde ait jamais vue.

Mais nous sommes convaincus que la question de race peut s'arranger. Et une différence de race n'implique pas nécessairement une radicale inimitié. Il faut que la diplomatie trouve une solution équitable. La guerre entre l'Asie et l'Amérique devra être évitée. Une guerre serait non seulement une grande folie, mais un crime pour la nation qui l'aurait provoquée. Tous les peuples ont déjà trop souffert, pendant ces dernières années, les uns de la récente guerre de 1914 ou des guerres intestines qui sont souvent inévitables au cours d'évolution d'un grand pays, et les autres de la famine ou de catastrophes épouvantables, pour que l'humanité puisse encore subir une nouvelle guerre sans périr.

La paix actuelle, imparfaite, boiteuse, vaut toujours mieux qu'une guerre. Tout en l'améliorant, efforçons-nous de la maintenir tant qu'il est possible.

Pour résoudre le problème qui nous préoccupe, espérons que, dans un bref délai, un congrès international réunisse les principales puissances intéressées et de grands représentants du droit international

pour consacrer définitivement le principe de « l'égalité des races ». Dans ce sens, le droit des gens a déjà fait un grand pas, il s'agit maintenant de rendre ce pas décisif.

On s'entendra certainement mieux autour du tapis vert que sur un champ de bataille.

La politique extérieure des Etats-Unis qui se caractérise par un mélange d'enflure, de brutalité et d'imprévoyance, est due, comme nous l'a expliqué M. Boutmy (1), pour beaucoup à la prépondérance des Etats de l'Ouest dans les conseils de l'Union. Car la seule politique intelligible pour ces hommes de l'Ouest se ramène à une psychologie très simple qui s'exprime par des phrases comme celles-ci :

Il faut être fort ; la force se mesure par l'étendue du champ où elle se fait sentir. La force se mesure encore aux coups qu'on donne à son voisin, et il faut que l'épreuve soit renouvelée de temps à autre ; les coups qu'on donne sont un fait incontestable. L'éclat et la violence du langage sont déjà des commencements de victoires. La force se constate par l'existence d'une armée considérable... Mais cet état de choses, et surtout d'esprit se modifiera probablement dès que la démocratie américaine sera mieux cultivée.

L'intention des Etats-Unis de participer à la Cour de justice internationale, exprimée récemment par le président Coolidge et le Secrétaire d'Etat, M. Kellogg et d'autres hommes d'Etat américains, nous fait croire que les Etats-Unis pensent aussi qu'une justice internationale est nécessaire pour la paix du monde. Cependant, qu'ils réparent d'abord leurs injustices,

(1) E. BOUTMY: *Psychologie du peuple américain*, p. 340 et 341.

la discrimination de races qu'ils adoptent vis-à-vis des Asiatiques en est une des plus grandes.

Une fois la question de races résolue par le triomphe de la justice et de l'équité, la question d'immigration asiatique en Amérique ne tardera de l'être.

En effet, tous les Etats asiatiques ne refusent point aux Etats-Unis de négocier un accord équitable pour limiter l'immigration dans ce dernier pays. De même, si, faute de pouvoir conclure immédiatement des traités, on appliquait aux Asiatiques le même régime que pour les ressortissants des pays européens, c'est-à-dire que leurs admissions soient réduites à un coefficient annuel de 2 % sur celles de 1890, il n'y aurait que cinq ou six cents immigrants par an, qui entreraient aux Etats-Unis. Cette addition insignifiante à une population de 100 millions d'âmes n'est certainement pas chose grave. Alors, pourquoi les Américains n'hésitent-ils pas à jouer avec le feu, quand il suffit d'un peu de bonne volonté pour écarter le grand danger qui menace.

Répons, en terminant, avec M. de Vattel : Rien n'est plus beau, plus louable et plus conforme aux devoirs réciproques des nations que de s'en relâcher autant qu'on peut le faire, sans se moquer de soi-même sans se mettre en danger ou sans souffrir une perte considérable.

Vu :

Le 17 Avril 1926.

Le Président de la thèse,
P. PIC.

Vu :

Le 19 Avril 1926.

Le Doyen de la Faculté
L. JOSSERAND.

Vu et permis d'imprimer :

Lyon, le 20 Avril 1926

LE RECTEUR, PRÉSIDENT DU CONSEIL DE L'UNIVERSITÉ,
GHEUSI.

Annexe

Loi du 26 Mai 1924 tendant à limiter l'immigration des étrangers aux Etats-Unis et à d'autres fins.

An act to limit the immigration of aliens into the United States, and for other purposes. Approved, May 26 th, 1924.
(Public, N° 139, 68 th Congress) H. Y. 7996.

1. Le Sénat et la Chambre des Représentants des Etats-Unis d'Amérique, assemblés en Congrès décident que la présente loi sera intitulée « Loi de 1924 sur l'immigration ».

VISAS D'IMMIGRATION

2. — a) A la demande d'un immigrant (au sens de l'article 3), un agent consulaire peut (dans les conditions prescrites plus loin et sous réserve des limitations prévues à la présente loi ou aux règlements intervenus en application et concernant le nombre des visas d'immigration qui peuvent être accordés par cet agent) délivrer à cet immigrant un visa d'immigration qui consistera en un exemplaire, visé par lui, de la demande prévue à l'article 7. Ce visa spécifiera : (1) la nationalité de l'immigrant ; (2) s'il est un immigrant contingenté (au sens de l'article 4) ; (3) la date à laquelle la validité du visa d'immigration expire ; (4) les renseignements supplémentaires nécessaires à la bonne exécution des lois sur l'immigration et des lois sur la naturalisation, de la manière qui peut être prescrite pour les règlements.

b) L'immigrant doit fournir deux exemplaires de sa photographie à l'agent consulaire. Un exemplaire sera fixé au visa d'immigration par l'agent consulaire ; l'autre sera employé de la manière qui pourra être prescrite par les règlements.

c) La validité d'un visa d'immigration expirera à la fin de la période spécifiée à ce visa et qui ne devra pas dépasser quatre mois, de la manière qui sera prescrite par les règlements. Au cas, où un immigrant arrive aux Etats-Unis par voie d'eau, ou s'il arrive par voie d'eau dans un territoire étranger contigu, en effectuant un voyage ininterrompu jusqu'aux Etats-Unis, et si le navire a quitté avant l'expiration de la validité de son visa d'immigration, le dernier port en dehors des Etats-Unis et en dehors du territoire étranger contigu où l'immigrant s'est embarqué si l'immigrant continue son voyage jusqu'aux Etats-Unis, la validité de son visa d'immigration, sans avoir égard au moment de son arrivée aux Etats-Unis, ne sera pas considérée comme expirée.

d) Si une loi ou des règlements ou ordonnances rendus en application exigent, sur le passeport d'un immigrant, pour son entrée aux Etats-Unis, l'obtention du visa d'un agent consulaire, cet immigrant ne sera pas obligé d'obtenir sur son passeport, un visa autre que le visa d'immigration délivré aux termes de la présente loi ; toutefois le numéro et la date de son visa d'immigration seront inscrits sans frais sur son passeport. Le présent paragraphe ne sera pas applicable à un immigrant qui, aux termes du paragraphe b de l'article 13, n'est pas obligé d'obtenir un visa d'immigration.

e) L'état ou la liste des passagers exigé par les lois sur l'immigration doit contenir une rubrique mentionnant la date, le lieu de la remise et le numéro du visa d'immigration de chaque immigrant. L'immigrant doit remettre son visa d'immigration au fonctionnaire de l'immigration du port d'inspection ; ce dernier, au moment de l'inspection, inscrira sur le visa d'immigration la date, le port d'entrée et le nom éventuel du navire sur lequel l'immigrant est arrivé. Le visa d'immigration sera transmis aussitôt, par le fonctionnaire de l'immigration de service au port d'inspection, au département du Travail, conformément aux règlements rendus par le Secrétaire du Travail.

f) Aucun visa d'immigration ne sera délivré à un immigrant si l'agent consulaire estime, d'après les déclarations contenues dans la demande ou dans les pièces qui y sont jointes, que l'immigrant ne peut pas aux termes des lois sur l'immigration, être admis aux Etats-Unis ; de plus, le visa d'immigration ne sera pas délivré si la demande n'est pas conforme aux stipulations de la présente loi ou si l'agent consulaire sait ou a des raisons de croire que l'immigrant ne doit pas être admis aux Etats-Unis, aux termes de la loi sur l'immigration.

g) Aucune des dispositions de la présente loi ne devra être interprétée de manière à donner à un immigrant auquel un visa d'immigration a été délivré le droit de pénétrer aux Etats-Unis, si, à son arrivée, on trouve qu'aux termes des lois sur l'immigration il ne doit pas être admis aux Etats-Unis. La teneur du présent paragraphe sera imprimée, bien en vue, sur chaque visa d'immigration.

h) Une taxe de neuf dollars sera perçue pour la remise de chaque visa d'immigration et sera portée à la Trésorerie au titre des recettes diverses.

DÉFINITION DU TERME « IMMIGRANT »

3. — Lorsqu'il est employé au cours de la présente loi, le terme « immigrant » désigne tout étranger partant d'un lieu quelconque en dehors des Etats-Unis à destination de ce pays à l'exception (1) des fonctionnaires de gouvernement, de leur famille, de leur suite, de leurs domestiques et de leurs employés, (2) des étrangers visitant temporairement les Etats-Unis en qualité de touristes ou temporairement pour leurs affaires ou leur plaisir, (3) des étrangers en transit ininterrompu à travers les Etats-Unis, (4) des étrangers admis légalement aux Etats-Unis et qui s'en vont plus tard, en transit, d'une partie des Etats-Unis dans une autre, à travers un territoire étranger contigu, (5) des marins étrangers *bona fide* employés en cette qualité sur un navire arrivant à un port des Etats-Unis et qui cherchent à pénétrer temporairement aux Etats-Unis uniquement en vue de

l'exercice de leur profession de marins, (6) des étrangers ayant le droit de pénétrer aux Etats-Unis uniquement pour faire du commerce, aux termes des stipulations d'un traité de commerce et de navigation en vigueur à l'époque, et conformément aux stipulations de ce traité.

IMMIGRANTS NON CONTINGENTÉS

4. — Lorsqu'il est employé au cours de la présente loi, le terme « immigrant non contingenté » désigne :

a) Un immigrant qui est l'enfant célibataire âgé de moins de dix-huit ans, ou la femme d'un citoyen des Etats-Unis qui y réside au moment de la présentation de la demande aux termes de l'article 9

b) Un immigrant précédemment admis légalement aux Etats-Unis et qui revient d'un voyage temporaire à l'étranger ;

c) Un immigrant qui est né dans le Dominion du Canada, à Terre-Neuve, dans la République du Mexique, dans la République de Cuba, dans la République de Haïti, dans la République Dominicaine, dans la Zone du Canal ou dans un pays indépendant de l'Amérique centrale ou du Sud, ainsi que sa femme et ses enfants célibataires âgés de moins de dix-huit ans, s'ils l'accompagnent ou s'ils le suivent pour le rejoindre ;

d) Un immigrant qui, pendant deux années au moins précédant immédiatement le moment de sa demande d'admission aux Etats-Unis, a exercé sans interruption la profession de ministre d'une religion quelconque ou de professeur de collège, d'académie, de séminaire ou d'université, et qui ne désire entrer aux Etats-Unis qu'en vue d'exercer cette profession ainsi que sa femme et ses enfants célibataires âgés de moins de dix-huit ans, s'ils l'accompagnent ou le suivent pour le rejoindre ;

e) Un immigrant qui est un étudiant *bona fide*, âgé d'au moins de quinze ans, et qui ne désire entrer aux Etats-Unis qu'en vue de faire des études dans une école, un collège, une académie, un séminaire ou une université accrédités, qu'il

désigne nommément et que le secrétaire du Travail approuve ces institutions ayant accepté de notifier au Secrétaire du Travail la fin des études de chaque étudiant immigrant. Si une de ces institutions omet de fournir rapidement cette notification, l'autorisation sera retirée.

IMMIGRANTS CONTINGENTÉS

5. — Lorsqu'il est employé au cours de la présente loi, le terme « immigrant contingenté » désigne tout immigrant qui n'est pas un immigrant non contingenté. Un étranger qui n'est pas particulièrement désigné, au cours de la présente loi, comme immigrant non contingenté ou non immigrant, ne sera pas admis comme immigrant non contingenté ou comme non immigrant, en raison d'un lien de parenté avec un individu qui est ainsi désigné ou pour la raison qu'il échappe à l'application de toute autre loi réglant ou interdisant l'immigration.

RANG DES IMMIGRANTS CONTINGENTÉS

6. — *a)* Quand les visas d'immigration sont délivrés à des immigrants contingentés, la préférence sera donnée :

(1) A un immigrant contingenté qui est l'enfant, célibataire âgé de moins de 21 ans, le père, la mère, le mari ou la femme d'un citoyen des Etats-Unis âgé de 21 ans au plus ;

(2) A un immigrant contingenté qui est qualifié en agriculture, à sa femme et à ses enfants à sa charge âgés de moins de 15 ans, s'ils l'accompagnent ou s'ils le suivent pour le rejoindre. La préférence stipulée au présent paragraphe ne s'appliquera pas aux immigrants dont le coefficient annuel est inférieur à 300.

b) La préférence stipulée au paragraphe *a)* ne dépassera pas, dans le cas d'immigrants contingentés d'une nationalité quelconque, 50 % du coefficient annuel de cette nationalité. Aucune des dispositions du présent article ne devra être interprété comme accordant à la classe d'immigrant spécifiée au paragraphe *a)* alinéa (1) une priorité de préférence sur la classe spécifiée à l'alinéa (2) ;

c) La préférence stipulée au présent paragraphe sera donnée, dans le cas d'immigrants contingentés d'une nationalité quelconque, dans le mois de l'année civile pour lequel le droit à la préférence est établi, si le nombre des visas d'immigration qui peuvent être délivrés dans ce mois à des immigrants contingentés de cette nationalité n'est pas encore atteint; dans le cas contraire, la préférence sera donnée dans le mois suivant de l'année civile.

DEMANDES DE VISAS D'IMMIGRATION

7. — a) Tout immigrant sollicitant un visa d'immigration en fera la demande en double exemplaire et dans la forme qui sera prescrite par les règlements ;

b) Dans la demande, l'immigrant devra déclarer : (1) son nom véritable et complet; son âge, son sexe et sa race, ses date et lieu de naissance, les lieux de ses résidences pendant les cinq dernières années précédant immédiatement la demande; s'il est marié ou célibataire, ainsi que, s'il y a lieu, les noms et lieux des résidences de sa femme ou de son mari et de ses enfants mineurs, ses professions ou occupations, sa description personnelle (y compris la taille, le teint, la couleur des cheveux et des yeux ainsi que les signes particuliers d'identification); son aptitude à parler, lire et écrire, les noms et adresse de ses père et mère et, si aucun n'est vivant, le nom et l'adresse de son parent le plus proche dans le pays d'où il vient; sa destination définitive et éventuelle au delà du port d'arrivée ; s'il va rejoindre un parent ou un ami et, dans ce cas, quel est ce parent ou cet ami, son nom et son adresse complète, le but dans lequel il se rend aux Etats-Unis ; le temps qu'il a l'intention de passer aux Etats-Unis ; s'il a ou non l'intention de demeurer en permanence aux Etats-Unis ; s'il n'a jamais été en prison ou dans un hospice ; si lui-même ou l'un ou l'autre de ses parents n'a jamais été dans une institution ou dans un hôpital destinés aux soins et au traitement des aliénés; (2) dans le cas où il réclame la qualité d'immigrant non contingenté, les faits sur lesquels il base sa réclamation; enfin (3) les renseignements supplémentaires nécessaires à la bonne exécution

des lois sur l'immigration et des lois sur la naturalisation, ainsi qu'il pourra être prescrit par les règlements.

c) L'immigrant devra fournir, s'il est possible, à l'agent consulaire, avec sa demande, deux copies de son « dossier » ainsi que de son casier judiciaire et de ses papiers militaires, deux copies certifiées de son acte de naissance et deux copies de tous autres documents publics utiles le concernant, conservés par le gouvernement dont il est ressortissant. Un exemplaire des documents ainsi fournis sera joint, d'une manière permanente à chaque exemplaire des demandes, pour en faire partie. Un immigrant qui est titulaire d'un permis non périmé délivré aux termes des stipulations de l'article 10 ne sera pas soumis aux dispositions du présent paragraphe. Dans le cas d'une demande adressée avant le premier septembre 1924, si l'agent consulaire constate que l'immigrant a obtenu un visa de son passeport avant la promulgation de la présente loi et qu'il ne peut pas obtenir les documents mentionnés au présent paragraphe sans frais et délai excessifs en raison de son absence du pays duquel ces documents devraient être obtenus, cet agent consulaire peut exempter cet immigrant des stipulations du présent paragraphe.

d) Dans la demande, l'immigrant déclarera également (d'une manière aussi détaillée que les règlements le prescriront) s'il appartient ou non à l'une des classes d'individus exclus de l'admission aux Etats-Unis, aux termes des lois sur l'immigration ; ces classes seront mentionnées sur la formule et dans la forme qui sera prescrite par les règlements et l'immigrant répondra séparément en ce qui concerne chaque classe.

e) Si l'immigrant est dans l'impossibilité de déclarer qu'il n'appartient à aucune des classes exclues, mais prétend qu'il échappe à l'exclusion en vertu d'une raison légale quelconque, il stipulera, dans sa demande, toutes les raisons qu'il croit avoir pour prétendre à cette exemption.

f) Chaque exemplaire de la demande sera signé par l'immigrant en présence de l'agent consulaire et certifié, par le serment de l'immigrant que l'agent consulaire lui fera prêter.

Un exemplaire de la demande, une fois visé par l'agent consulaire, constituera le visa d'immigration ; il sera disposé de l'autre exemplaire de la manière que les règlements pourront prescrire.

g) Dans le cas d'un immigrant âgé de moins de 18 ans, la demande peut être faite et certifiée par la personne qui sera prescrite par les règlements.

h) Une taxe d'un dollar sera perçue pour le dépôt et la certification de chaque demande y compris le dépôt et la certification du duplicata de celle-ci ; cette taxe portée au compte de la Trésorerie au titre des recettes diverses.

VISAS DES IMMIGRANTS NON CONTINGENTÉS

8. — Un agent consulaire, sous réserve des restrictions stipulées aux articles 2 et 9, pourra délivrer un visa d'immigration à un immigrant non contingenté en cette qualité, sur preuve concluante, aux termes des règlements intervenus en application de la présente loi, que le demandeur a le droit d'être considéré comme un immigrant non contingenté.

DÉLIVRANCE DES VISAS D'IMMIGRATION AUX PARENTS

9. — a) Dans le cas d'un immigrant réclamant, dans sa demande de visa d'immigration, la qualité d'immigrant non contingenté en raison de sa parenté, aux termes des dispositions du paragraphe a) de l'article 4, ou le droit de préférence, en raison *de sa parenté avec un citoyen des Etats-Unis*, aux termes des stipulations de l'article 6, l'agent consulaire ne délivrera pas ce visa d'immigration ou n'accordera pas ce droit de préférence avant d'être autorisé à le faire de la manière stipulée ci-après au présent article.

b) Tout citoyen des Etats-Unis prétendant que l'immigrant est son parent et que cet immigrant est véritablement admissible aux Etats-Unis en qualité d'immigrant non contingenté, aux termes du paragraphe a) de l'article 4 ou qu'il possède un droit de préférence en qualité de parent aux termes de l'article 6, pourra présenter une pétition au commissaire

général, dans la forme qui pourra être prescrite par les règlements, déclarant : (1) le nom et l'adresse du pétitionnaire; (2) s'il est citoyen par la naissance, ses date et lieu de naissance; (3) s'il est citoyen naturalisé, des date et lieu d'admission à la qualité de citoyen, ainsi que le numéro de son certificat éventuel; (4) le nom et l'adresse de son employeur ou l'adresse de son lieu d'affaires ou d'occupations, s'il n'est pas au service d'un employeur; (5) le degré de parenté de l'immigrant pour qui cette pétition est faite ainsi que le nom de tous les lieux où cet immigrant a résidé antérieurement à la présentation de la pétition et au moment de cette présentation; (6) que le pétitionnaire peut entretenir et qu'il entretiendra l'immigrant si c'est nécessaire pour éviter que l'immigrant ne tombe à la charge de la collectivité; enfin (7) les renseignements supplémentaires nécessaires à la bonne exécution des lois sur l'immigration et des lois sur la naturalisation, ainsi qu'il pourra être prescrit par les règlements.

c) La pétition sera établie sous la foi du serment que peut faire prêter toute personne qui est autorisée à déférer le serment, si cette pétition est établie dans l'intérieur des Etats-Unis, si elle est établie en dehors des Etats-Unis, le serment devra être reçu par un agent consulaire. La pétition sera basée sur les témoignages documentaires exigés par les règlements prescrits aux termes de la présente loi. Il peut être fait, dans la même pétition, une demande d'admission visant plusieurs personnes.

d) La pétition sera accompagnée d'une attestation de deux citoyens responsables des Etats-Unis ou d'un plus grand nombre, connaissant personnellement le pétitionnaire depuis un an au moins, attestation stipulant qu'à leur connaissance, les déclarations faites dans la pétition sont vraies et que le pétitionnaire est une personne responsable en état d'entretenir l'immigrant ou les immigrants pour l'admission desquels la demande est faite. Ces déclarations seront attestées de la même manière que la pétition.

e) Si le commissaire général estime que les déclarations de la pétition sont vraies et que l'immigrant à l'égard de qui

la pétition est faite à le droit d'être admis aux Etats-Unis comme immigrant non contingenté, aux termes du paragraphe *a*) de l'article 4, ou qu'il possède un droit de préférence comme parent, aux termes de l'article 6, il devra, avec l'approbation du Secrétaire du Travail informer le Secrétaire d'Etat de sa décision ; ce dernier autorisera alors l'agent consulaire, auprès de qui la demande du visa d'immigration a été déposée, à délivrer le visa d'immigration ou à accorder le droit de préférence.

f) Aucune des dispositions du présent article ne pourra être interprétée de manière à donner à un immigrant à l'égard de qui la pétition est acceptée, aux termes du présent article, le droit de pénétrer aux Etats-Unis en qualité d'immigrant non contingenté si, à son arrivée aux Etats-Unis, il est reconnu n'être pas un immigrant non contingenté.

AUTORISATION DE RENTRER AUX ETATS-UNIS APRÈS UNE ABSENCE TEMPORAIRE

10. — *a*) Tout étranger sur le point de s'absenter temporairement des Etats-Unis peut adresser au commissaire général, en vue d'obtenir l'autorisation de rentrer aux Etats-Unis, une demande déclarant de son absence projetée et les raisons de celle-ci. Cette demande sera établie sous serment elle sera établie dans la forme et contiendra les renseignements qui peuvent être prescrits par les règlements ; elle sera accompagnée de deux photographies de l'impétrant.

b) Si le commissaire général estime que l'étranger a été admis légalement aux Etats-Unis, et que la demande est faite de bonne foi, il délivrera, avec l'approbation du Secrétaire du Travail, l'autorisation en y spécifiant le temps, ne dépassant pas un an, pendant lequel elle sera utilisable. L'autorisation sera établie dans la forme prescrite par les règlements et la photographie de l'étranger à qui elle est délivrée, ainsi que tout autre document qui peut être jugé nécessaire à l'identification complète de l'étranger, y seront attachés en permanence,

c) La validité de l'autorisation peut être, pour des motifs sérieux, prolongée d'une période ou de plusieurs périodes ne dépassant pas six mois chacune, aux conditions qui seront prescrites par les règlements.

d) Il sera versé à la Trésorerie, pour l'autorisation et pour chacune des prolongations de cette dernière, une taxe de 3 dollars, qui sera portée au titre de recettes diverses.

e) A la rentrée de l'étranger aux Etats-Unis, l'autorisation sera remise au fonctionnaire de l'immigration dans le port d'inspection.

f) L'autorisation délivrée aux termes du présent article n'aura d'effet, aux termes des lois sur l'émigration, que pour démontrer que l'étranger à qui elle est délivrée revient d'une absence temporaire à l'extérieur ; mais aucune des dispositions du présent article ne devra être interprétée de manière à faire de cette autorisation le seul moyen de prouver que l'étranger revient en cette qualité.

RESTRICTION NUMÉRIQUE

11. — a) Le coefficient annuel d'une nationalité sera de deux pour cent du nombre d'individus de cette nationalité nés à l'étranger et domiciliés aux Etats-Unis continentaux, tel qu'il est déterminé par le recensement des Etats-Unis de 1890 ; toutefois, le coefficient minimum d'une nationalité sera de cent.

b) Le coefficient annuel d'une nationalité, pour l'année fiscale commençant le premier juillet 1927 et pour chacune des années fiscales suivantes sera un chiffre étant à 150.000 comme le nombre d'habitants des Etats-Unis continentaux en 1920 ayant cette origine nationale constaté de la manière stipulée plus loin au présent article est au nombre d'habitants des Etats-Unis continentaux en 1920 ; toutefois, le coefficient minimum d'une nationalité sera de cent.

c) Aux fins d'application du paragraphe b), l'origine nationale sera constatée en déterminant aussi exactement que possible, à l'égard de chaque circonscription géographique qui, aux termes de l'article 12, doit être considérée

comme pays distinct (à l'exception des circonscriptions géographiques spécifiées au paragraphe *c*) de l'article (4), le nombre d'habitants des Etats-Unis continentaux en 1920 qui sont originaires par naissance ou descendance, de la circonscription géographique en question. Cette détermination ne sera pas établie en faisant entrer en considération les ascendants ou les descendants d'individus en particulier mais elle sera basée sur des statistiques d'immigration et d'émigration ainsi que sur le taux d'augmentation de la population qui peut ressortir des recensements décennaux successifs aux Etats-Unis et sur toutes autres données qui peuvent être considérées comme véridiques.

d) Aux fins d'application des paragraphes *a*) et *b*) l'expression « habitant des Etats-Unis continentaux en 1920 » ne comprendra pas : 1° les émigrants des circonscriptions géographiques spécifiées au paragraphe *c*) de l'article 4 ou leurs descendants ; 2° les étrangers inéligibles au droit de cité ou leurs descendants ; 3° les descendants d'immigrants esclaves ; 4° les descendants d'aborigènes américains.

e) La détermination stipulée au paragraphe *c*) du présent article sera établie conjointement par le Secrétaire d'Etat, le Secrétaire du commerce et le Secrétaire du travail. En établissant cette détermination, ces derniers pourront demander des informations et l'assistance d'experts au bureau du recensement. Ils feront conjointement un rapport au Président sur le coefficient de chaque nationalité, déterminé ainsi qu'il est stipulé au paragraphe *b*), et le Président proclamera et fera connaître les coefficients indiqués dans le rapport. Cette proclamation sera faite le premier avril 1927 au plus tard. Si une proclamation n'est pas faite à cette date ou avant cette date, les coefficients qui seront indiqués ne porteront pas effet pour l'année fiscale commençant avant l'expiration d'une période de 90 jours suivant la date de la proclamation. Après la proclamation intervenue aux termes du présent paragraphe, les coefficients qui y sont proclamés continueront à porter le même effet que s'ils y étaient spécifiquement établis ; ils seront définitifs et concluants à toutes fins utiles, excepté : (1) dans la mesure où

les fonctionnaires susdits seraient convaincus, et qu'il serait proclamé par le Président, qu'il existe une erreur de fait dans cette détermination ou cette proclamation ; (2) dans le cas stipulé au paragraphe c) de l'article 12. Si pour une raison quelconque les coefficients proclamés aux termes du présent paragraphe ne portaient pas effet pour une année fiscale, les coefficients pour ladite année seraient déterminés aux termes du paragraphe a) du présent article.

f) Il ne sera délivré aux immigrants contingentés d'une nationalité quelconque : (1) par année fiscale, plus de visas d'immigration, que le coefficient fixé pour cette nationalité ; (2) par mois solaire d'une année fiscale, plus de dix pour cent du coefficient des visas d'immigration fixé pour cette nationalité ; toutefois, si ce coefficient est inférieur à 300, le nombre à délivrer par mois solaire sera déterminé par le Commissaire général avec l'approbation du Secrétaire du travail, mais le nombre total à délivrer par année fiscale ne dépassera pas le coefficient fixé par cette nationalité.

g) Aucune des dispositions de la présente loi n'empêchera de délivrer, sans que le nombre total des visas d'immigration qui peuvent être délivrés s'en trouve augmenté, un visa d'immigration à un immigrant en qualité d'immigrant contingenté, même s'il est un immigrant non contingenté.

NATIONALITÉ

12. — a) Aux fins d'application de la présente loi, la nationalité sera déterminée par le pays de naissance, les colonies, les contrées dépendantes ou Dominions autonomes pour lesquels il a été fait une énumération distincte dans le recensement des Etats-Unis de 1890 seront considérées comme pays distincts ; toutefois : (1) la nationalité d'un enfant âgé de moins de vingt et un ans, qui n'est pas né aux Etats-Unis et qui est accompagné de son père étranger qui n'est pas né aux Etats-Unis ou de sa mère étrangère qui n'est pas née aux Etats-Unis, sera déterminée par le pays de naissance de ce père ou de cette mère, si ce père, ou cette mère, a droit à un visa d'immigration, et la nationalité d'un enfant âgé de moins de vingt et un ans qui n'est pas né aux Etats-Unis,

accompagné de ses père et mère étrangers qui ne sont pas nés aux Etats-Unis, sera déterminée par le pays de naissance du père si le père a droit à un visa d'immigration ; (2) si une femme est d'une nationalité différente de celle de son mari étranger, et si le nombre entier des visas d'immigration qui peuvent être délivrés à des immigrants contingentés de sa nationalité pour le mois solaire a déjà été délivré, sa nationalité pourra être déterminée par le pays de naissance de son mari, si elle l'accompagne et s'il a droit à un visa d'immigration, à moins que le nombre total des visas d'immigration qui peuvent être délivrés à des immigrants contingentés de la nationalité du mari pour le mois solaire n'ait déjà été délivré. Un immigrant né aux Etats-Unis qui a perdu son droit de cité aux Etats-Unis sera considéré comme étant né dans le pays dont il est citoyen ou sujet, ou s'il n'est citoyen ni sujet d'aucun pays, dans le pays d'où il vient.

b) Le Secrétaire d'Etat, le Secrétaire du commerce et le Secrétaire du travail prépareront conjointement, aussitôt que possible après la promulgation de la présente loi, un état indiquant le nombre d'individus des différentes nationalités domiciliés dans les Etats-Unis continentaux, tel qu'il est déterminé par le recensement des Etats-Unis de 1890 ; cet état constituera la base de la population aux fins d'application du paragraphe a) de l'article 11. Dans le cas d'un pays reconnu par les Etats-Unis, mais pour lequel une énumération distincte n'a pas été faite dans le recensement de 1890, le nombre d'individus nés dans ce pays et domiciliés aux Etats-Unis continentaux en 1890 de la manière évaluée conjointement par ces fonctionnaires, sera considéré, aux fins d'application du paragraphe a) de l'article 11, avoir été déterminé par le recensement des Etats-Unis de 1890. Dans le cas d'une colonie ou d'une contrée indépendante existant avant 1890, mais pour laquelle une énumération distincte n'a pas été faite dans le recensement de 1890 et qui n'a pas été comprise dans l'énumération du pays auquel appartenait cette colonie ou cette contrée dépendante ou dans le cas d'un territoire administré sous le régime du protectorat, le nombre des individus nés dans cette colonie,

dans cette contrée dépendante ou ce territoire et domicilié aux Etats-Unis continentaux en 1890, tel qu'il est estimé conjointement par ces fonctionnaires, sera considéré, aux fins d'application du paragraphe *a*) de l'article 11, avoir été déterminé par le recensement des Etats-Unis de 1890 comme étant celui des individus nés dans le pays auquel appartenait cette colonie ou cette contrée dépendante, ou dans le pays qui administrait cette région sous le régime du protectorat.

c) Dans le cas où des changements dans les frontières politiques se sont produites dans les pays étrangers après 1890, ayant eu pour résultat la création de pays nouveaux dont les gouvernements sont reconnus par les Etats-Unis ou l'établissement de Dominions autonomes, ou le transfert de territoire d'un pays à un autre, un tel transfert étant reconnu par les Etats-Unis, ou l'administration de territoires sous mandat : (1) ces fonctionnaires évalueront conjointement le nombre d'individus domiciliés aux Etats-Unis continentaux en 1890 qui sont nés dans les territoires compris dans ces nouveaux pays ou Dominions autonomes, ou abandonnés, ou administrés sous mandat, et ils reviseront (aux fins d'application du paragraphe *a*) de l'article 11) la base de la population à l'égard de chaque pays impliqué dans ces changements de frontières politiques, et, (2) si ces changements dans les frontières politiques surviennent après que la détermination stipulée au paragraphe *c*) de l'article 11 a été proclamée, ces fonctionnaires reviseront conjointement cette détermination, mais seulement dans la mesure nécessaire pour répartir le coefficient entre les pays impliqués dans ces changements de frontières politiques. Aux fins d'application de cette revision et pour déterminer la nationalité d'un immigrant : (A) les étrangers nés dans les territoires compris dans un pays nouveau ou dans un Dominion autonome seront considérés comme étant nés dans ce pays ou ce Dominion et les étrangers nés dans un territoire transféré comme susdit, seront considérés comme étant nés dans le pays auquel ce territoire a été transféré, et (B) un territoire abandonné ou administré sous mandat comme susdit sera traité en pays distinct. Cette façon de considérer un

territoire administré sous mandat n'impliquera pas un consentement des Etats-Unis au mandat proposé dans le cas où les Etats-Unis n'ont pas consenti par un traité à l'administration du territoire par une puissance mandataire.

d) Les déclarations, évaluations et revisions stipulées au présent article seront faites annuellement ; toutefois, relativement à toute année fiscale pour laquelle des contingents sont en vigueur de la manière proclamée aux termes du paragraphe e) de l'article 11, elles seront faites seulement : 1° dans le but de déterminer la nationalité d'immigrants briguant l'admission aux Etats-Unis pendant cette année fiscale, ou 2° aux fins d'application de la clause (2) du paragraphe c) du présent article.

e) Ces fonctionnaires fourniront conjointement et annuellement au Président un rapport fixant le contingent de chaque nationalité aux termes du paragraphe a) de l'article 11, ainsi que les déclarations, évaluations et revisions stipulées à cet article. Le Président proclamera et fera connaître les contingents ainsi rapportés, en suite de quoi ces contingents continueront à porter le même effet que s'ils y étaient spécifiquement déclarés, et cela pour toutes les années fiscales, à l'exception des années pour lesquelles des contingents sont en vigueur en vertu de la proclamation prévue au paragraphe e) de l'article 11 ; ils seront définitifs et concluants à toutes fins utiles.

EXCLUSION DES ETATS-UNIS

13. — a) Aucun immigrant ne sera admis aux Etats-Unis à moins : (1) qu'il ne soit en possession d'un visa d'immigration non expiré, ou qu'il soit né après que le visa d'immigration de son père ou de sa mère, qui l'accompagne, a été délivré ; (2) qu'il soit de la nationalité spécifiée dans le visa du visa d'immigration ; (3) qu'il soit immigrant non contingenté, s'il est spécifié comme tel dans le visa du visa d'immigration, et (4) qu'il soit, à d'autres égards, admissible aux termes des lois sur l'immigration.

b) Dans les catégories de cas et aux conditions qui peuvent être prescrites par les règlements, les immigrants qui ont été admis légalement aux Etats-Unis et qui les quittent temporairement peuvent y être admis sans qu'il soit exigé d'eux un visa d'immigration.

c) Aucun étranger inéligible au droit de cité ne sera admis aux Etats-Unis, à moins que cet étranger : (1) soit admissible en qualité d'immigrant non contingenté aux termes des paragraphes b), d) ou e) de l'article 4, ou, (2) qu'il ne s'agisse de la femme ou de l'enfant célibataire âgé de moins de dix-huit ans; d'un immigrant admissible aux termes du paragraphe d), qui l'accompagne ou le suit pour le rejoindre, ou (3) qu'il ne soit pas un immigrant tombant sous la définition de l'article 3.

d) Le Secrétaire du travail peut admettre aux Etats-Unis un immigrant admissible à d'autres égards quoique non admissible aux termes des clauses (2) ou (3) du paragraphe a) du présent article, s'il estime que cette inadmissibilité n'était pas connue de l'immigrant, et qu'il n'était pas à même de s'en assurer, même en y apportant une diligence suffisante avant le départ du bateau du dernier port situé en dehors des Etats-Unis et en dehors d'un territoire étranger contigu, ou dans le cas d'un immigrant arrivant d'un territoire étranger contigu, avant sa demande d'admission.

e) Aucun immigrant contingenté ne sera admis aux termes du paragraphe d) si le nombre entier de visas d'immigration qui peuvent être délivrés à des immigrants contingentés de la même nationalité pour l'année fiscale a déjà été délivré. Si ce nombre entier de visas d'immigration n'a pas été délivré, le Secrétaire d'Etat, à la suite de l'admission d'un immigrant contingenté aux termes du paragraphe d) réduira d'une unité le nombre de visas d'immigration qui peuvent être délivrés à des immigrants contingentés de la même nationalité pendant l'année fiscale au cours de laquelle cet immigrant est admis; mais si le Secrétaire d'Etat estime qu'il sera impraticable de procéder à une telle réduction avant la fin de l'année fiscale, l'immigrant ne sera pas admis.

f) Aucune des dispositions du présent paragraphe ne sera de nature à autoriser la remise ou le remboursement d'une amende qui a pu être infligée aux termes de l'article 16.

REFOULEMENT

14. — Un étranger qui, à un moment quelconque après son entrée aux Etats-Unis, est trouvé n'avoir pas été, au moment de son entrée, autorisé aux termes de la présente loi à pénétrer aux Etats-Unis, ou y être resté plus longtemps qu'il n'était autorisé aux termes de la présente loi ou des règlements rendus en application, sera arrêté et refoulé de la manière stipulée aux articles 19 et 20 de la loi de 1917 sur l'immigration. Toutefois, le Secrétaire du travail peut, aux conditions et sous réserve des restrictions concernant l'entretien et les soins qu'il peut juger nécessaires, accorder la permission de rester en permanence aux Etats-Unis à un enfant qui, alors qu'il était âgé de moins de seize ans, avait été auparavant admis temporairement aux Etats-Unis qui se trouve à cette époque aux Etats-Unis et dont le père ou la mère est citoyen des Etats-Unis.

PERSISTANCE DES CONDITIONS (statuts) D'EXEMPTÉ

15. — L'admission aux Etats-Unis d'un étranger qui n'est pas compris dans la classe d'immigrants visés aux clauses (2), (3), (4), (5) ou (6) de l'article 3 ou qui est classé immigrant non contingenté par les dispositions du paragraphe e) de l'article 4, devra, pour la durée qui peut être prescrite par les règlements, s'exercer dans les conditions qui peuvent être prescrites par des règlements (y compris, lorsque cela est jugé nécessaire pour les classes mentionnées aux paragraphes (2), (3), (4) ou (6) de l'article 3, l'obligation de donner des garanties, présentant une sécurité suffisante, de la somme, et sous réserve des conditions, qui peuvent être prescrites par les règlements comme étant de nature à assurer que, à l'expiration de cette durée et à défaut de persistances dans les conditions (statut) auxquelles il a été admis, il quittera les Etats-Unis.

PÉNALITÉS POUR TRANSPORT ILLÉGAL

16. —a) Il est interdit à toute personne, y compris une Compagnie de transport ou l'armateur, le capitaine, l'agent, l'affrèteur ou le consignataire d'un navire, d'amener par mer aux Etats-Unis en provenance d'un lieu quelconque situé en dehors de cet Etat (excepté d'un territoire étranger contigu) : (1) un immigrant qui n'est pas titulaire d'un visa d'immigration non expiré, ou (2) un immigrant contingenté titulaire d'un visa d'immigration où il est désigné comme étant un immigrant non contingenté.

b) Si le Secrétaire du travail estime qu'un immigrant a été amené de cette manière, cette personne ou la Compagnie de transport, ou le capitaine, l'agent, l'armateur, l'affrèteur ou le consignataire de ce navire devra payer au Receveur des douanes du district douanier dans lequel le port d'arrivée est situé une somme de mille dollars pour chaque immigrant ainsi amené et, en sus, une somme égale à celle payée par l'immigrant pour son transport du point initial de départ, indiqué sur son billet au port d'arrivée ; cette dernière somme sera remise par le Receveur de la douane à l'immigrant à l'égard de qui elle a été perçue. Aucun navire ne recevra l'autorisation de départ tant que la décision relative à la responsabilité du paiement de ces sommes ne sera pas rendue ou tant que ces sommes ne sont pas payées ; toutefois, l'autorisation de départ peut être accordée avant la décision à intervenir sur cette question si une somme suffisante est déposée en vue de couvrir ces sommes éventuelles ou si une garantie, approuvée par le Receveur de la douane, est donnée avec sécurité suffisante en vue d'assurer le paiement de ces sommes.

c) Ces sommes ne seront pas remises ou remboursées, à moins que le Secrétaire du travail n'estime que cette personne et l'armateur, le capitaine, l'agent, l'affrèteur et le consignataire du navire n'aient pas eu connaissance avant le départ du navire du dernier port situé en dehors des Etats-Unis, — et qu'ils n'étaient pas à même de s'en assurer même en y apportant une diligence suffisante — (1) que

l'individu transporté était un immigrant si l'amende était imposée pour le transport d'un immigrant sans visa d'immigration non expiré, ou (2) que l'individu transporté était un immigrant contingenté que son visa d'immigration indiquait comme immigrant non contingenté.

ENTRÉE EN PROVENANCE D'UN TERRITOIRE ÉTRANGER
CONTIGU

17. — Le Commissaire général, avec l'approbation du Secrétaire du travail, aura le pouvoir de passer des contrats avec des Compagnies de transports en vue de l'entrée et de l'inspection d'étrangers venant aux Etats-Unis d'un territoire étranger contigu ou ayant traversé ce territoire. En édictant des ordonnances et des règlements, et en passant des contrats en vue de l'entrée et de l'inspection des étrangers venant d'un territoire étranger contigu, ou ayant traversé ce territoire et sollicitant l'admission, les précautions nécessaires seront prises pour éviter toute action tendant à favoriser particulièrement des Compagnies de transport transportant à ce territoire des étrangers à destination des Etats-Unis, et il sera exigé de toutes ces Compagnies de transport, comme condition précédant l'inspection ou l'examen, aux termes de ces ordonnances et contrats, au port de ces territoires contigus, des étrangers y amenés par elles, de se soumettre et de se conformer à toutes les exigences de la présente loi qui seraient applicables si elles amenaient ces étrangers directement à des ports des Etats-Unis.

Après la mise en vigueur du présent article, aucun étranger sollicitant l'admission et venant d'un territoire étranger contigu ou ayant traversé ce territoire (à l'exception d'un étranger préalablement admis légalement aux Etats-Unis et revenant d'un voyage temporaire dans ce territoire étranger) n'aura la permission d'entrer dans les Etats-Unis à moins qu'il ne prouve qu'il a été amené dans ce territoire par une Compagnie de transport qui s'était soumise et conformé à toutes les exigences de la présente loi, ou à moins qu'il ne soit entré ou n'ait été domicilié dans ce territoire plus de deux ans avant le moment de sa demande d'admission aux Etats-Unis.

VISAS D'IMMIGRATION INEMPLOYÉS

18. — Si un immigrant contingenté d'une nationalité quelconque, en possession d'un visa d'immigration, est exclu de l'admission aux Etats-Unis aux termes des lois sur l'immigration, et refoulé, ou s'il ne demande pas son admission aux Etats-Unis avant l'expiration de la validité de son visa d'immigration, ou si un étranger d'une nationalité quelconque, en possession d'un visa d'immigration en qualité d'immigrant contingenté, est reconnu ne pas être un immigrant de cette qualité, aucun visa d'immigration supplémentaire ne sera délivré à un autre immigrant au lieu des visas dont il vient d'être question.

MARINS ÉTRANGERS

19. — Aucun marin étranger, exclu de l'admission aux Etats-Unis aux termes des lois sur l'immigration, et employé à bord d'un bateau quelconque arrivant aux Etats-Unis d'un lieu situé en dehors de cet Etat, n'aura la permission d'y débarquer, si ce n'est temporairement pour un traitement médical, ou conformément aux règlements que le Secrétaire du travail peut rendre relativement au départ, au transport ou au refoulement finaux de cet étranger hors des Etats-Unis.

20. — a) L'armateur, l'affrèteur, l'agent, le consignataire ou le capitaine de tout bateau arrivant aux Etats-Unis d'un lieu quelconque situé en dehors de cet Etat et qui ne retient pas à bord un marin étranger employé sur ce bateau jusqu'à ce que l'officier d'immigration de service au port d'arrivée ait examiné ce marin (inspection qui devra dans tous les cas comporter un examen médical effectué par des experts appropriés), ou qui ne retient pas ce marin à bord à la suite de cet examen, ou de le refouler, si le Secrétaire du travail l'exige, paiera au Receveur de la douane du district douanier dans lequel le port d'arrivée est situé, la somme de 1.000 dollars pour chaque marin étranger à l'égard duquel une telle omission s'est produite. Aucun bateau ne recevra la permission de partir avant la décision à intervenir à

l'obligation de payer l'amende, ou alors que l'amende n'est pas encore payée ; toutefois, la permission de partir avant la décision à intervenir peut être accordée si, avec l'approbation du Receveur de la douane, une somme suffisante est déposée en couverture de cette amende, ou si une garantie est donnée avec une sécurité suffisante en vue d'en assurer le paiement.

b) La preuve que le nom d'un marin étranger ne figure pas sur l'état de départ du bateau sur lequel il est arrivé aux Etats-Unis, en provenance d'un lieu quelconque situé en dehors de cet Etat, ou qu'il y a été porté par le capitaine de ce bateau comme déserteur, constituera une preuve *prima facie* de l'omission de rétention ou de refoulement, après injonction de l'officier d'immigration ou du secrétaire du travail.

c) Si le secrétaire du travail estime que le refoulement du marin étranger sur le bateau sur lequel il est arrivé occasionnerait une vexation inutile à ce marin, il peut le faire refouler sur un autre bateau, aux frais du bateau sur lequel il est arrivé, et ce dernier bateau ne recevra pas la permission de partir avant que ces frais soient payés ou que le paiement en soit garanti à la satisfaction du secrétaire du travail.

d) L'article 32 de la loi de 1917⁷ sur l'immigration (2) est abrogé; toutefois, il restera en vigueur à l'égard de tous les bateaux, de leurs armateurs, agents, consignataires et capitaines, ainsi qu'à l'égard de tous les marins, arrivant aux Etats-Unis avant la promulgation de la présente loi.

PRÉPARATION DES DOCUMENTS

21. — a) Les permis délivrés aux termes de l'article 10 seront imprimés sur papier spécial (*safety*); ils seront préparés et délivrés aux termes des règlements rendus en application de la présente loi.

b) L'imprimerie nationale est autorisée à imprimer pour la vente au public par l'inspecteur (superintendent) des documents publics, contre paiement d'avance, des exemplaires

supplémentaires de formules en blanc, des états et des listes d'équipage, qui seront prescrits par le secrétaire du Travail, conformément aux stipulations des articles 12, 13, 14 et 36 de la loi de 1917 sur l'immigration (2).

CONTRAVENTIONS RELATIVES AUX DOCUMENTS . .

22. — *a)* Toute personne qui, sciemment, (1) fabrique, contrefait, modifie ou falsifie un visa d'immigration ou un permis, ou, (2) émet, emploie, tente d'employer, possède, obtient, accepte ou reçoit un visa d'immigration ou un permis, sachant qu'il est fabriqué, contrefait, modifié ou falsifié, ou a été fourni sur demande ou déclaration fausse, ou a été autrement fourni par fraude ou obtenu de manière illégale, ou qui, excepté par ordre du secrétaire du Travail ou d'un autre fonctionnaire habilité à ce sujet, sciemment, (3) est en possession d'un permis en blanc, (4) grave, vend, apporte aux Etats-Unis, ou a en sa possession un cliché semblable au cliché prescrit pour l'inspection des permis, ou en dispose, (5) fait une empreinte, une photographie ou une impression semblable à des visas d'immigration ou à des permis, ou (6) a en sa possession le papier spécial adopté par le secrétaire du Travail pour l'impression des visas d'immigration ou des permis, sera, la preuve rapportée, passible d'une amende ne dépassant pas 10.000 dollars, ou de cinq ans de prison au maximum, ou des deux peines à la fois.

b) Quinconque, (1) sollicitant un visa d'immigration ou un permis, ou l'admission aux Etats-Unis, se substitue à une autre personne, ou se présente faussement sous le nom d'un individu décédé, ou élude ou tente d'éluder les lois sur l'immigration en se présentant sous un nom supposé ou fictif, ou (2) vend, ou dispose de toute autre manière, tente de vendre ou de disposer ou délivre un visa d'immigration ou un permis à une personne non autorisée par la loi à l'effet de recevoir un document de cette nature, sera, la preuve rapportée, passible d'une amende ne dépassant pas 10.000 dollars, ou de cinq ans de prison au maximum, ou des deux peines à la fois.

CHARGE DE LA PREUVE

23. — Tout étranger, désireux de pénétrer aux Etats-Unis, sera tenu de faire la preuve à l'effet d'établir qu'il n'est pas soumis à l'exclusion aux termes de stipulations quelconques des lois sur l'immigration dans les poursuites à l'effet de refoulement intentées contre un étranger, cet étranger sera tenu de faire la preuve qu'il est entré légalement aux Etats-Unis, ainsi que celle du temps, du lieu et de la façon de cette entrée; toutefois, en faisant cette preuve, il aura le droit de produire son visa d'immigration éventuel, ou d'autres documents concernant cette entrée, se trouvant conservés au Département du Travail.

ORDONNANCES ET RÈGLEMENTS

24. — Le commissaire général, avec l'approbation du secrétaire du Travail, rendra des ordonnances et des règlements pour la bonne exécution des dispositions de la présente loi; toutefois, toutes ces ordonnances et tous ces règlements, dans la mesure où ils se rapportent à l'application de la présente loi par les agents consulaires, seront rendus par le secrétaire d'Etat, sur la proposition du secrétaire du Travail.

LOI S'AJOUTANT AUX LOIS SUR L'IMMIGRATION

25. — Les stipulations de la présente loi devront s'ajouter et non se substituer aux dispositions des lois sur l'immigration; elles seront mises en vigueur comme faisant partie de ces lois; toutes les stipulations, pénales ou autres, de ces lois, et qui ne sont pas incompatibles seront appliquées et mises en vigueur concurremment avec les dispositions de la présente loi. Un étranger, bien qu'admissible aux termes des stipulations de la présente loi, ne sera pas admis aux Etats-Unis s'il s'en trouve exclu par une disposition des lois sur l'immigration autre qu'une disposition de la présente loi; de plus, un étranger, bien qu'admissible aux termes des dispositions des lois sur l'immigration autres qu'une disposition de la présente loi, ne sera pas admis aux Etats-

Unis s'il s'en trouve exclu par une disposition de la présente loi.

AMENDES FRAPPANT LES BATEAUX A VAPEUR
EN VERTU DE LA LOI DE 1917

26. — L'article 9 de la loi de 1917 sur l'immigration 3) est amendé par les présentes et aura la teneur suivante :

« 9. — Il est interdit à toute personne, y compris une compagnie de transport autre qu'une ligne de chemin de fer pénétrant aux Etats-Unis d'un territoire contigu, à tout armateur, capitaine, agent ou consignataire d'un bateau, d'introduire aux Etats-Unis, soit en provenance d'un pays étranger, soit en provenance d'une possession insulaire des Etats-Unis, un étranger atteint d'idiotie, de démence, d'imbécillité, de faiblesse d'esprit, d'épilepsie, d'infériorité mentale congénitale, d'alcoolisme chronique, de tuberculose sous toutes ses formes, ou d'une maladie contagieuse répugnante ou dangereuse ; si le secrétaire du Travail estime qu'un étranger ainsi amené aux Etats-Unis était affligé d'une des dites maladies ou incapacités au moment de l'embarquement en territoire étranger, et qu'à ce moment l'existence de cette maladie ou de cette incapacité aurait pu être décelée par un examen médical approprié, cette personne, cette compagnie de transport, ou le capitaine, l'agent, l'armateur ou le consignataire de ce bateau paiera au receveur de la douane du district douanier dans lequel le port d'arrivée est situé, la somme de 1.000 dollars, et, en sus, une somme égale à celle payée par l'étranger dont il s'agit pour son transport du point initial de départ indiqué sur son billet au port d'arrivée, et cela pour chacune des infractions aux stipulations du présent article; cette dernière somme sera remise par le receveur de la douane à l'étranger à l'égard de qui elle a été perçue. Il est interdit également à toute personne d'amener à un port quelconque des Etats-Unis un étranger affligé d'une incapacité mentale autre que celles désignées plus haut, ou de défaut corporel d'une nature pouvant affecter sa capacité de gagner sa vie, ainsi qu'il a été prévu à l'article 3 de la présente loi, et si le secrétaire du Travail est convaincu qu'un

étranger ainsi amené aux Etats-Unis était affligé de cette manière au moment de son embarquement en territoire étranger, et qu'à ce moment l'existence de cette incapacité mentale ou de ce défaut corporel aurait pu être décelé par un examen médical approprié, cette personne paiera au receveur de la douane du district douanier dans lequel le port d'arrivée est situé, une somme de 250 dollars et, en sus, une somme égale à celle payée par l'étranger dont il s'agit pour son transport du point initial de départ indiqué sur son billet au port d'arrivée, et cela pour chacune des infractions à la présente disposition; cette dernière somme sera remise par le receveur de la douane à l'étranger à l'égard de qui elle a été perçue. Il est également interdit à toute personne d'amener à un port quelconque des Etats-Unis un étranger qui est exclu par les stipulations de l'article 3 de la présente loi pour la raison qu'il ne sait pas lire, ou qui est exclu, aux termes des dispositions de l'article 3 de la présente loi, pour la raison qu'il est natif de la partie du continent d'Asie ou des îles avoisinantes stipulées audit article, et si le secrétaire du Travail est convaincu que ces incompatibilités auraient pu être décelées en prenant des précautions raisonnables avant le départ de cet étranger d'un port étranger, cette personne paiera au receveur de la douane du district douanier dans lequel le port d'arrivée est situé une somme de 1.000 dollars, et, en sus, une somme égale à celle payée par l'étranger dont il s'agit pour son transport du point initial de départ indiqué sur son billet au port d'arrivée, et cela pour chacun des infractions à la présente disposition, cette dernière somme sera remise à l'étranger à l'égard de qui elle a été perçue.

« Si une amende est imposée aux termes du présent article, pour le transport d'un étranger aux Etats-Unis, et si cet étranger est accompagné d'un autre étranger qui se trouve exclu de l'admission aux Etats-Unis par la dernière clause de l'article 18 de la présente loi, la personne passible de cette amende paiera au receveur de la douane en sus de cette amende, mais comme partie intégrante de celle-ci, une somme égale à celle payée par l'étranger qui l'accompagne pour son transport du point initial de départ indiqué sur

son billet au port d'arrivée; cette dernière somme sera remise par le receveur de la douane à l'étranger qui accompagne l'autre, au moment de son refolement. Aucun bateau ne recevra la permission de partir tant que la décision pendante au sujet de l'obligation de payer ces amendes ne sera pas intervenue, ou tant que les amendes ne seront pas payées et ces amendes ne seront ni remises ni remboursées. Toutefois, la permission de partir peut être accordée avant la décision pendante sur ces questions si, avec l'approbation du receveur de la douane, une somme suffisante est déposée pour couvrir ces amendes ou si une garantie est donnée pour couvrir ces amendes ou si une garantie est donnée avec sécurité suffisante pour en assurer le paiement. Toutefois encore, aucune des dispositions du présent paragraphe ne devra être interprétée de manière à exposer les compagnies de transport à une amende pour avoir amené à un port des Etats-Unis des étrangers qui se trouvent, par l'une des clauses ou exceptions qui se trouvent, par l'une des clauses ou exceptions de l'article 3 de la présente loi, exemptés des dispositions d'exclusion dudit article. »

27. — L'article 10 de la loi de 1917 sur l'immigration est amendé par les présentes et aura la teneur suivante :

« 10. — a) Toute personne, y compris les armateurs, les capitaines, officiers et agents des bateaux de compagnies de transport ou des ponts internationaux ou des routes à péage autres que les compagnies de chemin de fer qui peuvent passer un contrat de la manière stipulée à l'article 23, amenant un étranger aux Etats-Unis ou lui fournissant les moyens d'y venir, sera tenu d'empêcher l'entrée aux Etats-Unis de cet étranger à un moment ou dans un lieu autre que ceux désignés par les fonctionnaires de l'immigration. Cette personne, cet armateur, ce capitaine, cet officier ou cet agent ne se conformant pas aux prescriptions ci-dessus se rendront coupables d'un délit, et, la preuve rapportée, seront punis d'une amende, dans chaque cas, de 200 dollars au moins et de 1.000 dollars au plus, ou d'un emprisonnement ne dépassant pas un an, ou de ces deux peines à la fois; si le secrétaire du Travail estime que la poursuite de cet armateur, de

ce capitaine, de cet officier ou de cet agent est impraticable ou présente des inconvénients, cette personne, cet armateur, ce capitaine, cet officier ou cet agent seront passibles d'une amende de 1.000 dollars qui entraînera *ipso facto* un droit de rétention sur le bateau dont l'armateur, le capitaine, l'officier ou l'agent a enfreint les dispositions du présent article et qui sera, de ce fait, déféré au tribunal compétent des Etats-Unis.

« b) La preuve que l'étranger ne s'est pas présenté au moment et au lieu désignés par les fonctionnaires de l'immigration constituera la preuve *prima facie* que cet étranger a débarqué aux Etats-Unis à un moment ou dans un lieu autre que ceux désignés par les fonctionnaires de l'immigration. »

DÉFINITIONS GÉNÉRALES

28. — Au cours de la présente loi :

a) Le terme « Etats-Unis », quand il est employé dans un sens géographique, désigne les Etats-Unis, les territoires de l'Alaska et d'Hawaï, le district de la Colombie continentale, Porto-Rico et les Iles Vierges; et le terme « Etats-Unis » désigne les Etats et le district de Colombie.

b) Le terme « étranger » comprend tout individu qui n'est pas citoyen né ou naturalisé aux Etats-Unis; toutefois cette définition ne comprendra pas les Indiens des Etats-Unis non imposés ni les citoyens des îles se trouvant sous la juridiction des Etats-Unis.

c) Le terme « inéligible au droit de cité », quand il est employé relativement à un individu, comprend tout individu exclu du droit de cité aux Etats-Unis aux termes de l'article 2169 des Statuts révisés ou aux termes de l'article 14 de la loi du 6 mai 1882 intitulée « Loi portant exécution de certaines stipulations d'un traité concernant les Chinois », aux termes des articles 1996, 1997 ou 1998 des Statuts révisés amendés, ou aux termes de l'article 2 de la loi du 18 mai 1917 intitulée « Loi tendant à autoriser le Président à augmenter temporairement l'effectif de l'armée des Etats-Unis » amendée, ou aux termes des lois amendant l'un de ces articles, le complétant ou s'y substituant.

d) Le terme « visa d'immigration » désigne un visa d'immigration délivré par un agent consulaire, aux termes des stipulations de la présente loi.

e) Le terme « agent consulaire », désigne tout agent consulaire ou diplomatique des Etats-Unis, désigné, aux termes de règlements rendus en application de la présente loi, pour délivrer des visas d'immigration aux termes de cette loi. En ce qui concerne la zone du Canal et les possessions insulaires des Etats-Unis, le terme « agent consulaire » (excepté de la manière où il est employé à l'article 24), désigne tout agent désigné par le Président ou en son nom pour délivrer des visas d'immigration aux termes de la présente loi.

f) Le terme « loi de 1917 sur l'immigration » désigne la loi du 5 février 1917 (3) intitulée « Loi relative à la réglementation de l'immigration et du séjour des étrangers aux Etats-Unis ».

g) Le terme « lois sur l'immigration » comprend toute loi de cette nature, la présente loi et toutes les lois, conventions et traités des Etats-Unis concernant l'immigration, l'exclusion ou l'expulsion des étrangers.

h) Le terme « personne » comprend tout individu, toute société, collectivité et association.

i) Le terme « commissaire général » désigne le commissaire général de l'immigration.

j) Le terme « demande d'admission » se rapporte à la demande d'admission aux Etats-Unis et non à la demande de délivrance du visa d'immigration.

k) Le terme « permis » désigne le permis délivré aux termes de l'article 10.

l) Le terme « célibataire », quand il est employé relativement à un individu, à une époque déterminée, désigne un individu qui n'est pas marié à ladite époque, qu'il ait été ou non marié auparavant.

m) Les termes « enfant », « père », « mère » ne comprennent pas un enfant ou des parents adoptifs, à moins que l'adoption n'ait eu lieu avant le 1^{er} janvier 1924.

n) Les termes « femme » et « mari » ne comprennent pas une femme ou un mari mariés par procuration ou sur photographie.

AUTORISATION D'APPROPRIATION

29. — L'appropriation des sommes qui peuvent être nécessaires pour la mise en application de la présente loi est autorisée par les présentes.

LOI DU 19 MAI 1921

30. — La loi intitulée « Loi du 19 Mai 1921 réglementant l'immigration des étrangers aux Etats-Unis », amendée et prorogée (4), restera, nonobstant sa date d'expiration du 30 juin 1924, en vigueur après cette date pour l'imposition, la perception et l'exécution de toutes les pénalités qui peuvent découler; tout étranger qui, avant le 1^{er} juillet 1924, serait entré aux Etats-Unis en infraction aux dispositions de la loi susdite ou de règlements rendus en application pourra être refoulé de la même manière que si la loi n'était pas venue à expiration.

DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR

31. — a) Les articles 2, 8, 13, 14, 15 et 16 et le paragraphe f) de l'article 11, entrèrent en vigueur le 1^{er} juillet 1924; toutefois, des visas d'immigration et des permis peuvent être délivrés avant cette date; ils ne seront pas valables pour l'admission aux Etats-Unis avant le 1^{er} juillet 1924. Dans le cas d'immigrants contingentés d'une nationalité quelconque le nombre de visas d'immigration à délivrer avant le 1^{er} juillet 1924 ne dépassera pas 10 % du coefficient de cette nationalité, et le nombre des visas d'immigration ainsi délivrés pendant le mois de juillet 1924. Dans le cas de visas d'immigration délivrés avant le 1^{er} juillet 1924, la période de quatre mois mentionnée au paragraphe c) de l'article 2 commencera à courir le 1^{er} juillet 1924, au lieu de la date de délivrance du visa d'immigration.

(4) Série Législative, 1921, E. U. A., I, et 1922, E. U. A., I,

b) Les autres dispositions de la présente loi entreront en vigueur après sa promulgation.

c) Si un étranger arrive aux Etats-Unis avant le 1^{er} juillet 1924, son droit à l'admission sera déterminé sans égards aux stipulations de la présente loi, à l'exception de l'article 23.

CLAUSE RESTRICTIVE EN CAS D'INCONSTITUTIONALITÉ

32. — Si une des stipulations de la présente loi ou son application à une personne quelconque ou dans certaines circonstances est considérée comme étant de nul effet, les autres dispositions de cette loi, non plus que l'application de la stipulation susdite à d'autres personnes ou dans d'autres circonstances n'en seront pas affectées.

Règlement du 6 juin 1924, tendant à régir la mise en application de la loi de 1924 sur l'immigration.

Regulations to govern the enforcement of the Immigration Act of 1924. Dated 5 th June, 1924. (U. S. Department of Labour, Bureau of Immigration, General Order, n° 30.)

CHAMP D'APPLICATION DE LA LOI

Les stipulations de la présente loi seront ajoutées et non substituées aux stipulations des lois sur l'immigration ; elles seront mises en application comme faisant partie de ces lois, et toutes les stipulations de ces lois, pénales ou autres, qui ne sont pas inapplicables, seront appliquées et mises en application conjointement avec les stipulations de la présente loi. Un étranger, quoique admissible aux termes des stipulations de la présente loi, ne sera pas admis aux Etats-Unis s'il est exclu par une stipulation des lois sur l'immigration autres que la présente loi, et un étranger, quoique admissible aux termes des stipulations des lois sur l'immigration autres que la présente loi ne sera pas admis aux Etats-Unis s'il est exclu par une stipulation de la présente loi.

DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR

Toutes les stipulations de la présente loi, à l'exception des articles 2, 8, 14 et 16 et du paragraphe *f*) de l'article 11, sont entrées en vigueur le 26 mai 1924; toutefois, si un étranger arrive aux Etats-Unis avant le 1^{er} juillet 1924, son droit à l'admission sera déterminé sans égard aux stipulations de la présente loi, à l'exception de l'article 23, ce dernier article exige de l'étranger de faire la preuve qu'il n'est pas soumis à l'exclusion aux termes d'une stipulation quelconque des lois sur l'immigration ou, dans le cas de poursuites, en vue de refoulement, de faire la preuve qu'il est entré légalement aux Etats-Unis et d'établir le temps, le lieu et la manière de cette entrée aux Etats-Unis.

VISA D'IMMIGRATION. — EXIGIBILITÉ

Tous les étrangers sollicitant l'admission aux Etats-Unis doivent posséder un visa d'immigration; sont exceptés de cette règle : (1) les fonctionnaires d'un gouvernement, leur famille, leur suite, leurs domestiques et employés; (2) les étrangers voyageant temporairement aux Etats-Unis comme touristes ou temporairement pour leurs affaires ou leur plaisir; (3) les étrangers en transit continu à travers les Etats-Unis; (4) les étrangers admis légalement aux Etats-Unis et qui, postérieurement, se rendent en transit d'une partie des Etats-Unis dans une autre, à travers un territoire étranger contigu; (5) les marins étrangers de bonne foi, employés en cette qualité sur un bateau arrivant à un port des Etats-Unis et qui cherchent à pénétrer temporairement dans les Etats-Unis uniquement dans l'exercice de leur profession de marin; (6) les étrangers ayant le droit de pénétrer aux Etats-Unis uniquement pour faire du commerce aux termes des stipulations d'un traité de commerce et de navigation actuellement en vigueur, et conformément à ces stipulations; (7) les étrangers domiciliés légalement aux Etats-Unis, qui reviennent d'une visite temporaire à l'étranger et qui possèdent un permis de retour non expiré de la manière stipulée à l'article 10 de la loi, ainsi que (8) les étrangers domiciliés

légalement aux Etats-Unis, qui reviennent d'un voyage temporaire au Dominion du Canada, à Terre-Neuve, à la République du Mexique ou à la République de Cuba, que ces étrangers possèdent ou non le permis de retour mentionné au paragraphe précédent.

DÉFINITIONS GÉNÉRALES DES TERMES

Voir l'article 28 de la loi.

AUTRES DÉFINITIONS

Le terme « fonctionnaire d'un gouvernement », employé à l'article 3, désigne un fonctionnaire d'un gouvernement étranger venant aux Etats-Unis pour les affaires de son gouvernement et pour un séjour soit temporaire, soit permanent.

« Etranger voyageant temporairement aux Etats-Unis comme touriste ou temporairement pour ses affaires ou son plaisir » désigne un étranger venant aux Etats-Unis pour une durée n'excédant pas six mois.

« Etranger admis légalement aux Etats-Unis, et qui, postérieurement se rend en transit d'une partie des Etats-Unis dans une autre, à travers un territoire étranger contigu » désigne un étranger qui a été admis légalement aux Etats-Unis et qui se rend en voyage continu d'une partie des Etats-Unis dans une autre à travers un territoire étranger contigu.

Pour la définition du terme « marin étranger de bonne foi », voir la règle 6 des Règlements sur l'Immigration.

Le terme « âgé de moins de 18 ans », employé à l'article 4, désigne un enfant qui n'a pas dix-huit ans accomplis.

Le terme « âgé de moins de 21 ans », employé à l'article 6, désigne un enfant qui n'a pas vingt et un ans accomplis.

EXPIRATION DES VISAS

Un visa d'immigration ne sera accepté que si l'impétrant arrive à un port d'entrée avant sa date d'expiration, date spécifiée au visa dans les cas où l'impétrant change de bateau, il doit prouver, d'une manière satisfaisante, qu'il a voyagé

depuis son port d'embarquement primitif par la voie la plus rapide possible et que le bateau sur lequel il arrive est parti d'un port situé en dehors des Etats-Unis ou d'un territoire étranger contigu avant l'expiration du visa.

STIPULATIONS CONCERNANT LES GARANTIES

Dans les cas où un étranger est en possession d'un document qui a été visé par l'agent consulaire, en se basant sur la demande de l'étranger de voyager temporairement aux Etats-Unis comme touriste, ou temporairement pour ses affaires ou son plaisir, ou qu'il sollicite l'entrée uniquement en vue de traverser les Etats-Unis en transit, ou uniquement pour faire du commerce aux termes d'un traité de commerce et de navigation, actuellement en vigueur, et conformément à ce traité, et si le fonctionnaire de service dans le port n'est pas convaincu que l'étranger vient dans le but déclaré, ce fonctionnaire, comme condition précédant l'admission du demandeur, peut exiger en garantie une somme de 500 dollars, à la condition que le demandeur quitte les Etats-Unis dans les six mois, s'ils voyage aux Etats-Unis temporairement comme touriste ou temporairement pour ses affaires ou son plaisir, ou qu'il les quitte dans les dix jours s'il est en transit à travers les Etats-Unis, ou qu'il conserve son statut d'exempté, s'il est admis uniquement pour faire du commerce aux termes d'un traité de commerce et de navigation, actuellement en vigueur, et conformément à ce traité.

IMMIGRANTS NON CONTINGENTÉS

L'enfant célibataire âgé de moins de 18 ans ou la femme d'un citoyen des Etats-Unis ne seront considérés comme des immigrants non contingentés que s'ils sont munis d'un visa d'immigration délivré par un agent consulaire américain désignant le porteur en cette qualité, et sous réserve de la condition que la parenté et le droit de cité du mari ou du père prétendus soient établis à la satisfaction du fonctionnaire de l'immigration chargé de l'inspection.

Un étranger revendiquant la qualité d'immigrant non contingenté, pour la raison qu'il a été auparavant légalement

admis aux Etats-Unis et qu'il revient d'un voyage temporaire à l'étranger, à moins qu'il ne possède un permis de retour non expiré aux termes de l'article 10, devra établir, à la satisfaction du fonctionnaire de l'immigration chargé de l'inspection, qu'il était auparavant légalement admis, et qu'il a quitté les Etats-Unis avec l'intention d'y revenir. Un étranger qui ne possède pas de permis de retour doit être en possession d'un visa d'immigration. Un étranger revendiquant la qualité d'immigrant non contingenté, en se basant sur le fait qu'il est né dans le dominion du Canada, à Terre-Neuve, dans la République du Mexique, dans la République de Cuba, dans la République de Haïti, dans la République Dominicaine, dans la Zone du Canal ou dans un Etat indépendant de l'Amérique Centrale ou de l'Amérique du Sud, devra établir en produisant un certificat de naissance dûment légalisé, ou à l'aide d'autres témoignages, à la satisfaction du fonctionnaire ou des fonctionnaires chargés de l'inspection, qu'il est véritablement natif d'un des pays susmentionnés; de plus, lorsqu'il est accompagné de sa femme prétendue, d'un enfant célibataire ou d'enfants âgés de moins de 18 ans, revendiquant cette parenté et nés en dehors des pays susmentionnés, des preuves satisfaisantes seront exigées au sujet de la parenté de cette femme, de cet enfant ou de ces enfants, ainsi que de l'âge prétendu de cet enfant ou de ces enfants.

Quand une femme ou un enfant âgés de moins de 18 ans, n'étant pas natifs d'un des pays mentionnés au paragraphe précédent, demandent l'entrée en qualité d'immigrants non contingentés, en se basant sur une parenté revendiquée avec un mari ou un père respectivement qui, lui-même prétend être natif d'un des pays susdits, cette femme ou cet enfant devront établir, à la satisfaction du fonctionnaire chargé de l'inspection, que la parenté revendiquée existe et que ce mari ou ce père est natif d'un de ces pays, et qu'il a été, lui-même, légalement admis aux Etats-Unis. Tous les individus natifs du Canada, leur femme et leurs enfants, mentionnés dans les présentes, doivent être en possession d'un visa d'immigration.

Un immigrant sollicitant l'admission en qualité d'immi-

grant non contingenté comme étudiant devra établir, à la satisfaction du fonctionnaire chargé de l'inspection, qu'il est âgé d'au moins 15 ans et qu'il vient uniquement dans le but de faire des études dans une école, un collège, une académie, un séminaire ou une université, approuvés par le secrétaire du Travail, si l'institution en question, à laquelle l'étranger a l'intention de se rendre, n'est pas mentionnée sur la liste à fournir, la décision finale sera réservée jusqu'à ce qu'il soit établi par le fonctionnaire de service dans le port que l'institution en question est une institution approuvée par ledit secrétaire du Travail.

Les cas, à l'exception de ceux qui sont mentionnés dans les présentes, pour lesquels la revendication du statut d'immigrant non contingenté n'est pas établie d'une manière satisfaisante, seront tranchés de la façon stipulée à l'article 17 de la loi du 5 février 1917.

RANG DES IMMIGRANTS CONTINGENTÉS

Le terme « enfant célibataire, âgé de moins de 21 ans, d'un citoyen des Etats-Unis, âgé d'au moins 21 ans » aux fins de la détermination du rang de préférence, s'applique à un enfant célibataire, âgé de 18 ans au moins et de 21 ans au plus, mais ne comprendra pas un enfant âgé de 21 ans accomplis.

Le terme « immigrant qualifié en agriculture », dans un sens général, s'applique aux cultivateurs et aux travailleurs de ferme qui sont qualifiés dans les semailles, la culture et la moisson des récoltes, ainsi qu'aux personnes qualifiées en sylviculture, horticulture et dans l'élevage des bestiaux. A l'égard de ces dernières expressions, un forestier signifiera une personne qui a appris et connaît la production, la protection et l'utilisation des forêts ou un forestier qualifié dans la pratique de l'abatage et du flottage du bois ; « qualifié en horticulture » signifiera une personne qui connaît les travaux des pépinières et des jardins ou qui sait cultiver et soigner les vergers et les vignobles ; « qualifié dans l'élevage des bestiaux » signifiera celui qui possède des connaissances et de l'expérience dans l'élevage et dans les soins aux bes-

tiaux, en vue de la vente ou dans les travaux de la laiterie, mais ne comprendra pas quelqu'un qui a possédé, pour les besoins de sa famille seulement, un ou plusieurs animaux servant habituellement à ces besoins.

DÉLIVRANCE DES VISAS D'IMMIGRATION
AUX PARENTS

Tout citoyen des Etats-Unis, sollicitant l'admission d'un mari, d'une femme, d'un enfant, d'un père ou d'une mère, en qualité d'immigrant non contingenté, ou l'obtention, pour ces parents, d'un droit de préférence dans la limite du contingentement, sera tenu de faire une pétition auprès du commissaire général de l'immigration sur une formule fournie par ce dernier à cet effet; cette formule sera remplie de la manière qui y sera spécifiée. Le fait qu'une pétition de cette nature est acceptée et, qu'en conséquence, un visa d'immigrant non contingenté est accordé n'exemptera pas le demandeur, à son arrivée dans un port désigné pour le débarquement des étrangers, de la nécessité d'établir, à la satisfaction du fonctionnaire de l'immigration chargé de l'inspection, que le détenteur a droit au statut d'immigrant non contingenté; de plus, ce demandeur ne sera pas admis, s'il est jugé inadmissible aux termes d'une stipulation d'exclusion quelconque des lois sur l'immigration. Des pétitions sur des formules autres que celles stipulées par les présentes ne seront pas prises en considération.

PERMIS DE RENTRÉE AUX ETATS-UNIS
APRÈS UNE ABSENCE TEMPORAIRE

Tout étranger sur le point de quitter les Etats-Unis pour un voyage temporaire à l'étranger, et désireux d'établir avant son départ le statut qui pourra lui permettre de revenir en qualité d'immigrant non contingenté, ou le dispenser de la nécessité d'établir qu'il aura droit à sa demande de rentrée, d'être considéré comme bénéficiant du statut des exemptés, peut demander au commissaire général de l'immigration un permis de rentrée aux Etats-Unis, sur une formule fournie

par ce dernier à cet effet. Pour la délivrance d'un permis de cette nature, une taxe de trois dollars sera perçue et devra accompagner la demande faite sur la formule mentionnée; cette taxe sera remboursée au demandeur, dans les cas où la demande sera rejetée. Les permis, quand ils sont accordés, sont valables pour la période qui y est spécifiée; de plus, ils peuvent être prorogés à la discrétion du commissaire général et avec l'approbation du secrétaire du Travail, après demande adressée à cet effet au commissaire général et accompagnée de la déclaration des raisons pour lesquelles cette prorogation est demandée et du permis accordé à l'impétrant. Pour chaque prolongation de cette nature, une taxe de trois dollars sera perçue et devra être jointe à la demande; cette somme sera remboursée au demandeur si la demande est rejetée.

EXCLUSION DES ETATS-UNIS

Tout étranger qui ne paraît pas, à l'inspecteur examinant l'immigrant dans le port d'arrivée, avoir le droit, clairement et sans aucun doute, de débarquer, aux termes des stipulations de la présente loi ou de toute autre loi sur l'immigration, sera détenu pour être examiné à cet égard par un comité d'enquêtes spéciales. Ce comité procédera de la manière stipulée à l'article 17 de la loi du 5 février 1917 sur l'immigration (6). Les étrangers exclus par une décision d'un comité d'enquêtes spéciales, aux termes des stipulations de la présente loi, auront le droit d'en appeler au secrétaire du Travail.

ETRANGERS INÉLIGIBLES AU DROIT DE CITÉ

Aucun étranger inéligible au droit de cité ne sera admis aux Etats-Unis, à moins qu'il soit (1) un immigrant précédemment admis légalement aux Etats-Unis et qui revient d'un voyage temporaire à l'étranger ; (2) un immigrant qui a, sans interruption, pendant au moins les deux années précédant directement la date de sa demande d'admission aux Etats-Unis, exercé la profession de ministre d'une religion quelconque ou de professeur de collège, d'académie, de sémi-

naire ou d'université, et qui désire entrer aux Etats-Unis uniquement dans le but d'exercer cette profession, ainsi que sa femme et ses enfants célibataires, âgés de moins de 18 ans, s'ils l'accompagnent ou le suivent pour le rejoindre ; (3) un immigrant qui est un étudiant de bonne foi, âgé d'au moins 15 ans et qui désire entrer aux Etats-Unis, uniquement dans le but de faire des études dans une école, un collège, une académie, un séminaire ou une université accrédités, désignés nommément par lui et approuvés par le secrétaire du Travail ; (4) le fonctionnaire d'un gouvernement, sa famille, sa suite, ses domestiques et ses employés ; (5) un étranger voyageant temporairement aux Etats-Unis en qualité de touriste, ou temporairement pour ses affaires, ou son plaisir ; (6) un étranger en transit ininterrompu à travers les Etats-Unis ; (7) un étranger admis légalement aux Etats-Unis qui se rendra plus tard d'une partie des Etats-Unis dans une autre en traversant un pays étranger contigu ; (8) un marin étranger de bonne foi, employé en cette qualité sur un bateau arrivant à un port des Etats-Unis et qui cherche à pénétrer temporairement aux Etats-Unis, uniquement dans l'exercice de sa profession de marin ; enfin (9) un étranger ayant le droit de pénétrer aux Etats-Unis, uniquement pour faire du commerce, aux termes des stipulations d'un traité de commerce et de navigation actuellement en vigueur, et conformément à ces stipulations.

Toutefois, aucun étranger inéligible au droit de cité ne sera considéré comme compris dans l'une des exceptions précédentes, s'il se trouve exclu par une stipulation quelconque des lois sur l'immigration autres que la présente loi.

FARDEAU DE LA PREUVE

Tout étranger désireux de pénétrer aux Etats-Unis sera tenu de faire la preuve qu'il n'est pas soumis à l'exclusion aux termes de stipulations quelconques des lois sur l'immigration ; au cours de poursuites aux fins de refoulement intentées contre un étranger, ce dernier sera tenu de faire la preuve qu'il est entré légalement aux Etats-Unis, ainsi que d'établir le lieu et la façon de cette entrée.

REFOULEMENT

Tout étranger qui, à un moment quelconque après son entrée aux Etats-Unis, est trouvé ne pas avoir été, au moment de son entrée, autorisé aux termes de la présente à pénétrer aux Etats-Unis ou y être resté plus longtemps qu'il n'est permis aux termes de la présente loi ou de règlements rendus en application, sera arrêté et refoulé de la manière prévue aux articles 19 et 20 de la loi de 1917 sur l'immigration.

Les présentes dispositions ne seront applicables qu'aux étrangers qui sont considérés comme ayant pénétré aux Etats-Unis après le 30 juin 1924.

BIBLIOGRAPHIE

- ARCHIMBAUD (Léon). — Le différend entre l'Amérique et le Japon (*Revue du Pacifique*, juillet 1924).
- AUBERT (Louis). — Américains et Japonais.
- AUDEMAR (Jean). — L'impérialisme anglo-saxon.
- BARTHÉLEMY (J.). — L'exclusion des élèves japonais des écoles publiques de San-Francisco (*Revue de droit international public*, septembre 1907).
- Bulletin de l'Office International du Travail*, 1917, 1918.
- BEC (Lucien). — Quelques aspects du conflit américano-japonais (*La réforme sociale*, 1924, p. 543).
- BLUNTSCHLI. — Droit international codifié.
- BOUTMY (Emile). — Psychologie du peuple américain.
- CAILLEUX. — La question chinoise.
- CALVO (Charles). — Etude sur l'émigration et la colonisation.
- COMMONS (John-R.). — Principles of labor legislation.
- COOLIDGE (Cary). — Les Etats-Unis, puissance mondiale.
- COUCHOUD (L.). — Dans le conflit du Pacifique (*Progrès civique*, août 1924).
- DEWAVRIN (Maurice). — La législation sur l'immigration aux Etats-Unis (*Questions diplomatiques et coloniales*, mars 1912, et *Revue politique et parlementaire*, 1918, pp. 323-330).
- Documents du Travail*.

- Emigration et immigration*, publié par le Bureau International du Travail, Genève, 1922.
- CHOW (S. Y.). — Le problème d'émigration japonaise aux Etats-Unis et l'Alliance de la race jaune *The Eastern Miscellany*, Shanghai, juin 1924).
- FAIRCHILD (Henry Pratt). — L'immigration, New-York, 1917.
- FAUCHILLE (Paul). — Traité de droit international public.
- FIORE (Pasquale). — La société des Etats et le droit international codifié.
- GIDE (Charles). — Terres fermées (*L'Emancipation*, juin 1924).
- GILMAN (J.). — Statistics and the immigration problem (*The American Journal of Sociologie*, juillet 1924).
- GROUSSET (René). — Le réveil de l'Asie.
- HOLCOMBE (Chester). — The question of chinese exclusion.
- HORNBECK (Stanly K.). — Contemporary politics in the Far East.
- J. D. B. — *Chinese problem of immigration*, Peking Leader, numéro spécial de 1918.
- KAWAKAMI. — The real japanese question.
- KAWAKAMI. — Le problème du Pacifique et la politique japonaise.
- LEROY-BEAULIEU (Paul). — De la colonisation chez les peuples modernes.
- LEROY-BEAULIEU (Paul). — Les Etats-Undis au xx^e siècle.
- MOORE (J.). — Les Etats-Unis fermés aux Chinois (*Journal de Droit international*, tome XIX, pp. 388-400).
- PIC (Paul). — Traité de législation industrielle.
- PILLET (A.). — Recherches sur les droits fondamentaux des Etats (*Revue générale de droit international public*, tome V, pp. 67 et suiv.).
- SALVY (Charles). — L'immigration aux Etats-Unis et les lois fédérales.
- SAVOY (Prew). — La question japonaise aux Etats-Unis,

TAKAHASHI-KOREYIKO. — Les problèmes essentiels de la politique extérieure du Japon (*Japon et Extrême-Orient*, janvier 1924).

TSUNEJIRO MIYAOKA. — La loi japonaise sur la nationalité et les droits fonciers des étrangers (*Bulletin de la Société de législation comparée*, juillet-septembre 1925).

VIVIER (Victor). — Les Etats-Unis fermés aux Japonais (*Progrès civique*, juin 1924).

WAI PAK. — Le problème d'immigration japonaise aux Etats-Unis (*The Eastern Miscellany*, Shangaï, juin 1924).

WESTLAKE (John). — Traité de droit international, traduction de Lapradelle.

ANONYME. — Etats-Unis et Japon (*Revue de Paris*, 15 octobre 1924).

TABLE DES MATIERES

Avant-Propos.....	5
Introduction.....	7
Chapitre Premier — Historique de l'immigration asiatique aux Etats-Unis d'Amérique...	19
Section I. L'immigration chinoise.....	19
Section II. L'immigration japonaise.....	41
Section III. L'immigration des autres pays d'Asie.....	55
Chapitre II.— La loi américaine du 26 Mai 1924 règlementant l'immigration aux Etats- Unis.....	59
Chapitre III.— L'exclusion des Asiatiques envi- sagée au point de vue économique.....	73
Chapitre IV.— L'Exclusion des Asiatiques envi- sagée au point de vue politique interna- tional.....	91
Conclusions.....	113
Annexe.— La loi du 26 Mai 1924 sur l'immigration	121
Bibliographie.....	161
